

MADAGASCAR

Revue de Presse janvier 2010

SOMMAIRE

	Page
La crise politique	01
07/01/10 : le GIC va faire des « propositions de compromis » avant le 25 janvier.....	08
08/01/10 : l'Atelier électoral de la HAT a remis ses propositions.....	10
10/01/10 : la HAT se prémunit contre le risque d'annulation du décret de limogeage d'Eugène Mangalaza.....	13
13/01/10 : lancement de la plate-forme pour la candidature présidentielle de Rajoelina.....	19
15/01/10 : la Sadc s'oppose à la recherche d'une solution de compromis et condamne les élections unilatérales.....	22
18/01/10 : sévère condamnation du régime par les Etats-Unis.....	24
22/01/10 : les propositions de compromis du GIC rejetées par la HAT. Nouveau délai de 15 jours de réflexion.....	31
27/01/10 : le pouvoir décide du report de la date des législatives.....	36
28/01/10 : Andry Rajoelina se lance dans une opération de lobbying international de grande envergure.....	39
Droits humains, gouvernance	44
Prisonniers politiques, aide humanitaire, expatriées, impunité et réconciliation, adoption internationale, corruption	
Actualité économique	45
Impacts économiques de la crise politique	45
Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales	47
Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement	49
Divers	53

LA CRISE POLITIQUE

1^{er} & 2 janvier : Monja Roindefo creuse son sillon. La réunion du GIC du 6 janvier, sans participation des mouvances, devra composer avec les contradictions de la communauté internationale sur le dossier malgache.

Organisation de la Transition : le Monima de Monja Roindefo réclame une conférence nationale. Le « Premier ministre de la Transition issu de la lutte populaire ». Dans un courrier adressé au vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Cécile Manorohanta, il exige l'organisation d'une conférence nationale. Celle-ci aura à connaître « de manière consensuelle », outre la mise en place de la CENI, de la réconciliation nationale, du ou des projets de Constitution de la IV^e République à soumettre au référendum, et enfin du calendrier électoral. « Le Monima estime que les législatives décidées par le pouvoir pour le 20 mars ne sont ni logiques ni convenables. [...] Les tenants actuels du pouvoir mettent la charrue avant les bœufs. Ces législatives ne sont pas une réponse à la crise. Au contraire, elles risquent d'aggraver les conflits actuels. [...] Cette conférence nationale, sans les l'errements qui ont conduit les dirigeants de la Transition, soumis aux puissances étrangères, à Maputo et à Addis-Abeba, aurait déjà eu lieu à la suite des Assises nationales et des 22 Conférences régionales qui avaient été réalisées », a-t-il ajouté.

Monja Roindefo a effectué un déplacement en Israël sur invitation de Shimon Peres. Il a d'autre part rencontré le ministre de l'Agriculture et du développement rural. Monja Roindefo était, depuis des années, associé à des Israéliens dans une société de construction immobilière mais qui a fait faillite. Sur le retour, il a rencontré la diaspora malgache en France.

Confirmation : le GIC se retrouve le 6 janvier à Addis-Abeba, «pour évaluer l'état et les perspectives du processus de règlement de la crise Malgache ». Convoquée par le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, la « réunion spéciale consultative » de haut niveau va réunir

notamment des représentants des organisations internationales et des Etats membres du GIC mais en l'absence des représentants des 4 mouvances. La Commission exprime l'espoir que les efforts ainsi entrepris permettront de relancer le processus de sortie de crise sur des bases consensuelles et inclusives conformes aux Accords de Maputo du 9 août 2009 et à l'Acte additionnel d'Addis-Abeba du 6 novembre 2009, précise le communiqué. La réunion devra aussi contribuer à apporter des solutions équilibrées et réalistes aux difficultés qui ont conduit au blocage actuel dans la Grande Ile, selon la même source. Le Président de la Commission a de nouveau lancé un appel pressant aux parties Malgaches pour qu'elles fassent preuve d'esprit de responsabilité et de compromis que requiert le dépassement de la situation difficile que connaît actuellement leur pays.

Le Courrier croit savoir que la communauté internationale, à l'instar de la France, adopterait une attitude beaucoup plus positive envers le nouveau tandem Rajoelina-Vital si ces derniers révisaient l'ordre des élections comme ci-après : Constitution, législatives et présidentielles, ou les 2 en simultané, avec à la clé un remaniement ministériel ou des éléments technico-politiques d'autres horizons feraient leur entrée. Le GIC, qui aurait un a priori favorable à l'égard du colonel Vital, pourrait apporter aides et appuis nécessaires pour l'accomplissement d'élections libres et transparentes sous la surveillance d'organismes observateurs étrangers et nationaux.

Pour *The Times of Madagascar*, les partisans de la Transition « inclusive et consensuelle » redoutent ce rendez-vous placé sous la présidence de Jean Ping. « Ce dernier a pris, sous influence française, fait et cause pour Tgv depuis le 6 octobre lors de la réunion d'évaluation destinée à aplanir les différends. Il a fait le forcing avec le secrétaire d'Etat français à la coopération pour désigner Andry Rajoelina comme président de la Transition. Au sommet d'Addis-Abeba du 7 novembre et devant l'échec de son effort à Antananarivo, il s'est fait discret. D'autant que Marc Ravalomanana a réclamé la présence de Joaquim Chissano (représentant de la Sadc), ce qui sonna comme un désaveu pour le président de la Commission de l'UA. En représailles, Jean Ping a refusé d'envoyer à Maputo III le représentant "habituel" de l'UA, Ablassé Ouedraogo, pour le remplacer par M. Madeira. Il n'a pas non plus levé le petit doigt quand le régime d'Antananarivo a contraint en exil les membres des trois mouvances à l'issue de ce sommet. Mais l'échec relatif de Maputo III a permis à Jean Ping de se réapproprié le dossier malgache. Au lendemain du retour des délégations de ce quatrième sommet, il a fait annoncer l'organisation d'une nouvelle réunion d'évaluation à Addis-Abeba impliquant les membres de la communauté internationale sans la présence des Malgaches. Ce qui n'augure rien de bon pour ceux qui ne croient pas à la neutralité de certains médiateurs trop proches de certains des protagonistes. C'est le cas par exemple d'une poignée d'officiels français qui fait tout pour préserver Tgv. [...] En fait, les attermoissements et les tiraillements de la communauté internationale contribuent en partie à la persistance de la crise. Comme ses membres n'arrivent pas à se mettre d'accord sur une conduite commune à tenir, le pays peut attendre avant de voir émerger une solution pérenne ».

Vœux 2010 : Marc Ravalomanana continue de prétendre exercer la fonction de président de la République. Telle est la teneur d'un communiqué à la nation malgache, lancé depuis Johannesburg. Si le discours à la Nation d'Andry Rajoelina a eu une audience nationale, celui de Marc Ravalomanana n'a obtenu qu'une audience limitée. Il n'a été diffusé que par une chaîne audiovisuelle privée de la capitale et les sites Internet « *légalistes* ».

Contrôle fiscal sur les comptes de la Fjkm. Selon *The Times of Madagascar*, l'administration a ordonné une vérification de la comptabilité de l'Eglise sur les exercices 2006 à 2008 qui pourrait déboucher sur l'obligation d'avoir à régler plus de 95 millions Ar au titre de l'impôt sur les bénéficiaires de société. Le président de l'Eglise a donné la primeur de cette information sur *Radio Fahazavana*. Le pasteur Lala Rasendrasahina dénonce la volonté du fisc d'imposer les sociétés dépendantes de l'Eglise. Le directeur général des Impôts a justifié la mesure en indiquant que les Eglises réalisent des actions à but lucratif et que de ce fait elles doivent

payer des impôts. Pour le site, « *cette affaire arrive curieusement quelques jours seulement après l'appel de religieux protestants pour un réveil national contre le désordre né précisément du coup d'Etat du 17 mars au siège de la conférence des évêques catholiques à Antanimena* ». Commentaire de Tananews : « *La Fjkm est en train de payer sa trop grande proximité avec Marc Ravalomanana ?* » [Rappel : le vice-président laïc de la Fjkm n'est autre que Marc Ravalomanana].

3, 4 et 5 janvier : à la veille de deux rendez-vous importants : « l'Atelier national de préparation des élections » et la « réunion spéciale consultative » du GIC à Addis-Abeba. Le forcing de la HAT pour organiser des élections législatives divise la société civile. La neutralité de la position française fait toujours débat.

« *Atelier national de préparation des élections* », des 6 et 7 janvier au Centre de conférences international (CCI) d'Ivato. Plusieurs centaines de participants issus des entités de la société civile, des associations et partis politiques ainsi que des organisations internationales et chancelleries étrangères sont appelés à élaborer le code électoral, la loi organique relative aux élections et l'organisation de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) en vue des législatives du 20 mars. Ils seront répartis en 8 commissions. Des projets de textes émanant du cabinet de la Présidence, du SG de la Présidence, du ministère de l'Intérieur et du CNE seront examinés. Les participants prendront en considération, entre autres, les résultats des Assises nationales et des Conférences régionales. D'autres documents serviront aussi d'outils de travail afin que les participants puissent faire des comparaisons avec le système électoral d'autres pays [notamment les textes de la Commission nationale électorale indépendante de Côte d'Ivoire, pays dont le scrutin présidentiel a été reporté 6 fois en deux ans, font observer plusieurs médias]. Durant la période préélectorale, le ministère de l'Intérieur aura pour mission, l'organisation et la supervision, la sensibilisation à l'éducation citoyenne et la gestion des bases de données des électeurs. Le SG de la Présidence se chargera de l'organisation et de la supervision des opérations électorales, notamment l'élaboration des textes, actes et procédures, ainsi que la gestion des fichiers généraux des listes électorales. Quant au CNE, il s'attellera à la constitution, gestion et conservation du fichier électoral, durant la période transitoire vers la 4e République. Est-ce par pur hasard, mais ces dates coïncident avec celles de la rencontre d'Addis-Abeba, remarquent les observateurs. On notera l'absence des partis politiques affiliés aux 3 mouvances comme le TIM, le MFM ou encore le Monima. Ces derniers estiment qu'il est plus logique d'organiser d'abord un référendum avant les élections législatives.

La Plateforme nationale des OSC dirigée par Lalao Randriamampionona ne participera pas à ce débat. Pour cette Organisation, on doit s'en tenir aux principes définis à Maputo. L'organisation d'élections doit être précédée de conférences régionales et d'une conférence nationale pour mettre au point la loi électorale qui a été dans le passé source de problèmes. Autre préalable : l'accès de toutes les sensibilités aux moyens audio-visuels publics.

Le Groupement des entités de la société civile pour la défense de la démocratie et des valeurs républicaines (Gesci) conteste lui aussi la tenue de l'Atelier : « *Tout ce qu'on va faire devrait être consensuel* », a-t-il souligné. Mais quelques membres du Gesci se rendront malgré tout au CCI « *pour défendre les points de vue du Groupement* ».

Le boycott de l'Atelier par les 3 mouvances va de soi. Mamy Rakotoarivelo déclare notamment : « *l'organisation de cet Atelier se fait à la va-vite pour cautionner le régime. Le calendrier électoral devrait être précédé de la réconciliation nationale* ».

Pierrot Rajaonarivelo : une conférence nationale d'abord, les élections après. Commentant la situation politique, notamment après l'annonce des législatives anticipées du 20 mars, le

secrétaire national de l'Arema estime que le calendrier est trop précipité pour garantir des élections incontestables. Pour lui, il faudrait commencer par clarifier les règles du jeu, notamment au niveau du cadre juridique qui doit prévaloir pour ces consultations populaires, concernant notamment la Constitution et le code électoral. La priorité devrait être donnée à une conférence nationale suivie d'un référendum constitutionnel. Il annonce néanmoins vouloir participer à l'Atelier du CCI.

Préparation des législatives du 20 mars : le Kmf/Cnoe se montre critique mais participera à l'Atelier national. L'organisation constate que les autorités ont lancé une opération de révision des listes électorales confiée aux chefs fokontany, alors qu'il aurait fallu entreprendre une véritable refonte. Elle déplore que la CENI ne jouisse pas d'une indépendance totale pour l'organisation du scrutin, dont la responsabilité sera partagée avec le gouvernement. « *La CENI doit prendre les responsabilités aujourd'hui confiées au ministère de l'Intérieur et au Conseil National Electoral* », affirme le président Ernest Razafindrabe, qui insiste sur le fait que le nouvel organe a pour mission d'organiser et de gérer le processus électoral. Le Cnoe voit même en cette petite institution indépendante de toute influence politique un organisateur potentiel de la conférence nationale en vue de réformer la vie politique à Madagascar. Le comité souhaite donc une CENI totalement émancipée avec des attributions et des prérogatives, échappant à tout contrôle gouvernemental. Cécile Manorohanta, ministre de l'Intérieur, affirme cependant que le gouvernement fera un « *transfert progressif* » des tâches liées à l'organisation des élections à la CENI. Le Comité demande aussi la réalisation de la promesse faite par Andry Rajoelina, concernant la mise en place de cartes d'identité biométriques. Pour ce qui est de la campagne, il demande la transparence et la limitation du budget des candidats. Il ne devrait plus y avoir de distribution de cadeaux aux électeurs. Sans oublier l'égalité de temps de parole au niveau des médias. Pour ce qui est du résultat des élections, des explications claires et précises doivent être apportées quelque soit le résultat obtenu, souligne l'Organisation, qui demande aussi une confrontation des résultats recensés par chaque candidat. [*Rappel : le Kmf/Cnoe a organisé en décembre 2009 des ateliers régionaux pour débattre du thème « élection juste, libre, transparente, et acceptée par tout le monde ». Les rencontres ont vu la participation de 1.034 personnes qui sont à l'origine des exigences formulées pour le scrutin du 20 mars. La mise en place de la CENI, censée organiser les élections, constitue l'une des revendications de l'opposition au régime Ravalomanana. Or, ce dernier est resté inflexible en repoussant le débat sur le sujet. Malgré sa promesse de changement en 2002, il avait continué à confier l'organisation des scrutins au gouvernement*]. Pour le Comité, le débat est ouvert sur le processus d'amélioration du système électoral. Raison pour laquelle, le Kmf/Cnoe a annoncé sa présence à l'Atelier de préparation des élections organisé par la vice-Primature chargée de l'Intérieur au Centre de conférences internationales d'Ivato les 6 et 7 janvier.

Reprise des manifestations au Magro sous l'égide des 3 mouvances regroupées sous l'appellation de « mouvance Madagasikara ». Cet appel intervient après l'échec du projet d'installation des membres du Congrès de la Transition le 22 décembre. La revendication de l'application des Accords de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba en constitue toujours le mobile, en vue d'une sortie de crise « *consensuelle et inclusive* ». Mamy Rakotoarivelo a affirmé au cours de son intervention : « *la lutte continue. C'est déplorable qu'une seule mouvance veuille faire cavalier seul* ». Concernant le Congrès de la Transition, il précise : « *nous n'allons pas faire du forcing pour l'instauration du Congrès. Il sera mis en place au moment opportun* ». Les 3 mouvances se sont instituées « *Mouvance Madagasikara* ». Pour symboliser cette évolution, les portraits de Marc Ravalomanana ont été enlevés de l'enceinte. Une forte affluence a été notée pour la première fois depuis de longues semaines, la foule semblant remobilisée par la présence des leaders des 3 courants et leur volonté déclarée

d'agir désormais de conserve. « *C'est un premier pas vers la réconciliation nationale* », a déclaré un orateur. Albert Zafy, président du Conseil national de Réconciliation (CNR) prévu par les Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, et son épouse, ont fait une intervention remarquée à la tribune. « *L'histoire du pays est parsemée de crises cycliques dont les origines se trouvent dans des élections mal préparées et contestées* », a-t-il notamment rappelé. Les différents intervenants ont lancé un ultime appel à la mouvance Rajoelina de réintégrer la mouvance « *Madagasikara* ». La coalition annonce une manifestation d'envergure pour installer les différentes hautes personnalités de la Transition prévue à Maputo. L'opération est appelée « *dernier adieu à la HAT* » ou « *fara-veloma ny fitondrana FAT* ». Les modalités et la date n'ont pas été dévoilées. *La Vérité* écrit : « *cette fois-ci, Albert Zafy, Didier Ratsiraka et Marc Ravalomanana ont commencé à consommer leur alliance incestueuse* ».

L'enquête sur la mutinerie au Régiment d'Appui et de Soutien (RAS), à Ampahibe le 28 décembre va s'étendre à certains politiciens, avocat et journaliste. La présence de certains d'entre eux sur le lieu, au moment de l'incident à 4 heures du matin, alors qu'ils n'ont pas informé les forces de l'ordre, a été soulevée par le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la circonscription de gendarmerie, comme une raison de leur convocation. Un fait qui « *n'est pas fortuit* », selon lui. Un homme politique poursuivi pour incitation à la mutinerie et distribution d'argent aux soldats de service cette nuit-là, serait en fuite avec sa famille. Les dirigeants des 3 mouvances politiques s'attendent à des poursuites dans leurs rangs. Les 5 personnes arrêtées ont été relâchées après avoir été auditionnées à titre de témoins.

Couches défavorisées : Didier Ratsiraka entre en scène et octroie 12 tonnes de riz à vendre à bas prix dans les 6 arrondissements de la capitale. Ces dons ont été remis par des anciens parlementaires Arema lors d'une visite dans les bas quartiers.

Présentation des vœux au palais présidentiel d'Iavoloha : le corps diplomatique exclu. La présidence de la HAT devance le boycott par la communauté internationale. Dans un communiqué, Ambohitsorohitra exclut de fait les membres de la communauté internationale installés à Madagascar de la liste des 2.500 invités au rendez-vous, comme le veut la tradition. Il n'est pas exclu que le régime justifie sa position par la question de souveraineté.

L'équipe de lobbyistes de Marc Ravalomanana est à Addis-Abeba depuis le 4 janvier, révèle 24 heures. Des rencontres avec les membres du GIC ont déjà eu lieu. Ce lobby est issu d'un cabinet américain avec un conseiller sud-africain d'origine indienne rompu aux mécanismes des organisations internationales.

L'UE exhorte Andry Rajoelina à rechercher un accord politique. Karel De Gucht, Commissaire européen chargé du développement de l'aide humanitaire exhorte Andry Rajoelina à travers une lettre à faire d'ultimes efforts afin de surmonter les difficultés actuelles et d'aboutir à un accord définitif durable. « *L'impasse actuelle affecte gravement la coopération de l'Union Européenne avec Madagascar* », écrit-t-il notamment. Après le « *lâchage* » des Etats-Unis via le retrait de l'Agoa, l'UE semble donc adopter une position critique qui pourrait conduire à la confirmation des sanctions financières. Cet avertissement contraste avec l'ambiguïté de la position française, selon les observateurs, pour qui Andry Rajoelina est soutenu par la Libye et par la diplomatie française qui freine toute prise de décision ferme de l'UE. Une attitude en relation évidente avec la forte présence de la communauté française à Madagascar.

Pour le GTT International, « les agissements de la France menacent la paix ». L'organisation « *légaliste* » dénonce l'appui apporté, selon elle, par la France à Andry Rajoelina qui vient de publier « *une Constitution lui conférant tous les pouvoirs et invente un projet loufoque d'élection législative pour mars 2010* ». Elle condamne « *les violations généralisées des droits de l'homme, les interdictions de sorties du territoire assorties de mandat d'arrêt, la persécution de la presse, des églises chrétiennes et le « bafouement » du droit international humanitaire* ». Un chaos politique qui serait accompagné du pillage des ressources minières et des ressources naturelles, avec le concours et aux profits des groupes français Delmas et Bolloré (bois de rose) et Total (pétrole et uranium). Le GTT dénonce la position de la France, jugée « *totalement contradictoire* » à celle de l'UE, de l'UA et de l'ensemble des organisations représentées dans le GIC. Il « *préconise vivement* » de ce fait, que pour des raisons d'impartialité, que la France soit exclue du processus international de recherche de solutions, et notamment de la prochaine « *réunion spéciale consultative* » d'Addis-Abeba.

Liberté d'expression battue en brèche à Antsiranana : le Directeur régional de la communication a été limogé suite à la décision de la ministre de la Communication, Nathalie Rabe. Motif : des représentants des 3 mouvances ont pu accéder au plateau de la TVM locale. [L'article 23 de l'ordonnance qui vaut Constitution de l'actuelle Transition est ainsi rédigé : « *l'égal accès aux médias publics est garanti à toutes les sensibilités politiques* », rappelle le site 24 heures]

6 janvier : la feuille de route électorale du régime se précise, à la veille de la réunion du GIC. L'UE « profondément préoccupée », La France pour une « solution équilibrée ». La diaspora serait parvenue à prendre une position consensuelle de sortie de crise.

Augustin Andriamananoro, ministre des Télécom et vice-président de l'association Tgy, s'exprime sur la feuille de route électorale du régime. Répondant à la question de *L'Express* concernant la représentativité de l'Atelier de préparation des élections, boycotté par les 3 mouvances et une partie de la société civile, il déclare : « *Pensez-vous que trois mouvances, donc trois partis politiques, puissent remettre en cause la légitimité d'une réunion à laquelle vont participer au moins les 44 partis politiques des forces du changement ? Nous sommes trop focalisés sur les Accords de Maputo, alors que le partage décidé par ces Accords est complètement injuste. Pensez-vous que le parti de Zafy représente 25% de la population ? Avec la configuration actuelle, nous rendons le pouvoir au peuple pour revenir à la représentativité qu'il souhaite, pas à ce partage en quatre mouvances, décidé à Maputo, qui est tout à fait injuste et difficile à accepter. [...] Nous n'excluons personne, ce sont eux qui s'excluent d'eux-mêmes. Nous les avons invités, mais ils ne veulent pas venir* ». S'agissant de la question de l'indépendance relative de la CENI, il se justifie ainsi : « *Il ne faut pas oublier qu'il y a certaines responsabilités que l'État doit toujours assumer. Ce sont les actes et les travaux purement administratifs. Le recensement de la population sur la base duquel sera établie la liste électorale, est assuré par les fokontany. Il y a aussi un rôle de facilitation que doit jouer le gouvernement, en matière de finances et en termes de logistique. Mais pour ce qui est des opérations électorales proprement dites, pour ne citer que l'acheminement des résultats ou encore la surveillance du scrutin, par exemple, tout cela devrait relever des compétences de la CENI* ». Et d'ajouter, pour devancer les critiques sur le rôle dévolu aux chefs fokontany : « *la plupart de ceux-ci sont issus de l'ancien parti au pouvoir* ». Le ministre confirme la création d'un « *comité mixte, composé de la Présidence, de la société civile* », sorte de *task force*, dont le rôle est de « *garantir la réussite des élections* », qui est appelé à terme à s'effacer derrière la CENI. Augustin Andriamananoro affirme que l'organisation d'un scrutin dans un délai aussi court reste « *tout à fait réaliste* ». Après les législatives, l'objectif est d'organiser un scrutin présidentiel avant la Fête nationale du 26 juin 2010, 50^{ème} anniversaire de l'Indépendance. Et entre ces deux scrutins, doit s'intercaler un référendum constitutionnel.

Le vice-président du Tgv indique enfin que l'idée d'une alliance au sein de la mouvance Rajoelina fait son chemin en vue des législatives. « *Le Tgv souhaite s'ouvrir davantage* », a-t-il indiqué.

Le président du Club Développement Ethique (CDE), Serge Zafimahova, craint une nouvelle crise politique après les législatives du 20 mars. « *Techniquement, préparer une élection en 3 mois s'avère impossible. Pour ne citer que le problème relatif à la liste électorale, on doit signaler que de fin décembre 2008 à fin décembre 2009, il y a 4.500.000 à 5.000.000 de nouveaux électeurs à recenser. Or, le temps ne permet plus d'effectuer cette opération. On sera donc obligé d'utiliser une liste électorale tronquée ou manipulée. [...] La HAT pourrait ne pas connaître de problème financier, étant donné que la Françafrique se prépare à financer ces législatives, mais la tentative risque fort de conduire le pays à une nouvelle crise politique. Car une élection n'a jamais été une solution à la crise à Madagascar. Les élections sont toujours à l'origine des crises politiques depuis 1972. Cela ne veut pas dire qu'on n'a pas besoin d'organiser des élections. Mais avant les élections, il faut exorciser le mal qui mine la société malgache. [...] Les crises politiques qui ont vu l'ingérence de la Françafrique ont fini par une guerre civile* ».

Mamy Rakotoarivelo, « co-président de la Transition », a été entendu dans le cadre de l'affaire de la mutinerie du RAS, avant de pouvoir rentrer chez lui. Il qualifie les convocations des leaders de la mouvance Ravalomanana d'« *actes d'intimidation* ».

Condamnations suite aux échauffourées de Tsimbazaza : les 9 personnes arrêtées pendant la manifestation pour installer le Congrès de la Transition ont été condamnés à 6 mois de prison ferme. Une autre a été condamnée à 6 mois avec sursis. Ils étaient poursuivis pour perturbation de l'ordre public. Ce jour-là, environ 500 personnes s'étaient rassemblées devant le siège de l'Assemblée nationale pour tenter d'y installer les congressistes issus des 3 mouvances.

L'UE « profondément préoccupée » par l'évolution de la situation politique. Elle regrette « *l'impasse créée par les actions unilatérales* » prises par les responsables malgaches, indique un communiqué, qui ajoute que cette situation « *met en péril* » les acquis enregistrés jusqu'à présent vers « *une transition politique inclusive, pacifique et consensuelle* » pouvant permettre un retour à l'ordre constitutionnel dans le cadre des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. L'UE soutient que « *cette situation de blocage* » pénalise en premier lieu la population, invitant les acteurs politiques « *à prendre pleinement conscience de leur responsabilité* » et à engager les efforts nécessaires afin d'aboutir à un accord définitif et durable ». Seule une telle approche permettrait « *le décaissement graduel* » des 580 millions d'euros prévus dans le cadre de son accord de coopération avec Madagascar.

La France pour une solution « équilibrée ». Dans un communiqué le ministère des Affaires étrangères affirme chercher à « *promouvoir une solution équilibrée qui permette à Madagascar de retrouver la stabilité politique* » au cours de la réunion du GIC à Addis-Abeba. Elle entend « *contribuer à la recherche d'une solution pragmatique dans les meilleurs délais possibles* ».

L'Ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaignier, organise un dîner-débat, à la résidence de France au lendemain de la réunion du GIC. 3 invités par mouvances sont conviés, parmi lesquels : André Haja Resampa, Norbert Ratsirahona, Mamy Rakotoarivelo, Fetison Rakoto Andrianirina, Roland Ravatomanga, Ange Andrianarisoa et Serge Zafimahova pour la société civile. Au nombre des invités, quelques français ne faisant pas partie de l'ambassade de France. Thème de la rencontre : l'accélération de la sortie de crise au lendemain de la réunion d'Addis-Abeba. Selon 24 heures, l'un des invités a interpellé l'ambassadeur en citant

nommément une entreprise française, spécialisée entre autre dans le négoce du bois, qui serait compromise dans le trafic du bois de rose.

7 janvier : le GIC va faire des « propositions de compromis » avant le 25 janvier. Le gouvernement promet des législatives « modèle ». La « mouvance Madagascar » se mobilise mais essuie un nouvel échec. Cambriolage de dépôt de munitions et rumeurs d'attentat.

Le GIC relance le consensus à Addis-Abeba, en l'absence des parties malgaches. Cette réunion se tient « dans un contexte de blocage où chacune des parties semble se livrer à une fuite en avant », a déploré dans son discours introductif le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, qui a aussi critiqué « les initiatives unilatérales de la mouvance Rajoelina qui ont placé le processus dans l'impasse », soulignant que les Accords de Maputo du 9 août 2009 et d'Addis-Abeba du 6 novembre 2009 peuvent « seuls » permettre une sortie de crise. « Nos débats doivent conduire à la décrispation de la situation et permettre de trouver une sortie de crise », a souligné M. Ping. A l'issue d'une réunion, il a déclaré : « Il est évident que le retour à l'ordre constitutionnel à Madagascar passe par des élections libres, transparentes et démocratiques pour redonner la parole au peuple souverain ».

Jean Ping va se rendre à Madagascar « au plus tard le 25 janvier pour remettre à toutes les parties les propositions de la communauté internationale. Les parties seront alors mises devant leurs responsabilités », a précisé le Commissaire à la Paix et la sécurité de l'UA, Ramtane Lamamra, ajoutant qu'il s'agissait de « solutions de compromis », et insistant sur la nécessité, pour les forces rivales, de respecter les accords précédemment conclus entre elles. « Les parties malgaches sont encouragées à répondre à ces propositions dans les deux semaines suivantes », a-t-il indiqué, précisant que « le GIC a convenu de se retrouver ici juste après ». « Tout le monde est d'accord pour dire que les élections à Madagascar sont désormais très urgentes compte tenu de la situation du pays », a commenté le secrétaire d'Etat français à la Coopération, Alain Joyandet, membre du GIC. « Il faut arriver le plus rapidement possible à ces élections et trouver des solutions, que chacun y mette du sien pour que ces élections puissent être organisées dans un cadre qui puisse être raccroché à la Constitution et du coup donner à ces élections un caractère tout à fait acceptable pour la communauté internationale », a-t-il ajouté.

Une source diplomatique a confié à la BBC qu'une issue pour régler le problème serait de prendre de nouveaux acteurs à la tête des mouvances, plutôt que de laisser les actuels chefs de file en place. Les quatre leaders s'étant mutuellement chassés du pouvoir. Il n'est donc pas à négliger la part des conflits d'ordre personnels dans le règlement de la crise.

Pour *L'Express*, après plusieurs semaines de silence, la communauté internationale réagit d'une manière énergique. Derrière le discours diplomatique, se lit en filigrane une initiative qui force la main des protagonistes. La « mouvance Madagascar » se réjouit de la décision du GIC mais regrette qu'il faille encore attendre 20 jours. La mouvance Rajoelina donne toujours l'impression de vouloir aller au bout de sa logique et d'ignorer la communauté internationale : « nous, on fonce », a rétorqué Augustin Andriamananoro, ministre des Télécommunications, mettant dans la balance l'Atelier de préparation des élections à Ivato pour contrecarrer l'initiative du GIC. « Entre la réunion regroupant quelques pays aux regards lointains et celle qui voit la participation des membres de partis et société civile à Ivato, le choix est vite fait », a-t-il indiqué, ajoutant « En tout cas, ils [les participants à la séance du GIC] n'ont rien compris des réalités malgaches ».

Pour *Tribune*, les déclarations semblaient attentives à ménager les uns et les autres. « La communauté internationale vient d'accorder ses violons à Addis-Abeba mais parviendra-t-elle à faire oublier les différences entre une France pro-Tgv, une UA traditionnellement proche des présidents élus au point d'être parfois taxée d'être un club des dictateurs, et des États-Unis dont l'ambassadeur a certainement gardé, non sans quelques raisons, un cuisant souvenir personnel de la journée du 17

mars 2009 ? Espérons que les grandes puissances restent suffisamment unies pour parler d'une voix suffisamment forte, car face à eux, les principaux protagonistes politiques malgaches donnent l'impression de n'avoir plus rien à perdre et de pratiquer la politique du pire ».

Pour Midi, « les participants ont unanimement condamné l'unilatéralisme de Andry Rajoelina qui a annoncé des législatives le 20 mars. « Les autorités malgaches de la transition consensuelle et inclusive s'accorderont sur le calendrier et les conditions de l'organisation, du déroulement et de la supervision des élections », souligne en effet le communiqué final ».

Atelier d'Ivato. Le gouvernement promet une élection modèle. «La bonne gouvernance électorale sera notre mot d'ordre», a assuré le colonel Camille Vital. Le chef du gouvernement n'a pas pipé mot sur la date du 20 mars, qui se situe en pleine période cyclonique. Des souhaits ont pourtant commencé à se faire entendre sur le sujet afin de garantir l'égalité des chances des candidats. Un report de la date des législatives pourrait être décidé. Selon *Tribune*, n'étaient présents que les gouvernants et leurs associations ou partis politiques, ainsi que des personnalités en rupture de banc avec leur ancien parti, tel Pierrot Rajaonarivelo ou Rajemison Rakotomaharo. Des organisations de la société civile ont participé en tant qu'observateur ou pour faire des propositions d'amélioration du processus électoral, tels le SEFAFI, Justice et Paix, le Kmf/Cnoe et le Conecs, reconnus comme techniciens des élections. Le site fait cette remarque : « On ne peut toutefois pas taire le fait que leur participation encourage le clivage qui se dessine aujourd'hui dans l'imaginaire populaire entre protestants et catholiques. L'ombre du scénario de l'épiscopat et celui d'un prélat expulsé par Ravalomanana y planent. [...] La rencontre évoque l'image d'un rassemblement initié en son temps par Marc Ravalomanana ou des dialogues présidentiels boudés par les « opposants » de l'époque qui sont aujourd'hui au pouvoir autour du président de la HAT ».

« **Mouvance Madagascar** » : **de plus en plus menaçante, écrit Le Courrier.** Des déclarations de plus en plus pressantes ont été enregistrées au meeting quotidien du Magro qui aurait retrouvé l'affluence d'antan. « Cette semaine, il faut que nous prenons le pouvoir » aurait déclaré Victor Wong de la mouvance Zafy, manifestant ainsi la détermination de la « *mouvance Madagascar* » à aller de l'avant dans la mise en place de la Transition conventionnelle. Il a ajouté que les ex-provinces bougeront aussi pour atteindre cet objectif. Il a toutefois exhorté le camp Rajoelina à faire machine arrière dans son « *unilatéralisme suicidaire. Il n'est pas encore trop tard* », a-t-il dit. « Nous allons faire notre revendication dans le calme et en toute sagesse mais s'il le faut, nous pouvons être encore plus fous qu'eux », a lancé un ancien député Arema, d'un ton menaçant. Mamy Rakotoarivelo, a mis les points sur les « i » : il appartient au CRN dirigé par Zafy Albert d'organiser les conférences régionales et nationales, de mettre en place la CENI, avant de songer à la préparation des échéances électorales. Pour la « *mouvance Madagascar* », seules des élections peuvent sortir le pays de la crise. Mais pas n'importe lesquelles. Il faut avant tout donner aux Malgaches la possibilité de dire non à Tgv. Et des élections législatives ne peuvent remplir cette fonction. Il faut une consultation populaire où l'enjeu est la confirmation ou non du pouvoir détenu par la HAT. Une élection législative n'est qu'un moyen de se maintenir indûment au pouvoir.

Echauffourées à Ankorondrano. Les manifestants de Magro sont sortis de leur lieu de meeting et ils ont été très rapidement interceptés par un barrage militaire sur le chemin les conduisant au palais présidentiel où ils comptaient « *remettre une missive à Andry Rajoelina afin de le convaincre de revenir à la table des négociations pour poursuivre le processus consensuel* ». Une tentative de réédition de l'évènement du 7 février 2009. Mais la distance entre Ambohitsorohitra et Ankorondrano, accompagné par le désintéressement de certaines catégories des tananariviens, a joué en défaveur des marcheurs. Ils ont été dispersés par des grenades lacrymogènes. Comme pour toutes les marches vers un palais, en principe décrété

« zone rouge », celle de la mouvance était conduite, selon les recommandations des organisateurs, par « des évangélistes, des femmes puis des parlementaires ». À Ambohitsorohitra, le lieutenant-colonel Lylison René et les éléments de la FIS s'étaient déjà préparés à accueillir les manifestants. *Xinhua* indique qu'une nouvelle fois les leaders du mouvement n'étaient pas présents dans le cortège. « Ces actions [hors-Magro] ne viennent pas de nous », tient à préciser Fetison Andrianirina. « Aller vers Ambohitsorohitra n'était pas prémédité parce que nous avons d'abord prévu d'accompagner les membres du Congrès à Tsimbazaza », poursuit-il. Et défendant sa mouvance, il affirme « condamner toutes violences, de n'importe quelle provenance », tout en assurant : « un 26 Janvier bis ne viendra pas de notre camp ». Des témoins rapportent que des éléments incontrôlés ont perçu de l'argent « au vu et au su de tout le monde ». D'autres mettent en cause des éléments du MFM de Manandafy Rakotonirina, en provenance des bas quartiers. Le Premier ministre Camille Vital a annoncé que des mesures draconiennes seront prises à l'encontre de ceux qui insistent à dépasser les bornes.

D'après le site Mada, un dépôt de munitions de la base aéronavale d'Ivato a été cambriolé, après que ses portes aient été défoncées. Cet entrepôt est censé abriter toutes les munitions et explosifs dangereux des forces de l'ordre existant légalement dans le pays. Les observateurs s'interrogent sur ce cambriolage, dans la mesure où cet entrepôt constitue une véritable forteresse dans une forteresse. Par ailleurs, suite à diverses confidences ayant révélé l'existence de complots d'atteinte à la vie d'Andry Rajoelina, avec la participation de mercenaires étrangers, le général André Ndriarijaona (CEMGAM), a fait valoir, d'une façon ferme et catégorique, que « le Président de la HAT dispose actuellement de garde rapprochée mais, si nécessaire, l'Armée est prête pour également assurer sa sécurité ».

Les États-Unis s'adressent à Marc Ravalomanana pour l'informer de la suspension de l'Agoa. Le Département d'État a adressé une lettre à l'ancien président, le mettant au courant de la suspension des avantages commerciaux de l'Agoa, citant, entre autres, le changement anti-démocratique de mars 2009 et l'unilatéralisme d'Andry Rajoelina comme raison de la décision américaine. « La décision unilatérale d'Andry Rajoelina prolonge la crise politique, économique et sociale et compromet dangereusement le processus en vue de retour à l'ordre constitutionnel et démocratique », déplore le courrier.

8 janvier : l'Atelier électoral de la HAT a remis ses propositions mais pour la « mouvance Madagascar », « les législatives du 20 mars ne sont pas celles recommandées par le GIC ». La radio Fjkm Fahazavana à nouveau mise en cause. Des ecclésiastiques se mobilisent.

Les propositions de l'Atelier électoral. Les participants ont proposé que la CENI soit composée de 11 membres permanents, dont 4 techniciens issus des ministères de l'Intérieur, du Budget, de la Justice et des Télécom. Les 7 autres sièges seraient réservés aux syndicats, aux organisations professionnels et à la société civile. La CENI serait également composée de membres non permanents représentant notamment les candidats. Elle serait constituée d'un Comité central dont la durée du mandat serait identique à celle du président de la République et renouvelable une fois, et d'un Secrétariat général. La Commission serait dotée de l'indépendance administrative et financière et aurait le pouvoir de saisir les juridictions compétentes en matière de contentieux électoral. D'après certains participants, les débats sur ce thème ont été très animés. Les démembrements de la CENI dans les régions restaient encore à préciser, ainsi que le partage des tâches et la collaboration avec le ministère de l'Intérieur.

Concernant le découpage des circonscriptions, les participants ont proposé de se caler sur les districts. Toutefois, un éclatement pourrait être décidé pour les districts les plus peuplés. La

plupart des participants ont réclamé le report des législatives, proposant qu'elles aient lieu en saison sèche, entre avril et novembre.

L'unanimité s'est faite sur la mise en place du bulletin unique. Norbert Lala Ratsirahonana s'en est félicité, expliquant qu'il contribuera à l'égalité de chance des candidats.

Par contre, le plafonnement des fonds de campagne a donné lieu à de vifs débats et n'a pas fait l'unanimité.

Le scrutin uninominal à un tour a été retenu pour les circonscriptions comportant un seul siège à pourvoir. Dans les autres circonscriptions, le scrutin majoritaire de liste à un tour a reçu la préférence des participants. Le vote pourrait se dérouler sans carte électorale, les électeurs ayant seulement à être inscrits sur la liste et à présenter leur carte d'identité.

L'âge électoral, qui avait été l'un des éléments de discorde au début de la crise, serait abaissé à 21 ans. L'âge maximum pour se présenter serait de 65 ans. Si ces propositions étaient validées, Andry Rajoelina pourrait donc se présenter à la future présidentielle, ainsi que Marc Ravalomanana. Mais si ce dernier n'était pas autorisé à se présenter à la prochaine présidentielle en raison des dispositions à prendre concernant l'amnistie, il aurait atteint l'âge limite pour l'élection suivante. Par ailleurs, les ministres ayant démissionné ne pourraient pas se présenter, une mesure qui pourrait concerner Monja Roindefo, puisque celui-ci a démissionné de son poste de Premier ministre, ce qui n'est pas le cas d'Eugène Mangalaza, lequel n'est jamais vraiment entré en fonction.

Des experts vont mettre en forme les propositions et les soumettre au gouvernement.

La composition de la CENI mécontente l'Ordre des Avocats, qui n'y serait plus représenté, alors qu'il était membre de l'ancien CNE. Il rappelle sa neutralité et son absence d'ambition politique et se dit garant de la démocratie et de l'indépendance car il défend tout à la fois les électeurs et les candidats.

Mamy Rakotoarivelo, président du Congrès de la Transition : *« Les législatives du 20 mars ne sont pas celles recommandées par le GIC »*. Il déclare : *« Ces législatives unilatéralement annoncées par la HAT ne rentrent pas dans l'esprit des Accords de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba »*. La « mouvance Madagasikara », dont il s'est fait le porte-parole, lance un appel pressant dans deux directions. Tout d'abord à l'endroit de la mouvance Rajoelina, afin qu'elle ne pense qu'à l'intérêt supérieur de la Nation en revenant à la table des négociations. *« Nous demandons à cette mouvance de respecter ce qu'on a signé à Maputo et à Addis-Abeba »*, indique le président du Congrès. Ensuite à l'endroit des forces de l'ordre, en leur faisant savoir que seules les institutions mises en place conformément à l'esprit des Accords de Maputo et de l'Acte Additionnel d'Addis-Abeba peuvent bénéficier de la reconnaissance de la communauté internationale. *« Vous devez prendre les dispositions nécessaires pour que vous puissiez défendre ces institutions »*, lance Mamy Rakotoarivelo.

Réaction de Norbert Ratsirahonana, Conseiller spécial d'Andry Rajoelina au communiqué du GIC : *« Ce n'est pas à Jean Ping ni à la communauté internationale de dicter notre comportement. Nous sommes un pays souverain il appartient aux Malgaches de trouver leur chemin pour sortir de la situation actuelle. [...] Le plus important, c'est que le GIC accepte l'idée de tenir le plus rapidement possible les élections »*.

Roger Randriamisata, pasteur Fjkm : *« La radio Fahazavana ouvre les yeux aux fidèles »*. Il déclare : *« Personnellement, je ne pense pas que cette radio appartenant à la Fjkm trompe les fidèles de l'Église. Les règles du jeu sont claires. Radio Fahazavana dénonce l'injustice. [...] Nous convenons que les chrétiens ont tous leur sensibilité politique. Nous respectons leurs points de vue. Mais il ne faut pas fermer les yeux devant l'injustice. C'est plus une question de vérité que d'appartenance ou de conviction politique. La vérité est universelle. Nous ne pouvons pas laisser les chrétiens vivre dans l'obscurantisme. Nous prônons toute démarche aboutissant à la réconciliation entre Malgaches. Si le*

rapprochement s'effectue à travers la mise en œuvre de la Charte de Maputo, cela ne nous posera pas problème. Nous sommes déterminés à continuer la revendication. [...] La diversité des opinions constitue un moteur de développement de la Nation ».

Mutinerie au RAS : deux journalistes de Radio Fahazavana et son directeur accusés de complicité. Ils ont été interrogés sur leur présence «douteuse» à Ampahibe la nuit de l'incident. Ils seront confrontés avec l'adjudant Daniel, accusé, quant à lui, de tentative de prise du commandement du Régime et d'Appui et de Soutien et de renversement ou de destitution du Cemgam, le général Ndriarijaona André.

La « mouvance de Dieu » [The Times of Madagascar] se manifeste. Ils sont une bonne quarantaine d'ecclésiastiques issus de diverses Eglises protestantes et orthodoxe, agissant à titre individuel, à préparer un culte pour la Nation, le 9 janvier à Antsahamanitra. Ils ont comme objectif d'émettre une seconde déclaration sur la crise politique, motivée par l'inflexibilité des leaders politiques et la prise en otage du peuple. Dans sa première déclaration, le mouvement *Hetsiky ny mpitondra fivoahana* avait demandé aux dirigeants d'arrêter de gouverner le pays par la force. «*Les forces de l'ordre ne devraient plus poursuivre les gens jusqu'aux différentes ruelles. Ceux qui détiennent le pouvoir ne devraient pas en abuser* », avait affirmé le pasteur Fjkm, Philibert Ramamonjisoa. Le mouvement se veut politiquement neutre et en faveur du respect des droits de l'homme. L'Eglise catholique n'est pas représentée pour l'heure dans ce collectif.

9 janvier : le grand show des vœux d'Andry Rajoelina. Bruits d'arrestations de leaders des mouvances, incarcérations dans l'affaire de la mutinerie d'Ampahibe.

Le vœux d'Andry Rajoelina à la Nation. Devant 2.500 invités (et en l'absence du corps diplomatique, non invité), le président de la HAT a persisté à affirmer que l'élection législative du 20 mars est la seule voie de sortie de crise et a rejeté en bloc les recommandations du GIC. Il promet qu'il s'agira d'une élection libre et transparente allant jusqu'à affirmer que ce sera la première du genre à Madagascar. « *Tout le monde peut être candidat même ceux qui ont eu des problèmes lors de la crise de 2002* », annonce-t-il, dans un évident clin d'œil à l'ancien vice-premier ministre de Didier Ratsiraka, Pierrot Rajaonarivelo, rallié à la mouvance Zafy, qui semble avoir rallié le régime. Pour *L'Express*, ces annonces s'apparentent à une amnistie sélective qui ne dit pas son nom. Le président de la HAT laisse toutefois entendre que les trois anciens présidents et actuels chefs de file des mouvances ne sont pas les bienvenus lors des prochaines élections. « *C'est comme une compétition de rallye, il y a une visite technique. La première voiture est trop vieille et émet des fumées* », et voilà pour Ratsiraka. « *De la deuxième voiture, on ne peut plus trouver des pièces de rechange* », une pique pour Albert Zafy. « *La troisième voiture est hors course* », allusion au fait qu'il ne veut pas affronter Marc Ravalomanana dans une élection. Andry Rajoelina a commencé son discours par une mise en garde envers ses adversaires politiques : « *attiser la haine et la division entre les malgaches est inacceptable, le pouvoir de Transition va prendre ses responsabilités pour que l'on puisse procéder aux élections* », a-t-il prévenu. Objectif prioritaire du gouvernement Vital : la sécurité. Les 4 hélicoptères d'occasion acquis en Belgique [et dont la commande avait donné lieu à des polémiques] sont opérationnels pour lutter contre les vols de zébus [lesquels auraient diminué de 60%]. Le président accable ses prédécesseurs et adversaires, responsables d'une Justice minée par la corruption, d'une politique foncière qui a vu des gens dépouillés de leur propriété, d'une agriculture qui ne permet pas l'autosuffisance alimentaire. Face au problème du chômage, aggravé par les sanctions internationales, il mise sur l'agriculture. Le gouvernement poursuivra la politique de sécurisation foncière et mettra à disposition des chômeurs 30.000 ha de terres, des formations ainsi que des matériels dont

l'importation sera détaxée. La suppression des importations de riz est indiquée comme objectif de l'opération. Le salaire des fonctionnaires sera revalorisé de 10 %, mesure non prévue au budget 2010, financée par la réduction de 50 % du budget de la présidence et des crédits ministérielles. Il garantit la construction de bâtiments pour les étudiants des universités tout en annonçant la modernisation des matériels militaires en vue du 50^e anniversaire de l'Indépendance et de l'Armée malgache. Andry Rajoelina a donné instruction au ministère de la Justice d'accélérer le jugement des trop nombreuses personnes en détention provisoire, et ce avant l'avènement de la IV^{ème} République. Une grâce présidentielle sera octroyée aux détenus âgés de plus de 70 ans et une remise de peines pour les simples délits. A noter que ceux qui sont inculpés pour atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat ne sont pas concernés. L'un des gros points d'interrogation concerne les élections présidentielles. L'homme fort de la Transition a évité d'en préciser le calendrier. Dans un discours qui ressemble à celui d'un candidat potentiel, il n'a pas confirmé son souhait de voir un nouveau président de la République lors de la célébration de l'Indépendance, le 26 juin. A noter que l'archevêque d'Antananarivo, Mgr Odon Razanakolona, était le seul représentant de la Ffkm présent à la cérémonie. Il s'est retrouvé à la même table que le père Pedro, le pasteur Richard Andriamanjato et le pasteur Mailhol [Eglise Apokalipsy].

Bruits d'arrestation. Des rumeurs relatives à l'arrestation de Fetison Andrianirina et de Mamy Rakotoarivelo, respectivement co-président de la Transition et président du Congrès, se sont répandues comme une traînée de poudre. Interrogée, la ministre de la Justice, Christine Razanamahaso, n'a infirmé ni confirmé. Elle a indiqué attendre des rapports émanant du Parquet. Mamy Rakotoarivelo a été convoqué à la gendarmerie puis devant le Doyen des juges d'instruction. Il s'est refusé à toute déclaration.

Mutinerie d'Ampahibe : incarcérations. L'adjudant chef Daniel, soupçonné d'être le cerveau de l'opération, a été placé sous mandat de dépôt à Tsiarafy. L'épouse de l'ancien délégué au maire du IV^e arrondissement d'Antananarivo a également été placée en détention, son époux est soupçonné d'avoir apporté un financement mais il serait introuvable, selon *Midi*. Le directeur de la radio *Fahazavana*, Roland Didier Ravoahangiharison, et le journaliste de cette même station, Lôlô Ratsimba, considérés comme complices, sont mis sous mandat de dépôt à Antanimora. Un second journaliste, Jaona Raöly, est en liberté provisoire. [*Lôlô Ratsimba est l'un des journalistes qui accompagnait les 3 mouvances à Maputo III*].

La « mouvance Madagasikara » et les ecclésiastiques de « *Hetsiky ny Mpitandrina* » se mobilisent pour obtenir la libération des journalistes de la radio protestante.

Le pasteur Lala Rasendrasahina, président de la Fjkm, publie une lettre ouverte dénonçant les atteintes à la liberté d'expression sur *Radio Fahazavana*, l'arrestation de journalistes et le comportement de la HAT à l'égard de la Fédération depuis le coup d'Etat du 17 mars 2009. Un appel est lancé aux organisations de défense des droits de l'homme¹.

10 & 11 janvier : démonstration de force de Monja Roindefo. La HAT se prémunit contre le risque d'annulation du décret de limogeage d'Eugène Mangalaza. Un rassemblement protestant très contestataire. Décès du cardinal Razafindratandra, homme d'Eglise influent très lié à Marc Ravalomanana.

Monja Roindefo impose sa notoriété. A Toliara, les forces de l'ordre ont plié devant la détermination de ses partisans. Il a réussi à franchir les barrages de police et a pu tenir une réunion publique au stade municipal, malgré l'interdiction du Premier ministre Camille

¹ Cf. « articles remarquables » du blog Justmad : <http://storage.canalblog.com/56/35/448497/48391448.pdf>

Vital, relayée par les autorités locales. Les affrontements ont été évités de justesse. Lors de son discours, Monja Roindefo a dénoncé l'attitude des autorités qui ont décidé d'interdire le rendez-vous. « *Il s'agit d'une simple présentation de vœux* », a-t-il affirmé. Le chef de région a expliqué que le motif de l'interdiction d'accès au stade était fondé sur la crainte de l'existence d'un éventuel lien entre la tentative des manifestants du Magro d'Antananarivo de faire une marche vers le palais présidentiel d'Ambohitsorohitra et le meeting des partisans de Monja Roindefo à Toliara. Ce dernier a l'intention de poursuivre ses tournées, dans la perspective de la course à la magistrature suprême. En préalable au scrutin, il réclame l'organisation d'une Conférence nationale axée sur l'élaboration du Code électoral et la mise en place d'une CNI véritablement indépendante. Suite à l'incarcération du directeur *Radio Fahazavana* et d'un de ses journalistes, Monja Roindefo a annoncé son intention de suivre de très près le dossier.

« *Le Conseil des ministres devance le Conseil d'Etat* », titre *Midi*. La Transition interdit le recours devant le Conseil d'Etat en cas de contestation de la nomination d'un Premier ministre. La Présidence de la HAT a promulgué pour ce faire une ordonnance qui modifie une loi organique. L'impossibilité de recours qui est introduite vaut également pour la nomination des membres du gouvernement. La décision a été prise la veille de l'audience concernant l'examen de la plainte déposée contre le limogeage d'Eugène Mangalaza à la tête du gouvernement, audience qui avait été reportée pour une raison inconnue. Le quotidien met l'accent sur le fait qu'une simple ordonnance, non validée par la HCC, ne peut modifier une loi organique, votée en 2004. De plus, le principe de non-rétroactivité des lois risque d'être violé si l'affaire Mangalaza venait à tomber sous son empire. Les actes concernant les rapports du gouvernement et du parlement, ceux relatifs à l'initiative gouvernementale en matière législative, et ceux mettant en cause les rapports du gouvernement avec un organisme international ou une puissance étrangère échappent aussi à la contestation par voie judiciaire. De quoi priver les adversaires d'Andry Rajoelina de moyens judiciaires de contestation de ses décisions.

Le limogeage de Mangalaza Eugène : « un acte inexistant » pour le co-président de la Transition, Fetison Rakoto Andrianirina. « *Le limogeage du Premier ministre de consensus peut être considéré comme un acte inexistant et devrait logiquement être annulé par le Conseil d'Etat car il ne trouve pas une base juridique* ». Et d'expliquer que « *ce limogeage ayant été fait par une autorité de fait dépourvue de compétence, puisque l'auteur de l'acte ne pouvait tirer sa compétence que de la Charte de Maputo, or, c'est cette même Charte qui désigne le Premier ministre Mangalaza au poste de Premier ministre, et c'est cette Charte qui sert aussi de premières références constitutionnelles* ». L'avocat d'Eugène Mangalaza affirme lui aussi qu'une ordonnance ne peut amender une loi organique.

Des 4 x 4 de l'armée près du domicile de Fetison Rakoto Andrianirina. Selon les partisans du « *co-président de la Transition* », plusieurs véhicules militaires ont rodé de nuit autour du domicile de ce dernier. Christine Razanamahaso, ministre de la Justice, n'avait pas encore confirmé ni infirmé l'existence d'un mandat d'arrêt contre le chef de délégation de la mouvance Ravalomanana.

D'autres suspects dans l'« affaire du RAS ». Le général Noël Rakotonandrasana, ministre des Forces armées, a révélé l'implication de plusieurs personnes, y compris des officiers supérieurs, dans la présumée tentative de prise de commandement au sein du Régiment d'appui et de soutien (RAS), le 28 décembre. Il s'est refusé à citer des noms.

Le Directeur de Radio Fahazavana, Didier Ravoahangiarison et le journaliste Lôlô Ratsimba sont des citoyens comme tout le monde, selon la ministre de la Communication Nathalie Rabe, qui précise : « *Comme tout citoyen qui a des droits et des devoirs, les journalistes sont susceptibles de faire l'objet d'une inculpation en cas de commission d'infraction* ». Elle a précisé que son ministère n'a rien à voir avec la mise sous mandat de dépôt des deux journalistes. C'est une affaire de justice, selon elle, il a eu atteinte à la sûreté de l'Etat.

Le rassemblement des ecclésiastiques vire à la critique du régime. « *Nous ne nous tairons pas devant la violence contre le peuple, de l'instrumentalisation de la Justice, ou encore de l'injustice du pouvoir* », a tonné le pasteur Roger Randriamisata, lors du culte œcuménique pour la Nation, à Antsahamanitra, devant quelques milliers de croyants. Le pasteur a exigé la libération immédiate des journalistes de Radio Fahazavana, placés sous mandat de dépôt dans l'« affaire du RAS ». Au cours du rassemblement qui a vu la présence de Mamy Rakotoarivelo, « président du Congrès », la tendance à épouser la ligne politique de l'alliance des 3 mouvances s'est accentuée. Le pasteur Randriamisata a promis de poursuivre le mouvement. Le culte s'est déroulé sous très haute surveillance. Le pasteur Robert Ramamonjisoa de la Fjkm a rappelé que « *l'Église Fjkm ne fait pas de politique* », avant de fustiger le rassemblement d'Antsahamanitra. « *Il ne faut pas que l'Église divise, en épousant la position d'un camp politique* », a-t-il soutenu. Il a tenté de convaincre l'opinion de l'absence d'aval de la part de la direction de l'Église réformée. « *Il est faux de dire que l'Église s'active et il faut rester calme. On ne sait pas ce qui se cache derrière ces rassemblements* », s'est-il insurgé. [Le mouvement des ecclésiastiques est issu de l'Église réformée (Fjkm), de la Mission évangélique autochtone (METM), de l'Église épiscopale malgache (EEM), des Églises indépendantes et de l'Église Orthodoxe]

« HAT vs Protestants : c'est grave ? » titre Sobika. « *La religion à Madagascar a toujours été utilisée à des fins politiques et nombreux sont les hommes politiques à venir du sérail religieux. Cette confusion entre le sacré et la politique n'a pas toujours fait que du bien au pays, loin s'en faut. Aujourd'hui, avec la crise, une étape a été franchie en instituant dans l'esprit de l'opinion publique un couleur politique en fonction de la religion pratiquée. Ainsi, les catholiques sont assimilés aux pro-HAT, eu égard au soutien de Mgr Odon Razanakolona à la révolution Orange ou de la proximité de Père Pedro avec le régime d'Andry Rajoelina, qui est catholique, plutôt que pour celui de Marc Ravalomanana qui est protestant. Les protestants, sont eux assimilés à des Pro-Ravalomanana, eu égard à la position de l'ancien chef d'Etat élu vice-président de la Fjkm, mais aussi au Pasteur Lala Rasendrasahina qui fut la cible de la HAT à un moment chaud de la crise. Le culte d'Antsahamanitra a été assimilé à un culte des légalistes, que certains leaders comme Ambroise Ravonison (mouvance légaliste) ont appelé à soutenir. Enfin l'arrestation du directeur de Radio Fahazavana, radio de la Fjkm et de l'un de ses journalistes, ne fait qu'accroître cet antagonisme, avec en filigrane les menaces sur la liberté de la presse et la liberté d'expression. Alors, la société malgache est-elle donc à la fois dans une crise politique mais aussi religieuse, entre protestants et catholiques ? La HAT pro-catholique d'un côté et les légalistes, pro-protestants de l'autre ? Il n'y a pas de fumée sans feu, et il ne faut pas négliger cette tension naissante entre les deux confessions due aux tous récents événements, mais il ne faut pas non plus attiser un feu qui n'en est pas (encore) un. Au quotidien, bien des catholiques réfutent la HAT et bien des protestants ne soutiennent pas forcément les légalistes... Cette opposition ne devrait pas exister si les malgaches refusaient qu'on mêle la religion à la politique et si la religion arrêtaient de faire de la politique. Ne pas voter par principe pour des candidats qui usent et abusent de la religion serait un progrès des mentalités. Mais le vrai progrès politique évident serait d'avoir un homme politique qui baliserait de manière claire la frontière entre la prière et la politique, bref quelqu'un qui aurait la foi sans en pervertir son usage* ».

Le cardinal Armand Gaëtan Razafindratandra est décédé à l'âge de 85 ans. Il était archevêque émérite d'Antananarivo depuis 2005. Le 3 février 1994, il est nommé archevêque d'Antananarivo, charge qu'il assume jusqu'au 7 décembre 2005, date à laquelle il se retire à

Besalampa pour raison d'âge. Il a présidé la conférence épiscopale de 1997 à 2002. Militant de l'œcuménisme, le cardinal Armand Razafindratandra a donné un souffle nouveau au Ffkm. Suite à son départ à la retraite, les relations de l'Eglise catholique avec le régime Ravalomanana se sont détériorées. Le cardinal Razafindratandra, c'est aussi un « *non* » ferme et catégorique à l'usage du préservatif dans la lutte contre le Sida et les maladies sexuellement transmissibles. Une posture qu'il a défendue avec vigueur mettant à mal parfois le partenariat Etat-Eglise. Le décès du cardinal Razafindratandra est une grosse perte pour l'Eglise, mais c'est une perte immense pour Marc Ravalomanana. Vers la fin de son « *règne* », le chef de l'Etat reçoit en toute discrétion son « *ami* ». D'ailleurs, contrairement au clergé catholique, il s'est bien gardé de prendre position au printemps 2009, laissant planer le doute sur le parti pris de l'épiscopat qui a rallié la cause de la junte militaro-civile. Grand père des peuples, le cardinal Razafindratandra fut aussi un « *ami* » des grands hommes d'Etat. Il tutoie les présidents Ratsiraka et Ravalomanana. Le premier était son condisciple au célèbre collège jésuite Saint Michel d'Ampanibe, le second est presque un « *petit frère* » pour lui. Marc Ravalomanana était présent à la messe d'adieu du cardinal, lorsqu'il a quitté l'archidiocèse d'Antananarivo. Ce jour-là, le président a promis de faire construire la route desservant Besalampy « *pour que tout le monde puisse lui rendre visite là-bas* ». Il ne sera plus de ce monde pour voir la réalisation de cette promesse qui attend sa concrétisation au retour aux commandes de « *l'ami de toujours* ». Il a avait récemment présidé les obsèques de Jacques Sylla, l'homme clé de l'Eglise catholique auprès du régime de Marc Ravalomanana. L'archevêque Odon Razanakolona serait pressenti pour être nommé cardinal par Benoît XVI².

« Appel de Bagnaux » : un appel pour un peu d'espoir. Des représentants de tous les horizons politiques et associatifs de la diaspora malgache en France et en Europe « *engagées dans une recherche démocratique de sortie de crise à Madagascar* » se sont rencontrés dans la région parisienne, à Bagnaux, et ont signé le 4 janvier une « *déclaration commune, consensuelle et inclusive* ». L'appel s'adresse aux dirigeants de la HAT, à l'ensemble des acteurs de la vie publique malgache ainsi qu'à la communauté internationale. Il réaffirme notamment « *qu'aucun patriote responsable ou dirigeant politique, aucune personne attachée à la terre et au peuple de Madagascar, ne peut avoir intérêt à un fiasco institutionnel et politique, économique et financier, social et humain, de cette transition, sauf éventuellement quelques esprits licencieux qui se complaisent à espérer un jour gouverner un pays en ruine, une population à l'abandon et un Etat de non-droit* »³. La publication de cet appel a suscité de nombreux commentaires sur les forums et dans la classe politique malgache. Malgré les démentis de certains états-majors, ce manifeste est authentique. La plupart des signataires disposaient d'une autorité reconnue au sein de leurs associations ou partis. Pour le journaliste Alain Rajaonarivony, « *les signataires ont montré que la voie de la violence n'était pas inéluctable. Ils ont insufflé l'espoir* ».

² Le site Madonline rappelle que « *durant les années 1990, le cardinal Razafindratandra avait une influence politique considérable. [...] Il était sans conteste le plus important personnage du Ffkm* » et c'est à cette époque que s'est mise en place la proximité des hommes d'Eglise avec les dirigeants politiques. « *Armand Gaétan Razafindratandra a été proche du président catholique Albert Zafy. Cette alliance aurait été fatale au président Ratsiraka qui a perdu le pouvoir parce que l'Eglise avait cautionné la lutte populaire en 1991. En 2002, le Ffkm et le cardinal Razafindratandra ont été une nouvelle fois défavorables à l'Amiral. S'en suivait alors une collaboration étroite avec le président Marc Ravalomanana. Le président et le cardinal ne cachaient pas leur grande amitié. [...] Armand Gaétan Razafindratandra était une grande figure de la royauté merina. Son statut d'homme d'Eglise lui interdisait évidemment de s'afficher comme tel, au risque de heurter. Son amitié avec Marc Ravalomanana était supposée, à tort, liée à ce détail « historique ». Au final, l'alliance à intérêt politique, ethnique et religieux ne relevait que du fantasme. [...] L'aura politique du cardinal aurait manqué lors de la médiation du Ffkm au début de la crise politique. Derrière l'homme d'Eglise se cachait sûrement un homme d'Etat* ».

³ Cf. le texte intégral sur le blog *Justmad* : <http://storage.canalblog.com/60/97/448497/48392381.pdf>

12 janvier : le Conseil d'Etat aux prises avec les pressions exercées par la HAT. Confirmation du mandat d'arrêt contre Fetison Andrianirina. Des journalistes se mobilisent pour la défense de leurs confrères de Radio Fahazavana.

Le Conseil d'Etat aux prises avec les pressions exercées par la HAT. Il reporte pour la seconde fois l'audience destinée à trancher sur la requête relative au limogeage d'Eugène Mangalaza, «Premier ministre de consensus». «Le Conseil d'Etat reporte l'examen de l'affaire. Il demande aux parties concernées de déposer ses nouvelles conclusions par écrit afin de lui permettre de statuer», a fait savoir la présidente de la Cour. Après 3 heures de débat, le jury a suivi l'avis de Philippe Andrianjanahary, Commissaire général de la loi. La récente ordonnance adoptée en Conseil des ministres augmente l'enjeu du dossier. L'évocation des nouvelles dispositions par Me Fredon Rakotondrajao, avocat engagé par la Direction des contentieux et de la légalisation auprès de la Primature, met de l'huile sur le feu. «Les dispositions de l'ordonnance suffisent à rendre sans objet l'affaire», a-t-il soutenu avant de continuer : «Elles s'appliquent à la situation établie». La partie plaignante, qui assure les intérêts des mouvances des 3 anciens présidents, voit un seul objectif derrière la décision gouvernementale : modifier la loi afin de rendre inopérante sa requête. «C'est une décision prise pour les besoins de la cause», s'est insurgée Me Hanitra Razafimanantsoa. En attendant la nouvelle instruction, le colonel Camille Vital continue d'assurer la fonction du Premier ministre. Mais le flou autour de son assise juridique risque de peser dans la balance. La décision du régime légiférant par voie d'ordonnance la modification de la loi organique, clé de l'affaire, traduit sans doute un manque de sérénité dans la gestion du dossier, écrit *L'Express*. A noter que l'Etat, dont les intérêts sont habituellement défendus par le directeur de la législation et des contentieux, s'est fait représenté par un avocat. *Midi s'interroge* : « le Conseil d'Etat est-il en train de se défilé ? Selon certaines sources, il aurait subi de fortes pressions ». Le pouvoir laisse entendre que certains juges sont corrompus par les opposants. La suspension du Conseil d'Etat serait envisagée en cas de geste d'indépendance, affirment des observateurs.

Confirmation du mandat d'arrêt contre Fetison Andrianirina. Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, a confirmé l'existence d'un mandat d'arrêt contre le «co-président de la Transition». La Garde des Sceaux confirme ainsi les bruits qui courraient depuis quelques jours. Le mandat d'arrêt concerne le dossier relatif à la pose de bombes artisanales du mois de juin. « Ce mandat d'arrêt a été lancé car l'intéressé n'a pas réagi aux multiples convocations envoyées à son endroit », a-t-elle insisté. Fetison Rakoto Andrianirina d'indiquer qu'il reste toujours le coprésident de la Transition puisqu'une ordonnance ne peut abroger une nomination faite à Addis-Abeba. «Mon bureau se trouve à l'hôtel Carlton et je peux prouver que je n'ai reçu aucune convocation», a-t-il fait savoir.

Radio Fahazavana : des journalistes réclament la libération de leur confrère. Une quarantaine de journalistes ont exigé de Christine Razanamahasoa, ministre de la Justice, la libération de leur confrère Lôlô Ratsimba. Ils se sont rendus au ministère de la Justice pour remettre leur courrier, une pétition a été lancée et ils ont constitué un « Front pour la liberté de la presse ». La Garde des Sceaux a souligné que Lôlô Ratsimba et Didier Ravoahanvarison ont commis une infraction de droit commun (dans l'exercice de leur activité professionnelle) « en n'ayant pas pris la peine d'alerter les forces de l'ordre sur la mutinerie du 29 décembre alors qu'ils étaient au courant de tout avant les faits ». Ils sont donc considérés comme complices d'une mutinerie ayant pour but un coup d'Etat. *Commentaire de Midi* : « Est-ce aux journalistes de jouer ce rôle ? A vrai dire, les journalistes ne sont ni des auxiliaires de la Justice, ni des agents de renseignement, ni des policiers, ni des gendarmes.... ». *Tribune* pour sa part écrit : « Il aurait eu entre ses mains des documents révélateurs de sa complicité ? Est-il besoin d'apprendre à messieurs les juges que tous les journalistes reçoivent des documents de toutes sortes, certains sérieux et

*respectables, d'autres farfelus ou suscitant l'indignation ? ». Dans la profession, on considère que le rôle d'un journaliste consiste à être le premier au bon endroit et au bon moment, histoire de « griller » les confrères. Dans le jargon, cela s'appelle tenir un scoop, que l'on se garde d'ébruiter, écrit *Les Nouvelles*.*

« *Nous demandons pardon, mon Frère* ». Le quotidien *Les Nouvelles* publie la lettre que Raymond Ranjeva, membre du Conseil pontifical Justice et Paix, lui a transmise concernant les événements qui se sont produits à l'épiscopat le 17 mars 2009 et qui ont conduit à la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina. Cette phrase est « *la traduction des paroles que Son Eminence Armand Gaëtan Cardinal Razafindrindra avait adressées au Pasteur Lala Rasendrasahina, Président de l'Eglise réformée de Madagascar (Fjkm), assis près de lui lors de la dernière session à Mahajanga du Comité central du Fjkm. Le Cardinal nous a rapporté ces propos au cours de la visite traditionnelle que mon épouse et moi-même lui avons rendue le 1er janvier 2010 : ils visaient les événements malheureux qui ont eu lieu au siège de la Conférence épiscopale à Antanimena le 17 mars 2009 ; Internet en avait assuré une couverture mondiale, mais nos réactions nationales avaient été honteusement discrètes. Nous étions donc heureux d'entendre ces paroles de la bouche même du Cardinal car ils sont d'une très grande importance pour la vie de la nation et les relations entre les Eglises catholique romaine et réformée (Ekar et Fjkm)* ».

Andry Rajoelina convoque les 119 chefs de district. Conduits par Cécile Manorohanta, vice-Premier ministre chargée de l'Intérieur, il a rappelé à ses invités la responsabilité qui est la leur dans l'organisation des élections et la nécessité de résister à toute forme de pression.

Le défi majeur concerne l'opération carte d'identité nationale (CNI) et la refonte de la liste électorale, commente le site *Madonline*. « *Les CNI ont un double enjeu politique pour le régime. D'abord, il s'agit de réparer un manquement de l'administration qui s'est aggravé au fil des ans et des élections. Révélé par le Club Développement et Ethique, le chiffre de 3,5 millions de malgaches ayant l'âge de la majorité et ne possédant pas leur CNI est devenu un leitmotiv du président de la HAT. Andry Rajoelina y voit un argument pour dénigrer la légitimité des élections antérieures et surtout un moyen pour légitimer celles qu'il organisera pour le mener jusqu'à la présidence de la République. Le deuxième enjeu est naturellement politique. Sans CNI, 3,5 millions d'électeurs ont été écartés de la liste électorale. Pour un parti propulsé de la scène municipale à la scène nationale par la magie d'un coup d'Etat, ces nouveaux électeurs jadis bannis du système sont des cibles de propagande faciles. Ce renouvellement de l'électorat permettra au Tgv de se faire de la place aux côtés des 3 autres mouvances politiques dont Andry Rajoelina veut exclure les chefs de file de la course à la présidence de la République. La campagne de sensibilisation des citoyens dans le cadre de l'opération CNI occupe déjà les médias. La HAT a révisé à la baisse ses ambitions. L'opération, qui va durer 2 mois, table non plus sur 3,5 millions de cartes confectionnées mais sur 1,5 millions. De même, l'idée d'une CNI biométrique tombe aux oubliettes au profit des classiques documents papiers. L'opération était improbable, tant en termes de financement que de délais* ». Il semble que la CNI soit le seul document exigé pour voter aux prochaines législatives. La refonte totale de la liste électorale attendra, on ne procédera qu'à des actualisations, confiées aux chefs fokontany.

La France pour une transition consensuelle et inclusive. La France, par le biais du porte-parole du ministère des Affaires Etrangères, déclare adhérer à la position du GIC « *qui a réaffirmé la primauté absolue du dialogue sur toute autre alternative, ainsi que la nécessité de mettre en place une transition consensuelle et inclusive* ». Cette transition doit, selon la déclaration, « *permettre d'organiser des élections libres, crédibles et indépendantes, afin de sortir durablement de la crise actuelle.* » La France salue l'initiative du président de la Commission de l'UA, Jean Ping, de se rendre à Madagascar d'ici le 25 janvier pour présenter les propositions de compromis de la communauté internationale.

13 janvier : lancement de la plate-forme pour la candidature présidentielle de Rajoelina. Le « mouvement des ecclésiastiques » se défend de faire de la politique.

Élections : confusion autour d'Andry Rajoelina. Des divergences apparaissent à l'approche des législatives. Des partisans du président HAT commencent à préparer le terrain électoral en se servant des législatives comme test grandeur nature afin de se positionner avant les présidentielles. Mais une partie de leur camp n'adhère pas à la démarche. « *La première assemblée générale de la plate-forme « Défi 2010 » pour la candidature du président Rajoelina est prévue ce jour* », a fait savoir Augustin Andriamananoro, ministre des Télécom et vice-président de l'association Tgv. Les partisans de l'homme fort de la transition mettent en branle la machine électoral en vue des législatives en passant outre les structures des partis. « *Il n'est pas question de parti au sein du mouvement. Même les membres de la Tgv viennent en leur nom personnel* », a soutenu Augustin Andriamananoro. « *Nous ne sommes pas au courant de cela et nous n'irons pas là-bas* », a répliqué Lanto Rakotomavo, présidente de Tgv. « *C'est peut-être une initiative des membres du gouvernement. En tout cas, pour nous, l'essentiel c'est de vivre la démocratie en interrogeant la base* », a-t-elle lancé. L'absence de concertation avec les formations politiques est confirmée par d'autres leaders. « *A l'approche des législatives unilatéralement annoncées par la HAT et des présidentielles qui seraient organisées vers fin juin, des alliances se font et se défont au sein de la mouvance Rajoelina* », observe Midi.

Le mouvement des ecclésiastiques « Hetsiky ny mpitondra fivavahana » ne veut pas donner une teinte politique à ses manifestations. « *Il n'y aura jamais de manifestation favorisant les pillages ou l'incendie des propriétés des autres* », a rassuré le pasteur Roger Randriamisata, en ajoutant que « *les ecclésiastiques favorisent le dialogue avec le peuple et avec le pouvoir dans leur approche* ». Il a souligné au passage que l'utilisation des SMS comme moyen de communication avec les adhérents à la cause des ecclésiastiques ne virera jamais à la violence [les participants au culte d'Antsahamantira ont été priés par les organisateurs de laisser leurs numéros de téléphone]. « *Bien qu'on nous traite de Ku Klux Klan, nous ne verserons pas dans la violence. C'est une insulte, certes, mais, nous n'allons pas porter plainte car nous, ecclésiastiques, nous considérons toujours nos détracteurs comme nos enfants* », a indiqué le pasteur Philibert Ramamonjiso. Le mouvement qu'il dirige n'est ni circonstanciel ni ponctuel, a-t-il déclaré, c'est un mouvement qui veut se développer dans la durée. D'autres actions sont en préparation. Malgré les divergences de points de vue entre responsables d'Eglises qui sont apparues, les dirigeants du mouvement se défendent de vouloir déclencher une « *guerre des religions* ». Midi écrit que 3 pasteurs Fjkm membres du mouvement pourraient être convoqués au Parquet ; ils ont affirmé faire l'objet de menaces d'arrestation. L'Eglise Orthodoxe à Madagascar (FOEM) a déclaré qu'elle n'adhère pas aux déclarations faites par les autres Eglises lors du culte pour la Nation.

Affaire Radio Fahazavana. Jaona Raoly acquitté. Contrairement à Lolo Ratsimba mis sous mandat de dépôt à Antanimora, Jaona Raoly, l'autre journaliste, en liberté provisoire, a été déféré au parquet et acquitté. De nombreux professionnels de la presse se sont rendus aux abords du tribunal avec des pancartes et la bouche bâillonnée pour exprimer leur désarroi devant ce qu'ils considèrent comme un abus de pouvoir et une atteinte à la liberté d'expression.

La cellule de crise des journalistes a lancé un appel à RSF pour qu'il se prononce sur l'exercice de la liberté de la presse à Madagascar. 4 jours après l'emprisonnement des deux journalistes de Radio Fahazavana, RSF n'a pas encore clarifié sa position, contrairement à ce qu'il avait fait pour Evariste Ramanantsoavina, un autre journaliste de Radio Fahazavana,

incarcéré en mai 2009. Un appel a également été lancé à l'endroit de l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM), qui ne s'est pas encore manifesté.

La communauté internationale invitée à tenir compte de la spécificité malgache dans la formulation de sa « solution de compromis ». L'association Matsilo, regroupant au départ des anciens parlementaires, exhorte les partenaires techniques et financiers à «*tenir compte de l'histoire, de la culture et de la population de chaque pays. L'initiative de la communauté internationale est louable, mais il faut tenir compte de notre spécificité. Ce qui aurait marché ailleurs ne le sera pas forcément ici*», a expliqué son président. «*Seules les élections constituent la solution. Et ceux qui prétendent avoir l'onction du peuple, sont invités à s'y présenter*», a-t-il poursuivi. L'association met en avant la solution électorale pour faire face au projet de «*solution de compromis*» que doit proposer Jean Ping entre le 22 et le 25 janvier, au nom de la communauté internationale, suite à la dernière réunion du GIC à Addis-Abeba.

Trois sociétés pour vendre Air Force One II. Des mois après l'annonce de la mise en vente par la Transition du deuxième jet présidentiel, l'avion acquis par Marc Ravalomanana lorsqu'il était au pouvoir, peine à trouver des repreneurs. Dans un premier temps, une société réunionnaise a eu l'exclusivité de la vente, mais n'a pas réussi à convaincre les acheteurs. Actuellement, trois firmes de nationalité canadienne, belge et suisse sont sur l'affaire. Ces dernières devront faire face à plusieurs obstacles au niveau du prix mais aussi du côté des formalités. L'État malgache devra faire beaucoup de concession. «*Le second Force One a été acheté à 60 millions de dollars alors que le prix proposé actuellement à ce genre d'avion s'établit à 38 millions de dollars* », a annoncé le ministre des Transports. Après plusieurs mois d'immobilisation le Boeing 737, aménagé en suite présidentielle, nécessite un check-up. Ce qui requiert un investissement important. Selon *La Vérité*, le ministre a affirmé qu'Air Force One était au nom de la société Daewoo International.

14 janvier : perquisition infructueuse au domicile de Marc Ravalomanana. Importante interview de l'ambassadeur de France, Jean-Marc Châtaigner.

Perquisition sans résultat au domicile de Marc Ravalomanana. La perquisition, menée par le colonel Richard Ravalomanana [*homonyme*], accompagnés de nombreux camions et véhicules 4x4 bourrés de soldats armés jusqu'aux dents, a duré plusieurs heures mais sans résultat. Un mandat de perquisition en bonne et due forme avait été délivré par le Procureur de la République. Les forces de l'ordre étaient à la recherche d'émetteurs radio pirates qui auraient servi à la diffusion de *Radio'ny Gasy* ou de *Radion'i Dada*, stations qui diffusent des discours et des infos qui ont trait au mouvement légaliste et tiendraient des «*propos haineux* ». Selon Nathalie Rabe, ministre de la Communication, les émetteurs, qui sont mobiles, auraient pu être évacués par des souterrains de la résidence. Hypothèse formulée par *Le Courrier* : l'attente d'un mandat de perquisition aurait permis aux responsables de la radio pirate de se faufiler en douce à l'abri des regards des forces de l'ordre. Nathalie Rabe, ministre de la Communication, a révélé qu'après une procédure de détection qui a duré presque un mois, l'opération de repérage du lieu d'émission d'une radio pirate a abouti à la maison occupée, avant son exil en Afrique du Sud, par Marc Ravalomanana. Me Hanitra Rakotomavo, avocate de ce dernier, s'est rendue sur les lieux. Elle rappelle que la résidence de l'ancien président a déjà été pillée lors des événements des 26 et 27 janvier 2009 et que consécutivement il avait été procédé à la pose de scellés. Elle ne voit donc pas comment cette résidence pourrait abriter une station radio pirate. Avant l'ouverture du portail de la villa, le directeur de l'Information et de la Communication au ministère de la Communication, a confié que le Conseil Spécial de la Communication Audiovisuelle, co-présidé par le ministre des Télécommunications et celui de la Communication, a décidé d'interdire à cette radio de

continuer d'émettre. « *La manière avec laquelle elle s'exprime n'est pas conforme à la valeur morale malgache* », a-t-il souligné. La FM 89.6 est une station inconnue, difficile à capter dans la plupart des quartiers de la capitale, selon *Madonline*. La station a été mise en place secrètement par des partisans de Marc Ravalomanana qui jugeaient nécessaire la création d'un nouveau moyen de communication après le « *muselage* » des médias proches du président déchu. Les pro-Ravalomanana ont vivement réagi, mettant en cause directement la ministre Nathalie Rabe.

Commentaire de Sobika : « On constate que la HAT veut définitivement couper l'herbe sous les pieds du mouvement légaliste, déjà très affaibli, en s'attaquant au symbole même du "légalisme" à savoir Marc Ravalomanana, au travers de ses biens. Les légalistes qui officiellement n'existent plus puisque transformés en Mouvoance Madagascar, sont aujourd'hui dans une position très délicate. D'une part, ils n'ont plus de soutien populaire affirmé, d'autre part, ils n'ont plus de soutiens internationaux fermes puisque le GIC n'a jamais remis en cause les dernières décisions politiques comme le retour à la HAT. Le retour de Marc Ravalomanana n'est même plus évoqué depuis la réunion des 3 mouvances à Maputo (III). L'avenir du mouvement s'écrit donc en pointillé alors que le passage à la Mouvoance Madagascar est sans aucun effet sur la HAT...à moins que cette dernière se présente aux élections législatives, ce qu'elle refuse jusqu'à maintenant au risque de se perdre complètement ».

Pour Les Nouvelles, « les derniers événements survenus dans la capitale remettent sur le tapis une question épineuse : celle de la liberté d'expression. Droit qui doit être garanti à chaque citoyen, cette liberté d'expression trouve cependant ses limites dans le cadre raisonnable de son exercice, c'est-à-dire dans le respect des lois en vigueur. C'est ainsi, par exemple, que le département de la Communication de la HAT s'est fixé, depuis son accession au pouvoir, comme objectif de mener une véritable chasse aux radios pirates, émettant dans l'illégalité et faisant fi des règles régissant l'exercice du métier. Menée tambours battants, l'opération qui a eu lieu à Faravohitra, s'inscrit dans cette optique. C'est en tout cas ce que revendiquent les responsables actuels qui devront également assainir de fond en comble la bande FM en réglant le cas de toutes les radios illicites. Mais la tournure des événements laisse planer quelques interrogations qui se rattachent notamment à l'emprisonnement du directeur et d'un journaliste de Radio Fahazavana, ou encore aux bruits d'arrestation touchant Fetison Rakoto Andrianirina et les meneurs du mouvement «Hetsiky ny mpitondra fivavahana».

Important interview de Jean-Marc Châtaigner par L'Express : «Il faut savoir terminer une Transition». L'ambassadeur de France analyse la crise un an après son déclenchement. Il estime qu'il est temps d'en finir avec la Transition. Extraits. « *La France ne soutient pas Andry Rajoelina, elle soutient le retour à la stabilité démocratique. L'important est que le peuple malgache puisse se prononcer librement sur le choix de ses dirigeants. [...] Nous sommes toujours pour la mise en œuvre d'une solution la plus consensuelle et la plus inclusive possible. Maintenant, il est certain qu'on ne peut pas appliquer Maputo et Addis-Abeba. L'idée d'aller vers les élections est une possibilité pour avancer. Mais à condition que cela reste dans un cadre de discussions. Jean Ping viendra la semaine prochaine. Il présentera aux autorités malgaches une proposition faite par la communauté internationale dans laquelle nous souhaitons que tout le monde puisse s'engager au maximum. [...] La France n'a pas de proposition particulière, la solution ne peut venir que des Malgaches. Mais compte tenu des conflits qu'il y a eus entre les différentes mouvances, il faut trouver une solution beaucoup plus pragmatique qui amène les gens à se mettre d'accord sur un minimum de choses* ». S'agissant des élections : « *il faut aller vers des élections pour permettre à la population malgache de trancher entre les différentes options politiques proposées* » mais « *il faut que leur organisation offre des garanties. Qu'elles ne soient pas organisées par l'administration, mais par une entité neutre et indépendante, telle la Commission nationale électorale indépendante où toutes les mouvances politiques seraient représentées* ». L'ambassadeur émet des doutes sur la sincérité d'un scrutin organisé par l'actuel gouvernement. « *La mission de Jean Ping consiste à voir, tout en gardant*

l'esprit de Maputo et d'Addis-Abeba, comment on peut travailler sur un gouvernement d'union nationale qui prépare de façon neutre les prochaines élections et qui rencontre l'agrément de toutes les mouvances politiques. Ce ne sera pas forcément la répétition de ce qui a été négocié à Addis-Abeba ou à Maputo. [...] Il faut trouver un accord minimal consensuel pour sortir de la crise. [...] La France est partisane d'une politique de réconciliation inclusive. Cela suppose une amnistie pour les événements de 2002, certains événements de 2009, et que les uns ne se sentent pas menacés par les autres. [...] Il faut qu'il y ait apaisement des deux côtés »⁴

« *L'Eglise Fjkm au bord de la scission* », titre *Actumada*, qui annonce qu'un mouvement de pasteurs et d'hommes d'Eglise verra incessamment le jour pour s'opposer au collectif « *hetsiky ny mpitondra fivavahana* » dirigé par des ecclésiastiques qui viennent d'organiser un culte pour la Nation au contenu très politique et pro-Ravalomanana⁵. Des observateurs remarquent que contrairement aux autres crises qui ont marqué l'histoire politique récente du pays, celle de 2009-2010 se singularise par l'exaspération des tensions religieuses liées aux penchants politiques de chacune des confessions chrétiennes du pays.

Naissance du « Comité pour l'avènement de la monarchie ». Un nouveau parti a vu le jour. Il vient s'ajouter à la multitude de formations politiques (177). Le « *Komitin'ny Fanjakana amandrepoblika* » (FANARE) a procédé à la présentation des membres de son bureau politique. Le FANARE qui milite pour une monarchie constitutionnelle, déclare qu'il ne soutient aucune mouvance. Tout en soulignant qu'il est contre la dictature et prône le « *Soa Toavina* » ainsi que le « *Fihavanana* ». Lors de la rencontre avec la presse, l'effigie du roi Radama Ier trônait à la table de conférence.

Sommet régional de la Sadc à Maputo sur le Zimbabwe et Madagascar. Un sommet régional africain sur la crise à Madagascar et la situation au Zimbabwe est convoqué à Maputo à l'initiative de la Troïka de la Sadc dirigée par le président mozambicain Armando Guebuza, a indiqué un responsable du ministère mozambicain des Affaires étrangères.

15 janvier : la communauté internationale divisée. S'opposant au GIC et faisant cavalier seul, la Sadc maintient son projet de sortie de crise.

La troïka de la Sadc appelle à la reprise du dialogue et rejette les élections de mars. « *Le Sommet appelle toutes les mouvances malgaches à reprendre immédiatement le dialogue [...] et à parvenir à un compromis pour la formation d'un gouvernement de Transition d'unité nationale* », indique un communiqué du secrétaire exécutif, Tomaz Salomao. La Sadc encourage le chef de la médiation internationale, l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano, à « *poursuivre ses efforts en vue du retour à l'ordre constitutionnel* ». La Troïka a maintenu sa décision de suspendre Madagascar du bloc régional et a rejeté l'organisation de législatives le 20 mars. « *Le Sommet rejette [...] le projet unilatéral du gouvernement de facto de Madagascar de « réorganiser » la Transition et de prévoir des élections législatives en mars 2010. Il appelle la communauté internationale à en faire de même* », poursuit-il. *L'Express* titre : « *Coup de théâtre à Maputo* ». Le quotidien se demande si la ferme condamnation de la Sadc ne remet pas en cause la recherche de compromis engagée par le GIC qui doit venir prochainement à Antananarivo pour faire de nouvelles propositions. La position de la Sadc contredit les

⁴ Texte intégral : cf. blog Justmad « *articles remarquables* » janvier 2010
<http://storage.canalblog.com/82/67/448497/48538802.pdf>

⁵ Texte intégral : cf. blog Justmad « *articles remarquables* » janvier 2010
<http://storage.canalblog.com/82/67/448497/48538802.pdf>
<http://storage.canalblog.com/82/67/448497/48538802.pdf>

déclarations de l'ambassadeur de France qui vient d'affirmer que le schéma de Maputo et d'Addis-Abeba sera abandonné par la communauté internationale.

Elections législatives. Andry Rajoelina rassure ses alliés. À l'approche des législatives, le camp Rajoelina est secoué par une tempête. Son fondateur tente de mettre les points sur les «i» pour ramener le calme. Selon certaines confidences, le président de la HAT aurait garanti la poursuite de sa collaboration avec l'Union des démocrates pour la République (UDR), issue des « *Forces du changement* », regroupant les partis qui le soutiendront aux législatives. Des indiscretions font part de la confirmation par l'homme fort de la Transition, du maintien de la future Assemblée constituante après l'adoption de la Constitution de la IVe République. Cette mise au point intervient au lendemain du lancement de «*Défi 2010*» par quelques membres du gouvernement soucieux de ratisser au-delà de l'association TGV et d'être politiquement moins marqués. Cette initiative a provoqué des interrogations sur la problématique de la collaboration future entre Andry Rajoelina et ses alliés car elle introduit la possibilité de concurrence entre candidats d'un même camp, avec des dommages collatéraux.

Des journalistes interpellent la communauté internationale. Un groupe de journalistes a déposé une lettre auprès des ambassades de France, des États-Unis, de l'Inde, de Suisse, d'Allemagne, d'Afrique du Sud et à la représentation du PNUD à Madagascar. Il a dénoncé l'emprisonnement des journalistes et l'atteinte à la liberté de la presse. Selon *Les Nouvelles*, une réunion portant sur ce sujet mais aussi sur l'examen de la situation prévalant actuellement à Madagascar aurait eu lieu entre les diplomates de ces pays et les représentants de l'UE.

Affaire Radio Fahazavana : le Conseil d'Etat fait preuve d'indépendance. La note du 21 décembre 2009 ordonnant la suspension pendant un mois de l'émission « *Apenjika* » et du journal parlé de *Radio Fahazavana* est déclarée suspendue par le Conseil d'Etat. La juridiction a statué sur la demande de sursis à exécution introduite par la station. La décision prend effet immédiatement. La chaîne peut donc poursuivre son journal parlé et son émission, et ce en attendant la décision de cette même juridiction sur la requête en annulation déposée en même temps par la direction de *Radio Fahazavana*. La ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa, a promis devant les membres de la « *Cellule de crise pour la liberté de presse* » d'accélérer les procédures judiciaires sur cette affaire de deux journalistes emprisonnés.

« *Les péripéties de la première élection de Marc Ravalomanana à la vice-présidence laïque de la Fjkm en 2000* », décrites par le site pro-HAT *Actumada*. Lors du Synode de l'Eglise à Toliara, il aurait distribué une forte somme d'argent à certains pasteurs susceptibles de faire basculer le vote en sa faveur. Marc Ravalomanana préparait déjà à l'époque les présidentielles de 2001 et il avait comme stratégie d'instrumentaliser les Eglises. Le PV de cette élection démontrerait que l'unanimité ne s'est pas faite sur son nom et que certains pasteurs contestait sa « *conversion* » soudaine, sa famille fréquentant habituellement une église baptiste biblique. Les documents sur lesquels s'appuie le site révéleraient également que Marc Ravalomanana se serait emparé illégalement de terrains appartenant à la Fjkm dans le quartier de Favavohitra, où se situe sa résidence, pour les attribuer à un service du ministère des Finances. Le site explique enfin comment la radio Fjkm est passée entre ses mains pour devenir *Radio Rahazavana*⁶.

⁶ Cf. texte intégral sur le blog Justmad : <http://storage.canalblog.com/35/26/448497/48587694.pdf>

Mamy Rakotoarivelo, « président du Congrès » : enquête au fond reportée au 28 janvier. L'instruction s'inscrit dans le cadre de l'affaire de tentative de mutinerie perpétrée au RAS d'Ampahibe, mais également des tentatives d'attentats à la bombe artisanale. Le report a été décidé en raison de problèmes de santé de l'intéressé.

16 au 18 janvier : retour de pression de la communauté internationale : les alliés de Marc Ravalomanana se mobilisent. Les Eglises Fjkm se posent en victimes du pouvoir. Regain de tension politique à l'approche de l'arrivée de Jean Ping, Commissaire de l'UA.

Culte de début d'année. Le pasteur Lala Rasendrasahina pose la Fjkm en victime. Le président de la Fjkm a fait pour l'occasion sa première réapparition en public depuis les événements du 17 mars 2009 où il avait été enlevé et malmené par les militaires du Capsat. En présence d'une foule importante, il a déclaré que l'Eglise Fjkm continue de traverser des moments difficiles, dénonçant un climat de menace envers l'Eglise, et exhorté les fidèles à rester unis face aux tentatives de division. Le pasteur a rappelé le décès du directeur des écoles Fjkm, victime d'un accident causé par une voiture de fonction d'un membre du gouvernement de la HAT. Selon *Tribune*, des Eglises protestantes sœurs auraient suggéré à la Fjkm d'envisager une refonte de son bureau, où figure toujours l'ancien Président de la République en exil. Ce culte intervient, une semaine après le rassemblement à forte connotation politique initiée par quelques ecclésiastiques issus de différentes religions et associations culturelles, dont certains pasteurs de la Fjkm.

Regain de tension politique : les trois mouvances inaugurent un meeting quotidien sur la « Place de la Réconciliation ». Les dirigeants de la « *mouvance Madagasikara* » abandonnent les locaux du Magro (propriété privée appartenant à Tiko) pour tenir un meeting quotidien dans un lieu public plus « *sensible* » et visible. Ils ont choisi le jour anniversaire de l'inauguration de la « *Place de Démocratie* » à Ambohitovo par Andry Rajoelina, maire de la capitale à l'époque, pour baptiser « *Place de la Réconciliation* » un espace situé au bord du lac Anosy, près du palais du Sénat et des ministères. Manandafy Rakotonirina a avancé que ce sera à partir de cette nouvelle place que les partisans du mouvement installeront les membres du Congrès de la Transition. « *C'est ici que nous écartons Rajoelina afin qu'il ne détienne plus unilatéralement le pouvoir* », a-t-il affirmé. Albert Zafy et Manandafy Rakotonirina ont discoursé chacun pendant une dizaine de minutes avant de s'éclipser discrètement mais quand même sous les applaudissements de la foule qui les a patiemment attendus toute la matinée jusqu'au milieu de l'après-midi. Les forces de l'ordre avaient mis en place un dispositif de sécurité devant le Sénat. Des incidents ont été signalés avec des ressortissants étrangers. Les manifestations ne sont pas interdites mais les débordements ne sont pas acceptés a expliqué le chef de la région Analamanga. Les opposants à Andry Rajoelina entendent accroître la pression sur celui-ci, à l'approche de l'arrivée à Antananarivo de Jean Ping, président de la Commission de l'UA, qui entend proposer un compromis aux différentes parties.

Mandat d'arrêt contre Fetison Andrianirina confirmé. La ministre de la Justice, Christine Razanamahaso, a déclaré que la gendarmerie et la police sont au courant de l'existence du mandat d'arrêt que l'intéressé nie avoir reçu. Un responsable de la gendarmerie a confié qu'une convocation à son adresse a été déposée à l'hôtel Carlton où il est hébergé et à son fokontany de résidence.

Préparation accélérée des législatives du 20 mars. L'avant-projet de loi électorale élaboré lors de l'Atelier d'Ivato des 6 et 7 janvier a été remis aux chefs de région, afin qu'ils puissent s'en imprégner et faire part de leur point de vue, avec le concours des techniciens concernés.

Les matériels électoraux ont été acheminés au niveau des districts et ont été pris en charge par le ministère de l'Intérieur. A ce jour, plus de la moitié des districts ont déjà été dotés. Le ministère des Affaires étrangères (?) de la HAT a offert des matériels informatiques à une soixantaine de districts de différentes régions de Madagascar. Trois projets de lois sont prêts en vue des prochaines élections. Il s'agit de la loi organique relative au Code électoral, celle fixant le fonctionnement du CENI et la loi organique relative aux élections législatives.

Selon le Kmf/Cnoe, les opérations électorales n'auraient pas dû être entamées avant la publication de la loi qui va régir la CENI.

Pour *Sobika*, il semble techniquement impossible que ce scrutin puisse être maintenu au 20 mars. Selon le site, l'adhésion de la population aux élections reste aussi une inconnue.

Le ministre de la Justice, Christine Razanamahasoa va mener la lutte contre la corruption, au sein de son département. « *Je serai intransigeante pour ceux qui s'adonnent encore à cette pratique* » a-t-elle déclaré lors de la présentation de vœux, de son ministère. Et d'annoncer également que 2010 sera « *l'année des élections et du pardon* ».

Le malaise au sein de la Force d'intervention spéciale (FIS) se serait apaisé, suite à une rencontre avec les émissaires du président de la HAT. Le corps, créé en avril 2009 et dirigée par les lieutenants-colonels Andrianasoavina Charles et Lylison René, connus pour leur comportement « *musclé* », n'a pas participé à la « *Journée des officiers* » organisée par la présidence. Cette absence a été fort commentée. La discrétion de ses responsables avait épaissi le mystère entourant l'affaire. Les deux militaires ont finalement démenti les rumeurs de malaise lors d'une conférence de presse. Il semble, d'après *L'Express*, que des négociations discrètes avec la HAT soient parvenues à apaiser les rancœurs. Des signes de frustrations étaient apparus au sein du corps, à propos notamment de son statut juridique jugé « *inconfortable* ». Plusieurs quotidiens ajoutent que la FIS a été mise en cause dans une importante affaire d'extorsion de fonds dont aurait été victime un client qui séjournait à l'hôtel Colbert. Certains évoquent un piège qui aurait été tendu à la FIS pour la compromettre.

Dissolution de la CNME et de la Cellule tactique, annonce *Midi*. Près d'un an après sa création, la Commission Nationale Mixte d'Enquête (CNME) aurait été dissoute. Il en irait de même pour la Cellule tactique, dirigée par le président de la Commission Défense et Sécurité de la HAT, Alain Ramaroson. La Cellule tactique avait fait l'objet de polémiques, notamment lorsqu'elle a perquisitionné le siège de l'usine Alma du groupe Tiko.

Entreprises franches : des employés se préparent à manifester. « *Nous comptons interpellier une nouvelle fois tous les politiques sur les conséquences de la suspension de l'Agoa* », explique Jeannot Rakotomalalaso, président du Comité des travailleurs pour la défense du maintien de l'Agoa. « *Pour réintégrer Madagascar dans l'Agoa, les politiques doivent restaurer la démocratie en reprenant le chemin des négociations* », a-t-il déclaré. 10.000 employés des entreprises franches seront licenciés en janvier, a affirmé le président du Comité.

Le sous-secrétaire d'État adjoint américain aux Affaires africaines évoque la possibilité de sanctions. Les États-Unis estiment que l'empressement du régime de-facto à tenir des élections législatives et le climat d'intimidation et l'unilatéralisme qui règnent à Madagascar pourraient conduire sous peu la communauté internationale à l'application de sanctions, a dit le sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines, Karl Wycoff, au cours d'une interview accordée au site officiel du département d'État. Il a souligné que les États-Unis demeurent « *profondément préoccupés* » par la situation politique à Madagascar. M. Wycoff ajoute que « *les États-Unis s'inquiètent également du climat d'intimidation qui règne à Madagascar* ».

L'arène politique a été fermée, les médias et les journalistes sont harcelés. L'opposition n'est pas en mesure de manœuvrer librement, les services de sécurité continuent d'enfreindre les droits de l'homme sans que rien ne soit fait pour y remédier, et cela a conduit à un climat d'intimidation ». Il ajoute : « Nous savons que d'autres pays évaluent actuellement leurs relations avec Madagascar, au niveau de l'aide qu'ils lui accordent. Nous trouvons que l'assistance militaire est une question particulièrement problématique et nous nous demandons pourquoi quiconque voudrait continuer à fournir une telle assistance à un régime non constitutionnel ». En conclusion, M. Wycoff déclare : « Les États-Unis appuient les démarches que la Sadc continue d'entreprendre pour favoriser un processus acceptable pour la restauration d'un gouvernement démocratique et constitutionnel à Madagascar, et nous louons les efforts de l'ancien président mozambicain, M. Joaquim Chissano, en sa qualité de médiateur dans ce processus »⁷.

« Robert Mugabe déclare la guerre aux Malgaches », titre La Vérité. Lors de la réunion de la Troïka de la Sadc qui s'est tenue à Maputo, le président du Zimbabwe aurait préconisé le renversement du régime de Transition et l'envoi de forces de pacification pour rétablir l'ordre constitutionnel à Madagascar. Le quotidien indique cependant que « l'option militaire ne ferait pas encore l'unanimité au sein de la Sadc ».

Appel de la Sadc : les parties malgaches restent indifférentes, observe Le Courrier. Il écrit : *« C'est comme si la SADC a parlé dans le vide. Le ministre des forces armées, le général Noël Rakotonandrasana s'est moqué de l'appel de Robert Mugabe pour l'envoi d'une armée à Madagascar afin de renverser le régime de Transition. Les mouvances de Magro quant à elles veulent revenir en arrière en tentant de reconstituer le Lundi Noir du 26 janvier 2009. La majorité des acteurs est unanime sur la nécessité d'une élection. C'est la seule issue possible après l'échec des négociations de Maputo et d'Addis-Abeba. Ainsi, tout appel à une reprise du dialogue semble être perdu d'avance ». Le débat se focalise sur ces futures élections et les modalités de leur organisation.*

Le « Collectif pour Madagascar » de la Réunion s'étonne du silence des responsables politiques réunionnais. Dans un courrier adressé au Quotidien de la Réunion, il écrit : *« Madagascar connaît la période la plus sombre de son histoire. [...] On ne peut pas imaginer que la classe politique locale ne soit pas au fait des enjeux économiques qui sont la cause du soutien de la France aux putschistes, ni de la forme de ce soutien que l'on ne prend même pas le soin de cacher, tant est le grand mépris de la démocratie quand il s'agit des anciennes colonies. Et cependant, qu'on le veuille ou non, l'avenir de nos îles est intimement lié. Ce qui se passe à Madagascar aura un impact dans notre région. L'intérêt bien compris de la France ne serait-il pas que cesse la montée d'un sentiment anti-français dans la Grande île et que Madagascar se développe réellement dans le cadre d'un partenariat régional juste et profitable à tous ? Que signifie ce silence des élus réunionnais ? Ignorance ? Indifférence ? Complaisance ? Complicité ? »*

« Mobilisation mondiale pour une île en perdition ? » titre le journaliste Alain Rajaonarivelo, dans son blog, au sujet de la catastrophe humanitaire provoquée par le séisme en Haïti. Il conclut ainsi son billet : *« Il y a une autre île, perdue au fin fond de l'Océan Indien, tellement déconnectée du monde que ses journaux ont à peine mentionné la catastrophe d'Haïti. Il y est aussi question de dictature, d'implication de la communauté internationale, de la France, des Américains, d'un ex-président en exil en Afrique du Sud et d'aides extérieures. C'est normal ! Elle a commencé à perdre ses élites à partir de 1972. Depuis, l'hémorragie ne s'est pas arrêtée... Pour l'instant, on la laissera dans son coin ! Peut-être à l'occasion d'un prochain cyclone dévastateur...à moins que les insulaires, dans un sursaut de bon sens et de dignité, ne se sortent d'affaires eux-mêmes en se*

⁷ Cf. texte intégral sur le blog Justmad « articles remarquables janvier 2010 » : <http://storage.canalblog.com/14/17/448497/48643956.pdf>

réconciliant... [...] Le monde entier est avec Haïti, enfin, presque... ! Le gouvernement (de fait) de Madagascar n'a même pas envoyé un message de soutien et de solidarité au président Préval, le «former président» en exil non plus ! Et pourtant, on trouverait bien des similitudes entre les deux îles, outre leurs infortunées populations. Contrairement, par exemple, aux déclarations de l'ambassadeur français Jean-Marc Châtaigner, Madagascar est bien l'enjeu d'un conflit géostratégique entre les Etats-Unis et la France, tout comme Haïti. Les deux îles sont des bastions de la Francophonie perdues dans un monde anglophone et sont nécessaires à l'expression de la culture française dans leurs régions respectives. Les réactions épidermiques d'Alain Joyandet devant ce qu'il considère comme la mainmise américaine valent toutes les analyses. Dans les mois qui viennent, on verra si les Français sont capables de résister à la poussée américaine. [...] Et Madagascar ? Le Département d'Etat a réagi le 15 janvier. «Nous savons que d'autres pays évaluent actuellement leurs relations avec Madagascar, au niveau de l'aide qu'ils lui accordent. Nous trouvons que l'assistance militaire est une question particulièrement problématique et nous nous demandons pourquoi quiconque voudrait continuer à fournir une telle assistance à un régime non constitutionnel.» Mais de qui les Etats-Unis parlent-ils ? »

19 janvier : Albert Zafy et Manandafy Rakotonirina tentent de remobiliser les partisans de la « mouvance Madagascar » mais pour certains il s'agit d'un baroud d'honneur qui ne parviendra pas à faire obstacle à l'unilatéralisme du pouvoir.

« Mouvance Madagasikara » : Albert Zafy et Manandafy Rakotonirina en tandem au rassemblement de la « Place de la Réconciliation », à Anosy. Le meeting a pu se tenir malgré la présence massive des forces de l'ordre à proximité des bâtiments officiels et la confiscation de la sonorisation mobile (son propriétaire a été convoqué au Parquet). Une nouvelle tentative d'installation des membres du Congrès a été annoncée, avec l'appui des manifestants. Le vice-président du Congrès a déclaré : « Nous devons démontrer au monde entier que nous ne reconnaissons pas le pouvoir de la HAT ». Le Matin de Madagascar (pro-HAT) titre : « Vers une déroute des trois mouvances. Un baroud d'honneur pas très glorieux ». Le quotidien indique : « la lassitude envahit peu à peu les populations les plus sensibilisées à manifester leur désaccord avec le pouvoir de fait. [...] De plus en plus, les gens expriment une hostilité aux initiatives susceptibles d'entraîner des troubles qui n'ont de chance ou plutôt de risque qu'à aggraver les difficultés conséquentes de la crise. [...] Dans chacune de ces mouvances, des militants traînent des pieds à accepter l'unité du mouvement décidée par les chefs. Les motivations profondes d'une sorte de pacte scellée avec Marc Ravalomanana que l'on diabolisait il y a un an » ne semblent pas toujours comprises. « Au rassemblement, on a pu compter plus d'agents des services d'ordre, plus de badauds curieux d'assister à des affrontements que de militants décidés à affronter les militaires. [...] Fait significatif, de moins en moins surprenant, meneurs et dirigeants n'ont pas fait leur apparition, et on ne peut les en condamner », compte tenu des menaces d'arrestation qui pèsent sur eux. [...] « Ces trois hommes [les leaders des 3 mouvances] et leurs partisans risquent cependant de passer par une longue traversée de désert, s'ils ne déplacent leur lutte sur le terrain des élections ». La mouvance Rajoelina accuse les opposants de créer des manifestations en vue d'influencer le président de la Commission de l'UA attendu à Antananarivo le 21 janvier. Comme tous les émissaires de la communauté internationale, celui-ci sera logé au Carlton qui est situé à moins de 500 mètres du jardin d'Anosy.

La communauté chrétienne internationale mobilisée. Le pasteur Lala Rasendrahassina, président de la Fjkm, mobilise ses relations internationales. Dans une lettre datée du 8 janvier et publiée sur le site du TIM, il raconte à ses «chers amis dans le Christ» les présumées violations des droits de l'Homme que la HAT fait subir à son Église. Dans sa longue énumération, il n'a pas oublié de dénoncer l'exil forcé imposé à son vice-président Marc

Ravalomanana⁸. L'utilisation de la religion à des fins politiques est dénoncée par l'alliance Malagasy Dispo et TGV Europe.

« Il est facile de se faire passer pour un martyr », réplique de la ministre de la Communication, Nathalie Rabe, une fidèle protestante. *« Dire si la Fjkm souffre actuellement le martyr, j'en doute fort. Je ne suis pas convaincue que le régime de la Transition actuelle soit en train d'opprimer la Fjkm. Pour Radio Fahazavana, c'est son journaliste qui a été poursuivi par la justice et non pas la station radio. Et il s'agit d'un problème de sécurité de l'Etat. D'ailleurs ce n'est pas la seule radio qui a fait l'objet d'une mesure disciplinaire. La radio Viva a aussi obtenu une lettre de rappel à l'ordre. Et la radio Antsiva quant à elle a obtenu une lettre d'encouragement pour son émission matinale. Cette station radio a su recueillir toutes les opinions sans pour autant inciter à la violence et à la haine. Ses animateurs ont du contrôle sur les auditeurs qui interviennent par téléphone ».*

Pour le pasteur Richard Andriamanjato, membre de l'UDR-C, la nouvelle coalition pro-HAT pour les législatives, *« en vertu du principe de la séparation de l'Etat et de l'Eglise, les chefs d'Eglises ne doivent pas s'ingérer dans les pouvoirs de l'Etat et inversement. Le cas s'est présenté par exemple au temps de Ravalomanana à qui j'ai conseillé de ne pas confondre ses deux fonctions de vice-président de la Fjkm et de président de la République et d'abandonner l'une des deux fonctions ».*

Audiovisuel public. Densification du réseau des antennes régionales. 47 émetteurs seront mis en place dans les régions. *« Ils assureront, durant cette prochaine période électorale la retransmission en directe du déroulement des scrutins afin que tout le peuple malgache soit tenu au courant des moindres détails, même dans les zones les plus reculées »,* a affirmé la ministre de la Communication, Nathalie Rabe.

Solidarité des journalistes. Les membres de la presse se sont donné rendez-vous pour un sit-in devant la stèle de l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) à Soarano, pour témoigner pacifiquement leur solidarité face aux dangers qui planent sur l'exercice de leur métier. Des journalistes de *TV Plus* ont reçu des menaces verbales des partisans des trois mouvances, alors qu'ils faisaient leur travail.

500 ouvriers d'une entreprise textile de zone franche se sont mis en grève. Ils protestent contre la fermeture du site sans annonce préalable. L'entreprise produit des effets vestimentaires destinés aux personnels des hôpitaux des Etats-Unis dans le cadre de l'Agoa.

Interrogations sur le voyage de Monja Roindefo en Thaïlande. L'ancien Premier ministre déclare qu' *« il est invité par des hauts responsables thaïlandais et qu'étant parmi les hauts dignitaires de la Nation, il cherche toujours des solutions pour alléger les difficultés des malgaches en cette période de soudure, c'est pourquoi, pour ce voyage, il va se pencher beaucoup sur les problèmes des produits de première nécessité (PPN). A cet effet, il va rencontrer, outres certains officiels thaïlandais, des opérateurs dans le secteur privé ».* L'éditorialiste de *Tribune* pose cette question : *« C'est quoi « être un haut dignitaire de la Nation » alors qu'il [Monja Roindefo] n'a plus actuellement de fonction officielle ? Le fait qu'il soit dirigeant de parti politique lui attribuerait-il ce titre de « haut dignitaire de la Nation » ? ».* Il entretient la confusion au niveau interne en laissant penser qu'il a reçu une mission pour représenter le pays. *« Le pouvoir thaïlandais cautionnerait cette non-représentativité de Mr Monja en l'invitant officiellement ? ».* Et le site de s'interroger sur l'origine des fonds qui lui permettraient de négocier des contrats pour l'achat de PPN. Aurait-il en projet de monter une société d'import/export de PPN ? Ce serait un cas flagrant de mélange des genres⁹.

⁸ Cf. blog Justmad, « articles remarquables » janvier 2010 <http://storage.canalblog.com/29/84/448497/48392464.pdf> (en anglais)

⁹ Cf. blog Justmad « articles remarquables » janvier 2010 <http://storage.canalblog.com/71/06/448497/48767405.pdf>

Selon les propos de l'ancien Premier ministre, son séjour en terre thaï est la suite des relations et projets qui ont été établis alors qu'il était encore Premier ministre et que les Thaïlandais ont trouvé qu'il était plus avantageux de poursuivre les relations et négociations-discussions avec lui plutôt qu'un autre. « Pour la concrétisation des différents projets discutés au cours de cette visite, des investisseurs thaïlandais seront dans nos murs vers la deuxième semaine du mois de février », a annoncé Monja Roindefo, dont le comportement laisse à penser qu'il jouit encore d'une grande latitude de mouvement. D'autant qu'il a déjà signifié qu'il ne connaît pas quelle loi fondamentale régit l'Etat en place. « Il a à plusieurs reprises demandé à la HCC d'éclairer ses lanternes à ce propos mais en vain », déclare le secrétaire général du Monima présidé par Monja Roindefo. L'ordonnance qui installe la nouvelle Transition depuis l'abrogation des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba n'a même pas reçu l'avis de la HCC, ajoute-t-il. « Monja se substitue au ministre de l'Aménagement du Territoire et au maire de la capitale » a affirmé un collaborateur du président de la Transition. Les proches de Rajoelina dénoncent également la tentative de séduction de Monja Roindefo à l'endroit de l'armée quand l'ex-Premier ministre évoque un projet de confection d'uniforme de différents types avec une société textile thaïlandaise.

« Société civile : Pas si neutre que cela », pour Madaplus. « Force est de constater que malgré sa vocation à œuvrer de façon neutre et pour le bien de la Nation, la société civile ne parvient pas à s'exprimer d'une seule voix à Madagascar. En effet, alors que la Plate-forme nationale des organisations de la société civile (PNOSC) réfute les élections du 20 mars ainsi que l'atelier préparatoire tenu à Ivato les 6 et 7 janvier, d'autres groupements se prononçant de la société civile ont participé activement à ces deux journées de réflexion. Ces derniers sont constitués par le Kmff/Cnoe, Justice et Paix, Sefafi, Una-civiles, des associations de défense des Droits de l'Homme, et leurs discours s'orientent généralement vers des préoccupations sociales et humanitaires. D'après des observateurs avertis, la première catégorie de "société civile" (PNOSC, CCOC et GESCI) centrerait ses propos essentiellement sur des questions politiques, notamment en présentant l'application de la Charte de Maputo et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba comme solution à la crise malgache. Discours qui se rapproche de celui de la mouvance Madagasikara. Cette cacophonie est regrettable, bien qu'elle reflète la complexité de la situation sociale et morale du pays. Considéré différemment, la diversité d'opinions devrait rassurer sur toute velléité d'instauration de la pensée unique ».

20 janvier : la mouvance Rajoelina tente de se structurer en vue des législatives. La « mouvance Madagascar » ne parvient pas à mobiliser mais ne renonce pas.

Les partisans d'Andry Rajoelina ne parviennent pas à s'entendre sur le principe d'une liste unique aux législatives du 20 mars. Les entités composant la mouvance restent dans le flou sur leurs intentions. L'Union des Démocrates et des Républicains pour le Changement (UDR-C), la plateforme des 24 formations issues des « Forces du Changement » qui soutiennent Rajoelina et la Transition, présidée par Jean Lahiniriko, vice-président de la HAT, n'est pas sur la même longueur d'onde que « DEFI 2010 » lancé par des membres du gouvernement avec la participation de certains membres de la HAT. Cette seconde plateforme a émis le souhait de voir l'émergence des candidats depuis la base et au dessus des partis politiques, selon l'explication d'Augustin Andriamananoro, ministre des Télécommunications. Selon L'Express, « La mise en place d'une alliance avant les élections accentuerait l'image unilatéraliste de la mouvance, sans écarter le risque d'éclatement à cause des conflits d'intérêts entre ses composants. Par contre, la proposition de plusieurs listes aux électeurs donnerait l'image d'un multipartisme. Mais sans garantir la certitude d'une majorité homogène ». A 60 jours des législatives, la démission des ministres candidats devient un sujet de controverses.

Divergences au sein de la mouvance Rajoelina : Blanche Nirina Richard exige une Conférence nationale. La présidente du Comité de suivi de l'exécution des résolutions des Assises nationales du 2 et 3 avril 2009 s'oppose à la tenue des législatives le 20 mars. Elle revendique l'organisation d'une Conférence nationale pour élaborer la Constitution de la IV^e République avant le référendum et l'adoption des textes relatifs aux élections. *«L'organisation de la conférence nationale dans les plus brefs délais est la solution la plus appropriée pour résoudre le problème actuel»*, a-t-elle soutenu, ajoutant que le dialogue requiert la participation de tous les citoyens et ne peut se limiter à des accords politiques.

La « mouvance Madagasikara » empêchée de manifester sur la «Place de la Réconciliation». Les forces de l'ordre ont investi les lieux au petit matin. Des groupes de personnes ont réagi en installant des barrages. Les éléments de l'Emmo/Reg ont utilisé des grenades lacrymogènes pour disperser les manifestants quand ces derniers se sont approchés d'eux, vraisemblablement en vue de les amadouer. Trois personnes ont été arrêtées, selon le colonel Richard Ravalomanana, commandant de la Circonscription régionale de gendarmerie. Réaction d'un proche de Zafy Albert : *«Toute cette scène se voit sur Internet. Nous remercions les forces de l'ordre d'avoir participé au meeting de la réconciliation nationale»*, a-t-il ironisé. Les leaders de la mouvance n'ont pas renoncé à revenir sur les lieux les prochains jours. Le colonel Richard Ravalomanana a soutenu qu'il est temps de prendre des mesures à l'encontre des initiateurs de ces manifestations. Il a confié que des éléments spéciaux sont mobilisés pour accomplir cette mission. *«Si ces dirigeants se trouvaient à Anosy, ils auraient sans doute été arrêtés. Mais leurs informateurs les ont dissuadés d'y venir»*, a-t-il affirmé.

Jet de cocktail Molotov chez Mamy Rakotoarivelo, « président du Congrès de la Transition ». La police confirme l'incident qui s'est produit au cours de la nuit. L'engin aurait été lancé depuis un véhicule. *« Pour le moment, aucune piste n'est privilégiée »*, a tempéré une source autorisée. L'affaire est confiée à la Section de recherche criminelle. Pour Mamy Rakotoarivelo, *« il s'agit d'un acte d'intimidation »*. Interrogé, le camp Rajoelina réprovoque cet acte : *« Nous condamnons toute volonté de déstabilisation. Ce sont les idées qui s'affrontent et non les hommes »*, a soutenu l'une de ses proches.

Déplacement du président français à La Réunion : « Soutien de la France à TGV = la Françafrique version Sarkozy ». C'est ce qu'on pouvait lire sur l'une des banderoles déployées par des bi-nationaux franco-malgaches qui ont manifesté à St Denis à l'occasion de la visite présidentielle. Le GTT et le Collectif pour Madagascar se sont vus refusée une demande d'audience. Pour *Midi*, *« avec un département dans l'Océan Indien et bientôt un autre dans le Canal du Mozambique [Mayotte], la France est fortement présente dans cette région. Et en venant y présenter ses vœux à l'Outre-mer, Nicolas Sarkozy, c'est clair, a tenu à marquer nettement son territoire »*.

Interrogations sur les déplacements du ministre des affaires étrangères Ny Hasina Andriamanjato. Son déplacement à Addis-Abeba, où il devait rencontrer le président de la Commission de l'UA, Jean Ping, en vue de la préparation du retour du GIC pour la présentation de *« solutions de compromis »* à la crise. Il s'est en revanche rendu à Paris. *Les Nouvelles* avaient motivé ce voyage par une négociation avec l'OIF pour l'organisation et la supervision des législatives du 20 mars. Pour *Midi*, le déplacement avait plutôt pour objet de négocier les éventuelles sanctions ciblées dont la HAT est menacée par la communauté internationale.

21 janvier : des manifestants abandonnés par leurs leaders et qui se démobilisent. Un texte sur l'organisation des législatives qui risque de conduire à la désignation d'une Assemblée monocole, comme soue l'ère Ravalomanana.

Les forces de l'ordre (sans les éléments de la FIS), ont dissuadé les manifestants de la «*Place de la Réconciliation*». Le face-à-face entre les militants et des éléments de l'état-major mixte opérationnel régional (Emmo/Rég) s'est déplacé dans un quartier proche mais le calme a été maintenu. On a remarqué une nouvelle fois l'absence sur place des dirigeants du mouvement. Le meeting a réuni une foule clairsemée.

L'avant-projet de texte relatif aux législatives privilégie la stabilité sur la représentativité. Le gouvernement suggère un scrutin majoritaire uninominal à un tour pour les circonscriptions électorales à un siège, un scrutin majoritaire plurinominal à un tour pour les circonscriptions électorales avec deux sièges à pourvoir. Le choix repose sur la recherche d'une stabilité de la future Assemblée constituante, voire de la future Assemblée nationale. Ce mode de scrutin soumis à l'approbation du Conseil des ministres pose un problème de représentativité, soulevé par *Express* qui écrit : « *Au final, c'est la question relative à l'aspiration populaire qui est susceptible d'être mise à mal. Le risque de voir une Chambre monocole semblable à la dernière législature n'est pas à écarter. L'expérience des législatives de 2007 avait permis l'élection de certains parlementaires élus avec seulement 10 % de votants* ». Les partisans du régime, tel Jean Lahiniriko, répliquent : « *Dans une certaine mesure, un scrutin à deux tours est plus juste, mais avons-nous les moyens pour cela ?* ». Pour eux, l'essentiel est de « *pouvoir organiser des élections libres, transparentes et fiables* ».

Perquisition sans mandat dans la famille Ralijaona, selon *The Times of Madagascar*. Au petit matin, trois voitures occupés par des hommes en armes se sont présentés au domicile des parents d'Andry Ralijaona, une « *étoile montante* » de l'ancien régime, qui avait été placé à la tête du secrétariat général du MAP, le programme quinquennal du président Marc Ravalomanana, en juin 2008. Une perquisition de ce même domicile avait déjà été conduite fin avril 2009, la HAT ayant suspecté la présence d'armes et des documents compromettant.

22 janvier : le GIC propose un référendum puis des élections présidentielles et législatives jumelées. La présidence de la HAT a adressé un courrier à Jean Ping pour justifier son refus d'adhérer à une solution de compromis.

Les propositions du GIC : référendum constitutionnel, puis législatives et présidentielles jumelées. Arrivé le matin dans la capitale, Jean Ping, président de la Commission de l'UA, a reçu un à un les représentants de toutes les parties impliquées dans la crise politique. La « *solution de compromis* » promise par le GIC reprend les termes des accords de Maputo avec l'organisation d'élections dans les meilleurs délais. Dans un document confidentiel mis à la disposition des membres des délégations des quatre mouvances, le GIC recommanderait, entre autres, le maintien d'Eugène Mangalaza au poste de Premier ministre, chef du gouvernement d'Union nationale, ainsi que l'organisation, dans les meilleurs délais, du référendum qui approuvera la Constitution. Il est aussi question de l'organisation, au plus tard en octobre 2010, d'élections législatives et présidentielles jumelées. Le même dossier mentionne que « *la Transition doit prendre fin le plus tôt possible et, en tout état de cause, s'achever au plus tard au mois de novembre 2010* ». Il exigerait enfin la mise en place des institutions de la Transition, telles que les définissent les accords de Maputo et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Selon les termes du compromis proposé, le président de la Transition s'engagerait à prendre toutes les mesures requises pour mettre en œuvre l'Accord n°1 de Maputo sur l'annulation des charges relatives aux événements de 2002, l'Accord n°2 sur le cas de Marc

Ravalomanana et l'Accord n°3 sur l'annulation des poursuites et des condamnations prononcées contre des personnalités politiques, civiles ou militaires durant le régime de Ravalomanana.

Ny Hasina Andriamanjato, chef de délégation de la mouvance Rajoelina, semblait vouloir rejeter la plupart des propositions pour insister sur le recours aux élections. «L'État ne revient plus sur sa décision de les organiser. Nous devons avancer. La mouvance Rajoelina trouve qu'elles restent la seule voie de sortie de la crise», a-t-il déclaré, ajoutant, en guise d'appel du pied aux autres mouvances : « Notre objectif est de trouver un consensus pour l'organisation des élections. [...] Le choix pour le GIC est simple : être solidaire d'une recherche de sortie de crise démocratique, donc appuyer la feuille de route de la Transition ou s'entêter à poursuivre une sortie de crise qui au bout d'un an a déjà fait ses preuves ».

La présidence de la HAT n'a pas tardé à répondre aux mesures de compromis proposées par le GIC. Elle a envoyé une lettre officielle à Jean Ping pour réaffirmer sa position¹⁰. Le président confirme que de son point de vue la Charte de Maputo a perdu toute crédibilité vis-à-vis de l'opinion nationale. Une cohabitation au sein des différentes institutions de la Transition s'avère très difficile, voire impossible. Ceci en raison des remises en cause successives et répétées, des propos, comportements et actes de certains chefs de file ou de délégation. Seule issue possible : la tenue dans les meilleurs délais d'élections avec l'appui de la communauté internationale. Pour la HAT, il semble que seul le report à une date ultérieure des législatives programmées le 20 mars prochain serait envisageable.

Commentaire de Tribune : « La présidence de la HAT réitère par cette déclaration officielle, « son engagement à organiser des élections consensuelles, libres et inclusives, autant dans la préparation que dans leur organisation, et renouvelle l'appel à l'endroit de toutes les forces vives de la Nation pour participer aux prochaines élections ». Des élections consensuelles ? Effectivement, qui sont ceux qui ont été consultés pour fixer la date et la nature de ces élections ? Ils sont d'abord très nombreux. Ils sont au moins une quarantaine au sein de la HAT en plus des membres du gouvernement et des chefs de région. Ce qui fait un total de plus d'une soixantaine de personnalités qui ont chacune leur « association » ou leur parti ou leur réseau de clientèle et leurs « valets » ou leurs « obligés ». [...] Invoquer l'inclusivité dans la préparation et l'organisation de ces élections en ignorant les trois autres mouvances et en mettant en avant les « indépendants », les « égarés » et autres formations issues ou dissidentes de telle ou telle mouvance, c'est de la manipulation pure et simple ou du trompe l'œil ».

Les membres des délégations des mouvances Ravalomanana, Ratsiraka et Zafy se sont montrés prudents quant à l'issue des rencontres, qui doivent durer 2 jours. «On nous a conseillé la discrétion», s'est contenté de dire Emmanuel Rakotovahiny « co-président » de la mouvance Zafy. Fetison Andrianirina a participé aux rencontres, en dépit du mandat d'arrêt qui pèse sur lui. D'après *Midi*, ce mandat d'arrêt aurait été suspendu le temps de la visite du GIC.

Législatives du 20 mars : le vrai départ attend la CENI. À deux mois de la tenue du scrutin, le processus électoral patauge, estime *L'Express*, et ce en dépit du fait que la HAT entend montrer à la communauté internationale, de retour dans la capitale, que le processus est sur les rails. Les textes relatifs au code électoral, à la nouvelle loi organique, à la refonte totale de la liste électorale, à la création de la CENI en sont encore au stade des consultations. Le flou persiste notamment sur les attributions de cette dernière, sujet particulièrement sensible. Les textes doivent être finalisés et publiés début février, date butoir fixée par la HAT.

¹⁰ Cf. blog Justmad, « articles remarquables » janvier 2010 <http://storage.canalblog.com/29/79/448497/48836633.pdf>

Elections : une partie de la société civile a déjà remis des projets de textes à la présidence de la HAT. Il s'agit du Sefafi, du Cnoe, du Gesci, de l'Unir et de la Fnoim. Ces associations ont suggéré clairement dans leurs avant-projets que la CENI dresse dans chaque fokontany une liste électorale avec l'appui des responsables rassemblés dans une cellule locale de recensement. Les associations soulignent la nécessité d'organiser les scrutins en saison sèche (15 avril-15 novembre), elles exigent la transparence sur les dépenses de campagne et leur plafonnement. À la place de la carte d'électeur, il est proposé un ticket électoral dont le modèle serait fixé par la CENI. Il ne serait valable que pour une seule élection. L'électeur doit être en possession de ce ticket au plus tard 7 jours avant la date du scrutin. Les tickets sont déposés au bureau de vote et joints aux PV électoraux.

Anosy entre discussions et gaz lacrymogènes. Pendant que Jean Ping consultait tour à tour les différentes sensibilités politiques, des partisans de la « *mouvance Madagasikara* » se sont rassemblés à proximité du Carlton. Ils ont été violemment dispersés par les forces de l'ordre à coups de gaz lacrymogènes. Bilan : 4 blessés et une arrestation.

Faits divers préoccupants. Dans, Vanf, le chroniqueur de *L'Express*, écrit : « *Fallait-il la visite à Madagascar d'un représentant du GIC pour se persuader que le pays demeure en crise ? [...] Mieux que les manifestations téléphonées des trois mouvances, désormais autoproclamées « Madagasikara », c'est la rubrique des faits divers, colonne assassinats, rackets et vols, qui sert de baromètre. À Anosy, la chaussée porte encore la marque d'un drame inacceptable : des individus armés y auraient érigé un barrage de deux pneus enflammés pour arraisonner un véhicule. Nous sommes à moins d'un kilomètre à vol d'oiseau du palais présidentiel et non, comme on avait l'habitude d'entendre, dans la brousse à plusieurs centaines de kilomètres, au milieu de paysans confrontés aux razzias des « dahalo ». La prolifération des Kalachnikovs n'est pas la moindre des inquiétudes, dans la foulée des événements de 2009. Quand des militaires osent entrer en mutinerie, on peut nourrir quelques doutes et de légitimes inquiétudes quant au strict contrôle du mouvement dans les armureries d'une armée toujours travaillée par de sourdes dissensions. Si l'absence d'État devenait manifeste, on peut craindre également que des intérêts privés, avec une surface financière dont l'assiette s'est considérablement élargie en cette période trouble, transforment les compagnies de sécurité en autant de milices ».*

23 janvier : la mission de Jean Ping s'achève sur le statu quo. Seule concession de la HAT : le report probable des législatives du 20 mars, mais sans remise en cause de « l'unilatéralisme » de la démarche. Le vice-président de la HAT, Roland Ratsiraka, fait des propositions d'ouverture. Nouveau rendez-vous avec le GIC dans 15 jours.

La mission de Jean Ping n'a pas permis d'avancée dans le dénouement de la crise. Pour *Sobika*, c'est le statu quo. Aucune position commune ou propositions consensuelle n'a pu être dégagée au terme des deux journées de rencontres avec l'ensemble des acteurs du monde politique, de l'armée, des Eglises et de la société civile. Le GIC accorde encore un délai de réflexion de 15 jours aux parties pour réagir à ses propositions de compromis, laissant planer le doute sur les éventuelles sanctions qui pourraient être décidées en cas d'échec. Passé ce délai, une nouvelle réunion se tiendra après que le GIC aura reçu les propositions des 4 mouvances. « *Jusque là donc, rien n'a encore été décidé, et aucune déclaration ne peut revêtir un caractère officiel avant ce délai* » a indiqué Jean Ping qui a précisé que sa visite ne relevait pas d'une mission de médiation. Il n'est pas dans le même rôle que Joachim Chissano. Sa mission est d'intervenir lorsque des blocages surgissent dans l'application des accords ou dans leur mise en œuvre. Ainsi, Jean Ping est venu rappeler les résolutions et accords signés librement et faire des propositions. Il est venu aussi pour écouter toutes les parties, déposer des propositions et comprendre la situation.

Pour *Les Nouvelles*, Jean Ping a tenu à replacer ses propositions se compromis dans le cadre de Maputo I et de l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Il aurait notamment déclaré : « *nous sommes venus pour veiller à rendre opérationnels les accords de Maputo I et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba. Les accords de Maputo II et III ne seront plus pris en compte* ». En réaction à cette déclaration, Fetison Andrianirina a rappelé que les Accords de Maputo II sont des dispositions élaborées dans le cadre de la mise en œuvre des accords de Maputo I, lesquels constituent « *la base des négociations en vue d'une sortie de crise pérenne* ». Quant aux accords de Maputo III, conclus en l'absence de la mouvance Rajoelina, Fetison Andrianirina semble disposé à les remettre en cause « *si c'est la meilleure solution pour résoudre la crise actuelle. D'ailleurs, les deux dernières négociations (Maputo II et III) ne sont qu'une application de Maputo I* », a-t-il affirmé.

Ny Hasina Andriamanjato : «Report possible des élections». Pour le ministre des Affaires étrangères, un report des élections est plus qu'une éventualité. Malgré l'accélération des préparatifs, tant au niveau central que local, de responsables n'ont pas exclu un éventuel report. À la sortie de l'audience avec le président de Commission de l'UA, il a confié que la révision de la date du scrutin fait partie des propositions de la mouvance Rajoelina en réponse au compromis proposé par le GIC. «*Le report des élections figure dans nos propositions si tout le monde le recommande, comme la société civile l'a fait*», a-t-il affirmé en présence de Norbert Lala Ratsirahonana, proche collaborateur d'Andry Rajoelina. La vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Cécile Manorohanta, a déjà informé ses collaborateurs que la date du 20 mars pour les législatives serait probablement remise en question. Cette «*ouverture*» a une contrepartie : le rejet de tout compromis en vue de l'application des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba.

Résolution de la crise : Roland Ratsiraka fait des ouvertures. Le vice-président de la HAT souhaite que les politiques des 4 mouvances trouvent un accord sur un calendrier électoral, sans toutefois rejeter l'aide du GIC. Profitant de la visite de Jean Ping, il avance que le consensus et la participation de toutes les parties devraient se concrétiser au niveau de l'organisation des élections et de la mise en place des structures qui seront garantes de leur bon déroulement. Une esquisse de calendrier a été établie dans ce sens. Le vice-président de la HAT a proposé que la CENI soit mise en place sans délais, sous l'égide de la communauté internationale. La période février à avril serait consacrée ensuite à l'établissement des listes électorales et à l'acheminement des matériels électoraux. Des opérations qui devraient être financées par les bailleurs et partenaires étrangers, l'intéressé ne croyant pas en la possibilité pour Madagascar de financer ces opérations. L'élection des députés de la Transition pourraient se tenir en mai, «*pour pouvoir apprécier le véritable poids des forces politiques dans la Nation*». Le Premier ministre devrait être issu des forces politiques majoritaires à la Chambre basse. Les présidentielles, au mois d'octobre, seraient précédées d'une Conférence nationale portant sur l'élaboration de la future Constitution. Roland Ratsiraka met l'accent sur la nécessité de désigner un ministre de l'Intérieur consensuel pour prévenir les reproches de partialité. Le vice-président de la HAT demande également au GIC de constater l'échec du processus de Maputo et d'Addis-Abeba. Et ce, «*vu la difficulté pour les 4 mouvances d'appliquer les accords de Maputo I et l'Acte additionnel d'Addis-Abeba, qui d'ailleurs, engendrent un problème de fond car aux yeux de la population, il instaure une culture d'impunité*». Le neveu de l'Amiral de suggérer aussi d'arrêter tous les meetings et de cesser toutes les arrestations.

La Plateforme de la société civile réaffirme sa volonté d'appliquer les accords de Maputo. Sa présidente, Lalao Randriamampionona, a fait remarquer que le chemin menant vers la sortie de crise est encore parsemé de difficultés. «*Jean Ping a quitté Madagascar pour participer au Sommet ordinaire de l'Union africaine prochainement. Et ce n'est qu'après qu'il retournera dans la*

Grande Ile pour apporter la décision finale de l'UA. Une petite remarque : la présidence de l'UA n'est plus assurée par le président de la Libye. Pour cette année ce sera le président du Malawi qui assurera la gestion de cette communauté. Cela change beaucoup de choses », a-t-elle fait observer, laissant penser que la position e l'UA pourrait évoluer, en défaveur de la mouvance Rajoelina.

Malaise au sein des forces d'intervention de la gendarmerie, selon Midi et plusieurs médias. Le quotidien écrit : « les éléments de la Force d'Intervention de la Gendarmerie Nationale (FIGN) basée à Fort Duchesne ont refusé de participer au maintien de l'ordre aux côtés des troupes de l'Emmo/Reg dirigées par le Colonel Ravalomanana Richard ». Les responsables de la gendarmerie se sont refusés à toute déclaration. Des rumeurs persistantes font état du versement en décembre d'une forte somme d'argent par Marc Ravalomanana à de hauts responsables de la gendarmerie, provoquant des revendications pour le partage de ce pactole. Une situation de malaise au sein de ce corps basé à Fort Duchesne avait déjà été observée durant la crise, elle semble donc perdurer.

24 & 25 janvier : la précampagne de Roland Ratsiraka et de Monja Roindefo est lancée. Pierrot Rajaonarivelo et Rajemison Rakotomaharo sont dans les starting blocks.

L'UDR-C a tenté en vain de convaincre les membres du GIC de cautionner l'élection législative organisée par la HAT. Pour cette nouvelle plateforme, composée de 24 entités de la mouvance Rajoelina, le scrutin permettra de déterminer les rapports de force pour le partage du pouvoir au sein des institutions de la Transition. A partir du verdict des urnes, il sera possible de désigner un Premier ministre neutre et de consensus. « Par la voie des urnes, les différentes forces politiques en présence seront partagées d'une manière objective et démocratique », selon l'UDR-C.

Législatives : soutien technique de l'OIF, croit savoir Midi. Actuellement en visite dans la Grande Ile, une délégation de l'OIF dirigée par le Délégué à la Paix a rencontré la vice-Premier ministre chargé de l'Intérieur, Manorohanta Cécile. Deux rencontres axées notamment sur l'évaluation du processus de recensement électoral en cours, le déroulement de l'opération carte d'identité nationale, ainsi que le traitement de la liste électorale. Le Délégué aurait proposé d'apporter un appui technique. Des experts francophones seraient dépêchés très prochainement. L'OIF a toutefois précisé que l'appui ne sera accordé que si la classe politique trouve un accord inclusif et consensuel pour l'organisation du scrutin.

Monja Roindefo accule les quatre mouvances. Dopé par la présence d'une foule venue nombreuse pour une cérémonie de vœux autorisée par les autorités, Monja Roindefo n'a pu s'empêcher de saisir l'occasion pour adresser un sévère avertissement aux quatre mouvances. Il leur accorde un délai de 15 jours pour trouver un consensus, faute de quoi, il menace de « mettre en place de nouvelles structures et de nouvelles Institutions conformes à la situation actuelle et aux aspirations populaires. [...] Quatre personnes ne peuvent pas constituer un blocage à la vie du peuple », a-t-il dénoncé en voulant mettre fin à la polémique sur la nécessité ou non de l'application des Accords de Maputo. L'ancien Premier ministre réaffirme que « la Conférence nationale reste et demeure la seule solution à la crise politique qui perdure ». Ces assises nationales devraient être ouvertes à toutes les forces vives et axées sur l'adoption du Code électoral et la mise en place de la CENI. Moins qu'un mauvais perdant, Monja Roindefo se positionne clairement dans l'optique des élections législatives ou présidentielles pour lesquelles il sera, à n'en pas douter, candidat. En guise de clin d'œil à son électorat tananarivien, il a rappelé les projets d'embellissement de la capitale qui seront financés par les Thaïlandais récemment rencontrés lors de son récent voyage.

« Deux poids, deux mesures ! », titre *Midi*, qui observe que Monja Roindefo a pu tenir librement son meeting dans un lieu public, alors que les 3 mouvances sont interdites de rassemblement et son dispersées par les forces de l'ordre. Pour le quotidien, ce « deux poids de mesures » n'incite guère les 3 mouvances à participer aux prochaines législatives.

Pour *Midi*, la précampagne de Roland Ratsiraka et de Monja Roindefo est lancée. Pierrot Rajaonarivelo et Rajemison Rakotomaharo sont dans les *starting blocks*. Pour le quotidien, au-delà de l'ambiance délétère qui prévaut, « une autre plus cool se fait jour, celle d'une précampagne électorale qui ne dit pas son nom. Deux prétendants aux présidentielles investissent déjà le terrain. Roland Ratsiraka du TTS et Monja Roindefo du Monima. Le signal du départ de la course n'a pas encore été donné mais ils ne cachent pas leurs ambitions. [...] Leur démarche est différente des autres politiciens. Ils descendent sur le terrain sous le prétexte des vœux de Nouvel An mais ils proposent surtout leurs solutions à la crise et ratissent large auprès de la population. Roland Ratsiraka demande le report des législatives pour le mois de mai et souhaite placer au poste de ministre de l'Intérieur un homme de consensus pour garantir la transparence et la sincérité des élections. Monja Roindefo, en revanche, estime qu'une Conférence nationale, un Code électoral et une CENI sont indispensables avant d'aller aux élections. Mais apparemment, Roland Ratsiraka et Monja Roindefo ne sont pas les seuls à lorgner vers le fauteuil de président de la IVème République. Deux autres prétendants sont aussi en lice, Pierrot Rajaonarivelo et Rajemison Rakotomaharo, bien qu'ils ne s'affichent pas encore et restent plus discrets. Les tenants du pouvoir ne resteront sûrement pas les bras croisés. Andry Rajoelina sera sûrement de la compétition sinon le TGV ne se serait pas transformé pas en parti politique. La création de la plate-forme UDR-C va dans ce sens ».

Guerre de com' anglo-saxonne. *Sobika* observe qu'Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana tentent de communiquer au delà du traditionnel cercle francophone (Andry Rajoelina dans le *Wall Street Journal*, communiqué anglais de Marc Ravalomanana). La raison est simple : l'avis des Etats-Unis pèse de tout son poids dans cette crise. Qui dit Etats-Unis, dit Angleterre, Sadc, et tous pays sous influence américaine, ce qui n'est pas rien. Le récent rejet de l'Agoa décidé par Barack Obama lui-même et les déclarations de Mr Wycof, sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères ont mis à mal l'image d'Andry Rajoelina et de la HAT aux Etats-Unis. Andry Rajoelina a répliqué en s'offrant une tribune dans le prestigieux quotidien financier. En réponse, Marc Ravalomanana a fait diffuser un communiqué, en anglais lui aussi, par l'intermédiaire de son porte parole Guy Rivo Randrianarisoa.

Madagascar adhère au «Religions for Peace». L'adhésion de la Plate-forme des leaders religieux et des organisations confessionnelles (PleROC) a été confirmée lors de la visite du secrétaire général du Conseil africain des leaders religieux, Ali Moustapha.

26 & 27 janvier : le pouvoir décide du report de la date des législatives, seule concession faite à la communauté internationale. Rencontre annoncée avec les forces vives. Les Nations Unies, sollicités pour l'organisation du scrutin, posent des conditions.

Législatives reportées : un recul pour tenter de convaincre que c'est le bon choix. Dans une conférence de presse, Andry Rajoelina a confirmé le fait que pour la HAT il n'est plus question de mouvances politiques et encore moins de partager la direction du pays ou l'organisation des élections avec quiconque. La seule et unique issue de sortie possible est la voie des urnes car toutes les options ont échoué, a-t-il de nouveau déclaré. Ces élections seront organisées par la CENI avec l'appui de la vice-primature en charge de l'Intérieur. La CENI sera neutre et indépendante, a promis le président de la HAT. Andry Rajoelina n'admet pas que l'on puisse dire que l'initiative de ces élections est unilatérale. Il précise que ce sont les participants à la réunion qui s'est déroulée au Centre de conférence international

d'Ivato les 6 et 7 janvier qui ont décidé et que parmi les participants figuraient les forces vives, la société civile et les représentants ou chefs de partis. D'ailleurs, ajoute-t-il, il est prévu que la médiatrice de la République, Andréas Monique, appelle dans les prochains jours à une autre réunion qui aura le dernier mot sur la date exacte des législatives, qui pourraient être reportées de quelques semaines à quelques mois. « *La société civile a proposé l'organisation des élections entre le 15 avril et le 15 novembre. Sa proposition est prise en considération* » a-t-il précisé pour preuve de son sens de l'écoute et de son ouverture. « *Le peuple et la communauté internationale admettent que les élections sont la seule voie possible de sortie de crise* », fait-il observer. Occultant les autres volets des « *Mesures de compromis pour relancer le processus de sortie de crise à Madagascar* » proposées par la communauté internationale (entre autres le retour aux Accords de Maputo I et d'Addis-Abeba et les « *mesures de confiance* »), le président de la HAT met en avant les garanties qu'il entend apporter pour l'organisation de ce scrutin. Il est prévu que tout candidat exerçant une fonction au sein de l'État (surtout s'il est membre du gouvernement) démissionne de son poste une fois sa candidature acceptée. Le président de la HAT a également annoncé que des propositions de sortie de crise ont été envoyées à la communauté internationale afin de combattre les accusations d'unilatéralisme qui lui sont adressées.

Pour Fetison Rakoto Andrianirina, « *quelle que soit la déclaration d'Andry Rajoelina, il se livre à l'unilatéralisme. Un consensus ne se limite pas à l'organisation d'élections. Il devrait s'étendre à l'approche et au mode de fonctionnement de la Transition* ».

Insistant sur l'organisation de la conférence nationale et du référendum constitutionnel avant les élections, l'ex-Premier ministre Monja Roindefo se montre réservé. Il attire l'attention sur la manière avec laquelle la médiation, organisatrice de la rencontre des forces vives, va agir. L'implication de la médiation dans l'organisation de prochaine réunion lui convient sur le plan formel, mais « *il ne faut pas que cette Institution devienne une boîte aux lettres de la mouvance Rajoelina et exécute ses ordres. Indépendante, la médiation devrait prendre l'initiative* », a-t-il soutenu. Les « *coprésidents* » Fetison Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny estiment qu'il n'appartient pas à la médiation d'intervenir sur la détermination de la date des élections. Fetison Andrianirina propose la tenue d'un référendum en premier en vertu des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. L'Akfm exige l'organisation d'une conférence nationale avant de passer aux autres étapes de processus de résolution de la crise. Il trouve acceptable la tenue des législatives entre les mois de mai et septembre.

La composition de la CENI proposée par la HAT : 19 membres, dont 10 sièges réservés à la société civile, 2 aux représentants de l'administration, 7 affectés aux sensibilités politiques, dont 3 aux partis politiques proches du pouvoir, 3 aux partis politiques de l'opposition, 1 aux autres sensibilités politiques. Parmi les 10 sièges réservés à la société civile, 3 sont prévus pour les organisations œuvrant pour l'observation des élections, 1 pour les organisations œuvrant en faveur de l'éducation des citoyens et 1 aux associations de défense des droits de l'homme. Les membres issus des sensibilités politiques participent aux séances avec voix consultative. Ne peuvent être membre de la CENI : les membres des institutions de la République, les membres du gouvernement ou d'un cabinet ministériel, les titulaires de hauts emplois de l'Etat, les autorités administratives centrales ou territoriales, les candidats aux élections et les éléments des forces armées. Les commissaires, nommés par décret pour 7 ans, doivent être d'une grande intégrité, d'une bonne moralité et jouir de tous leurs droits civiques et civils.

Seuls ceux qui sont prêts à participer à la prochaine élection pourront siéger au sein de la CENI. Interrogé sur ce qui se passerait si l'opposition refusait d'occuper les places qui lui reviennent, le président de la HAT a répondu qu'il y aura toujours des personnalités politiques prêtes à occuper les places laissées vacantes.

Accélération de la préparation des élections. 44 administrateurs civils ont été envoyés en mission dans les 22 régions pour contrôler les jugements supplétifs, informer et sensibiliser sur les aspects techniques des élections, dont la confection de la liste électorale.

Le président de la HAT a sollicité l'appui des Nations Unies pour l'organisation des élections. L'ONU a donné son accord à condition que les recommandations du GIC soient suivies. Ce qui suppose une reprise du dialogue. La demande d'assistance avait été transmise le 30 décembre par Andry Rajoelina. B. Lynn Pascoe, secrétaire général adjoint aux Affaires politiques a répondu : « *Nous restons persuadés que la tenue d'élections en dehors du cadre d'un processus inclusif et consensuel ne ferait que nuire aux efforts en cours, visant à trouver une solution pacifique à la crise que traverse votre pays* ». Il souligne au passage que les Nations Unies soutiennent les efforts du président de Commission de l'UA pour résoudre la crise. La HAT aurait fait savoir qu'elle allait prendre des initiatives pour impliquer les autres sensibilités dans le processus.

Débats autour des propositions de Jean Ping. Le vice-président de la HAT, Hary Naivo Rasamoelina, a estimé au cours d'une interview que le problème posé par la recherche d'un compromis de sortie de crise trouve son origine dans la partialité des représentants du GIC. « *Sur le principe, nous ne sommes pas contre leur proposition, seulement nous constatons que les émissaires de la communauté internationale ne répondent pas au critère de solidarité et de fraternité réciproques. Ils ont tendance à protéger l'intérêt de certains pays voulant encore imposer à Madagascar le néocolonialisme* », a-t-il affirmé.

Proposition du GIC : 3 obstacles à un compromis, selon l'analyse du Courrier. En premier lieu, la confirmation de Mangalaza Eugène à son poste de Premier ministre de consensus. Celui-ci a été accusé par Andry Rajoelina d'être complice des trois mouvances, lors de la signature de l'Accord de Maputo III. Une signature condamnée par Jean Ping. Il y a ensuite la restauration du Conseil des présidents. Jean Ping a attribué quelques fonctions aux deux co-présidents, Fetison Andrianirina et Emmanuel Rakotovahiny, ainsi qu'une procédure de prise de décision en Conseil des ministres. Andry Rajoelina redoute la réédition du « *coup bas* » du Sommet de Copenhague par les deux co-présidents. Et par-dessus tout, il y a la révocation officielle des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba, sur laquelle il lui est impossible de revenir sans perdre la face. Et pour le GIC, il ne peut y avoir de processus électoral sans retour aux Accords librement acceptés. La communauté internationale a confirmé son alignement sur l'application des Accords. La Sadc, les Etats-Unis, le GIC sont sur un refus de l'option unilatérale d'Andry Rajoelina. Le Sommet de l'UA devrait se prononcer dans des termes équivalents, en fin de semaine, sur la situation malgache.

L'Union des évangélistes de Madagascar (Fimpifima) dans la capitale se démarque de tout mouvement à caractère politique mené par des dirigeants religieux. Son comité a déclaré que les membres de l'Union adhérant à ce genre de manifestation le font en leur nom personnel. Son vice-président, le Pasteur Sylvain Rahevahatraina, dénonce notamment « *les cultes œcuméniques pour la Nation organisés par les Mpitondra Fivoahana qui se terminent généralement par des meetings politiques, et l'utilisation du nom des Fiangonana zandriny au cours de ces manifestations* ». Le Pasteur a déclaré : « *A cause du rôle politique joué par l'Eglise dans la crise politique qui prévaut actuellement, la collaboration entre la Fjkm et les Fiangonana zandriny [Eglises chrétiennes regroupés au sein du Fiombonan'ny Mpitory ny Filazantsara eto Madagasikara] est suspendue* ». A noter que la coopération entre la Fjkm et les « *Fiangonana zandriny* », nouvelles Eglises d'obédience protestante, qualifiées il y a encore peu de temps de « *sectes* », a vu le jour en 2009, à la suite d'une réconciliation entre ces deux entités rivales.

Appel de Fetison Andrianirina à la solidarité des forces vives de la Nation. Le « *co-président du Conseil présidentiel* » suivant l'Acte additionnel d'Addis-Abeba s'est adressé pour la seconde fois à ses concitoyens dont, entre autres, les politiciens, les forces armées, les membres de la société civile, les fonctionnaires, les salariés du privé, les dirigeants religieux et les intellectuels. Il a lancé un appel en faveur d'un rapprochement afin que les menaces de sanctions qui pèsent sur l'opposition ne soient pas mise à exécution.

Menaces contre les journalistes : *Sobika* indique qu'à l'occasion d'une rencontre des journalistes, il a été révélé que des professionnels de différents organes de presse ont fait l'objet de menaces verbales, téléphoniques ou d'intimidations : un photographe de *Midi Madagasikara*, des journalistes de *Madagascar Tribune*, un ancien journaliste de *MBS* passé sur Internet, une journaliste de *Sobika.com*, un journaliste de *Taratra*, une responsable à la *RNM*, un journaliste de *La Vérité*, un journaliste de *Viva*.

Les sanctions américaines et les sanctions de la SADC sont actuellement en vue, a prévenu Lalao Randriamampionona, présidente de la Plateforme des organisations de la société civile.

Andry Rajoelina en visite discrète à Paris. Le président de la Transition est arrivé discrètement dans la nuit du 26 au 27 janvier à Paris, en compagnie de son conseiller spécial, Norbert Ratsirahonana, et du sénateur Sylvain Rabetsaroana, révèle *Africa Intelligence*. Ses proches collaborateurs parlent d'un voyage non officiel dans quelques pays d'Europe et en Afrique du Nord, sans plus de précision.

Ny Hasina Andriamanjato et Zazah Ramandimbiharison respectivement ministre des Affaires étrangères et directeur de Cabinet au sein de la HAT sont partis pour Addis-Abeba. Le ministre de la Santé est parti aux Etats-Unis pour des démarches en vue de la restauration de l'Agoa. Monja Roindefo est quant à lui en instance de départ pour Maurice.

28 janvier : Andry Rajoelina se lance dans une opération de lobbying international de grande envergure. La Transition semble avoir pris une nouvelle tournure avec ces déplacements en catimini à l'étranger.

Interrogations sur le périple euro-africain d'Andry Rajoelina. Les choses semblent s'accélérer depuis la dernière réunion du GIC. Le Premier ministre Camille Albert Vital n'a été mis au courant que quelques heures avant le départ en catimini du président de la HAT. Un communiqué précise qu'il s'agit d'une visite privée de quelques jours. Ce qui est normal dans la situation actuelle où la HAT reste en marge de la communauté internationale. Au programme, un passage obligé par Paris (il a été aperçu près de l'hôtel Marriott des Champs Elysées), avant un crochet en Suisse et un probable détour par Tripoli où Andry Rajoelina devrait rencontrer Mouammar Kadhafi, pour quelques jours encore président de l'UA, dans le cadre de la préparation de la prochaine réunion de l'Union et de son Conseil de sécurité (visite démentie par Annick Rajaona, porte-parole de la présidence). On se souvient qu'à un moment de la crise, les deux hommes se sont déjà rencontrés suite à une invitation personnelle du Guide libyen. Celui-ci avait dépêché un avion spécial pour le prendre à Madagascar.

Après les couacs en série à Bruxelles et à New York, Rajoelina semble avoir décidé de se servir lui-même. Avec l'aide d'un conseiller dont l'identité n'a pas été révélée, mais qui, pour *L'Express*, serait Mamy Andriamasomanana, directeur de Cabinet du maire de Torcy-Marne La Vallée, qui a été pressenti en son temps comme Premier ministre en remplacement de Monja Roindefo. Se trouvant à Antananarivo depuis quelques jours, cet ancien allié de Marc Ravalomanana, proche de quelques ministres, pourrait même être à l'origine de ce

déplacement. On sait qu'il avait beaucoup œuvré sur le plan international en faveur de Ravalomanana en 2002, raison pour laquelle Andry Rajoelina voudrait recourir à ses services, estime le quotidien. « *Il est clair que Rajoelina va plaider sa cause après avoir fait une nouvelle concession* », commente un observateur. La Transition semble avoir pris une nouvelle tournure avec ce voyage surprise. Fetison Rakoto Andrianirina lui-même ne verrait pas d'un mauvais œil ce retour vers la communauté internationale.

Commentaire de Midi: « *Faut-il rappeler que Paris et Tripoli ont déjà exprimé, bien qu'indirectement, leur soutien à la HAT, notamment pour l'organisation des élections. Cette visite [à Tripoli] constituerait donc une occasion, pour le président de la HAT, de convaincre la communauté internationale sur le processus de sortie de crise engagé actuellement par sa mouvance* »

« **Mouvance Madagasikara** »: **essoufflement de la manifestation à Anosy**. Peu de manifestants ont participé à la reprise du mouvement en faveur de l'application des Accords de Maputo et d'Addis-Abeba. Les forces de l'ordre qui étaient sur place n'ont pas eu à intervenir. Les dirigeants du mouvement ont brillé une nouvelle fois par leur absence.

Le personnel médical revendique de meilleures conditions salariales depuis plus de trois semaines. Le mouvement fait tache d'huile. Urbain Antoine Rakotonirina, président national de l'ordre des infirmiers, déclare que le service minimum mis en place par les paramédicaux, le personnel administratif et les hommes d'appui « *se poursuivra tant qu'ils n'auront pas de réponses satisfaisantes à leurs demandes* ». Le mouvement s'est étendu à plusieurs régions où toutes les formations sanitaires effectuent un service minimum et un week-end prolongé. Pour les leaders du mouvement, le manque de communication avec les responsables de la vice-primature chargée de la Santé publique est la principale cause du blocage. Ils affirment que les revendications n'ont aucun caractère politique.

Liberté provisoire refusée pour les journalistes de Fahazavàna. Lolo Ratsimba et Didier Ravoahangiarison se sont vus refusée leur demande de mise en liberté provisoire par le juge en charge du dossier.

29 janvier : le « co-président » Fetison Andrianirina, menacé d'arrestation, fait le constat d'échec des mouvances politiques. Il prend l'initiative d'un débat « inclusif » et s'affranchit de Marc Ravalomanana. La société civile réservée sur la méthode d'élaboration des textes électoraux. Jean Ping « extrêmement préoccupé », reste optimiste.

Fetison Andrianirina, menacé d'arrestation, renonce à sa conférence de presse au Carlton. Le « *coprésident du Conseil présidentiel* » se cache par crainte d'une arrestation. Selon les renseignements qu'il a reçus, des militaires en civil auraient été aperçus aux abords de l'hôtel à bord de véhicules. Arrivés sur les lieux, ils ont demandé un entretien avec le directeur de la sécurité de l'hôtel. Un camion de la gendarmerie a pris position. Fetison Rakoto Andrianirina a pu s'adresser directement par téléphone aux journalistes présents. La chasse au « *coprésident* », sous le coup d'un mandat d'arrêt, a donc repris depuis le départ de Jean Ping.

Fetison Andrianirina fait le constat d'échec des quatre mouvances et fait cavalier seul. Le « *co-président* » organisera de son propre chef et à titre personnel, un débat « *inclusif* » au Carlton les 4 et 5 février. Une initiative analysée comme une pression sur les quatre mouvances. L'opposant range son maillot de chef de délégation de la mouvance Ravalomanana pour mettre en œuvre une nouvelle stratégie. « *Les personnes présentes à ce rendez-vous vont chercher des solutions pour faire pression sur les quatre mouvances afin qu'elles trouvent un consensus* », a-t-il soutenu, ajoutant : « *Nous devons trouver ce consensus avant le 7 février, date limite fixée par la communauté internationale, pour éviter de probables sanctions contre le*

pays ». L'invitation au débat s'adresse aux politiciens, aux forces armées, aux membres de la société civile, fonctionnaires et employés du privé, chômeurs, dirigeants religieux, intellectuels, opérateurs économiques, ainsi qu'aux différentes associations. Le président du Kmf/Cnoe s'est félicité de l'initiative. Il a cependant insisté sur la neutralité aussi bien dans l'organisation de la rencontre que dans la collecte d'idées. Selon lui, il faut impliquer toutes les sensibilités, y compris la mouvance Rajoelina. Pour *Sobika*, l'initiative laisse penser que l'oiseau veut voler de ses propres ailes, c'est à dire s'affranchir de Marc Ravalomanana. « *C'est un peu le signe qu'il y a défiance sur le leadership historique des chefs de mouvance et sur leur capacité à peser dans le débat* ». Bon nombre d'observateurs se demandent si le gouvernement Rajoelina permettra la tenue de cette réunion. Ils se demandent également si Rakoto Andrianirina aura le temps de s'occuper de son projet, son arrestation pouvant avoir lieu à tout moment.

Pierrot Rajaonarivelo crée son mouvement politique. L'ancien Secrétaire national du parti Arema vole désormais de ses propres ailes. Ses collaborateurs l'ont placé à la tête du mouvement MDM (Mientana ho an'ny demokrasia eto Madagasikara ou Ensemble pour la démocratie à Madagascar). L'ancien parti au pouvoir, l'Arema, connaît une vraie scission. Curieusement, le MDM se veut « *apolitique* ». Le mouvement regroupe 104 organisations politiques et de la société civile. A travers le MDM, l'ancien vice-premier ministre de Didier Ratsiraka entend se démarquer des mouvances politiques impliquées dans la gestion de la Transition et de la crise politique. Il rejoint Monja Roindefo qui appelle aussi à une conférence nationale. Mais, le MDM demande par ailleurs une élection présidentielle à la suite du referendum constitutionnel mis en place par une CENI indépendant du pouvoir en place. Pour la gestion de la période transitoire, il déclare : « *la mise en place d'un gouvernement d'union nationale s'avère d'une impérieuse nécessité* ». Le droit de vote pour la diaspora figure parmi les mesures annoncées.

Textes électoraux. Réserve des entités de la société civile. L'approche de la HAT pour l'élaboration des textes électoraux n'a pas convaincu une partie des organisations de la société civile qui condamne un processus trop rapide et unilatéral. Aristide Velompanahy, président du Groupement du Gesci dénonce l'absence de consensus dans l'élaboration des avant-projets. « *Les textes élaborés pourraient être satisfaisants. Mais à défaut de consensus, ils feront toujours l'objet de critique* », a-t-il expliqué. De son côté, le président du Kmf/Cnoe, Ernest Razafindraibe, a rappelé la recommandation du Comité : « *Nous revendiquons, avant tout, l'organisation de la conférence nationale. Et nous confirmons notre position* », a-t-il affirmé. La vice-primature chargée de l'Intérieur a précisé que la rédaction finale des textes relatifs aux élections s'achèvera ce jour. Ils seront officialisés sous huitaine.

Plainte contre la radio Viva. Les journalistes de l'émission « *Anao ny fitenenana* » de la radio Viva se sont vivement attaqués à un « *communiqué* » dont l'un des instigateurs serait Franck Ramarason, directeur du quotidien *Courrier de Madagascar*. Ce dernier a immédiatement réagi en soulignant qu'il estera en justice face à ce qu'il qualifie de dérives médiatiques puisqu'il a également été taxé, à l'antenne, d'avoir déclaré en 2007 que « *Serge Zafimahova a fomenté l'incendie du Rova de Manjakamiadana* » [incendie criminel du Palais de la Reine, jamais élucidé].

Des containers de billets de banque malgaches sur un vol international. Un agent du ministère des Finances et du budget a confirmé ce transfert. Les billets auraient été imprimés en Allemagne. Outre le remplacement des billets usagés, il s'agirait de supprimer progressivement les billets signés par l'ancien Gouverneur de la Banque centrale, Gaston Ravelojaona.

Jean Ping «*extrêmement préoccupé*». Le président de la Commission de l'UA a une fois de plus parlé de la crise malgache, à Addis-Abeba, lors de l'ouverture de la 16e session du Conseil exécutif de l'UA. Pour lui, les mesures de compromis destinées à relancer le processus de sortie de crise devront obligatoirement passer par les conventions conclues à Maputo et Addis-Abeba. Il est souligné que ces accords «*constituent un acquis décisif dans le processus de sortie de crise et une base essentielle pour la conduite d'une Transition inclusive, consensuelle et aussi courte que possible*». Au cours du lancement de l'année «*2010, année de la paix et de la sécurité en Afrique*», Jean Ping a encore évoqué l'exemple de la Grande Ile lorsqu'il a estimé que «*certains conflits en Afrique semblent insolubles*». Et de relever que l'UA est frustrée par le manque de progrès dans la résolution de la crise malgache. «*La crise à Madagascar nous a donné du fil à retordre. Ni l'adoption de la charte de la Transition, ni les Accords de Maputo ni l'Acte additionnel d'Addis-Abeba n'étaient suffisants pour trancher le nœud gordien de la distribution des portefeuilles ministériels*», a fait savoir le président de la Commission. Malgré tout, dans une interview accordée sur RFI, Jean Ping a estimé que «*Madagascar est un cas différent des autres* » et il a tenu à faire part de son optimisme après sa dernière visite à Madagascar : «*Tout semble aller dans le bon sens*», a-t-il positivement.

«*France-Afrique : bruits et chuchotements* » titre *Jeune Afrique*. L'implication française à Madagascar contestée par un très proche de l'Élysée. Stéphane Gompertz, 61 ans, directeur Afrique et océan Indien au ministère des Affaires étrangères, devrait quitter son poste à la mi-2010 pour prendre la tête d'une importante ambassade. À l'instar de Bruno Joubert, ancien conseiller Afrique de Nicolas Sarkozy nommé à Rabat, Gompertz n'a pas hésité, ces derniers mois, à faire entendre sa différence sur certains dossiers pilotés en direct par le secrétariat général de l'Élysée. Notamment à propos de la gestion de la crise guinéenne avant le massacre du 28 septembre et du soutien tacite de la France au président malgache, Andry Rajoelina.

30 janvier : recomposition du paysage politique ? Les 3 mouvances s'effacent derrière les plateformes des futurs candidats. En voyage à Paris, Andry Rajoelina reçoit les « suggestions » des dirigeants français mais ne veut pas donner suite aux propositions de Jean Ping. La Sadc accuse l'UA de complaisance envers la HAT.

Arrestation imminente pour Fetison Rakoto Andrianirina. Le colonel Richard Ravalomanana l'a confirmé. Il serait impliqué dans les multiples attentats à la bombe l'année passée. Le commandant de la circonscription de la gendarmerie a précisé que les forces de l'ordre ont remis à trois reprises une convocation au « *coprésident* » mais qu'il n'y a jamais répondu. Les autorités ont donc décidé d'établir le mandat d'arrêt. « *Nous voulions éviter de l'arrêter en public pour ne pas salir son honneur* », a-t-il affirmé, précisant que les forces de l'ordre ont l'obligation d'exécuter ce mandat, la décision de cesser les poursuites ne pouvant être donnée que par la Justice. Fetison Rakoto Andrianirina a répliqué : « *Je me rendrai aux forces de l'ordre quand je ne serais plus co-président du conseil présidentiel. À l'heure actuelle, je jouis de l'immunité politique liée à ma fonction* ». Il maintient son projet de débat au Carlton les 4 et 5 février : « *Tout cela ne devrait pas entraver ce rendez-vous. Ceux qui cherchent à y faire obstacle alors que c'est une démarche vers la résolution de la crise, seront considérés comme ennemis de la Nation* », a-t-il déclaré en engageant la responsabilité des forces de l'ordre.

Commentaire de Sobika après la présentation des propositions de sortie de crise de Monja Roindefo et de Pierrot Rajaonarivelo : « *On attend désormais les conclusions de Fetison Rakoto Andrianirina pour le 5 février, mais aux vues de toutes ces déclarations, il semblerait que la contestation, les revendications ou la simple communication, se soient déplacées des 3 mouvances vers les futurs candidats aux élections comme Monja, Pierrot, Roland Ratsiraka, Guy Rajemison, et qui*

sait, peut être Fetison ou Ambroise Ravonison [qui vient de créer son Front Républicain Démocrate et Légaliste (FRDL)] ? En tous les cas, Andry Rajoelina devra composer avec ces personnalités car si elles sont la plupart pour des élections elles posent toutes leurs conditions. La conférence nationale et le referendum semblent être ces revendications sur lesquelles il sera difficile de faire opposition tant elles semblent logiques et naturelles ».

En voyage à Paris Rajoelina rencontre des responsables français. Le président de la HAT reste discret sur sa « *visite privée* » en France. Le Quai d'Orsay a indiqué qu'il s'agit d'une visite au cours de laquelle il « *a eu des interlocuteurs* » sans démentir l'information qu'Andry Rajoelina ait rencontré Alain Joyandet, ministre de la Coopération et le secrétaire général de l'Élysée, Claude Guéant. Interrogé sur l'effectivité de ces rencontres, le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères a répondu que « *la France est membre GIC sur Madagascar et à ce titre, elle s'est attachée depuis le début de la crise malgache à dialoguer avec toutes les parties malgaches afin d'aider à promouvoir l'émergence d'une sortie de crise consensuelle* ». Mais rien n'a filtré de l'entrevue. Un entretien aurait eu lieu avec Jean-François Mancel, député UMP, qui suit le dossier Madagascar et qui s'y serait rendu en septembre 2009 à l'invitation de l'ancien sénateur et homme d'affaires Sylvain Rabetsaroana. Ce dernier sera du voyage qu'Andry Rajoelina va faire les jours prochains en Lybie. Le vice-Premier ministre Ny Hasina Andriamanjato et le conseiller spécial Norbert Lala Ratsirahonana font partie de la mission. La LOI croit savoir que « *les deux dirigeants français l'ont invité à relancer le processus de consultation avec les autres composantes malgaches, et à éviter de s'enfermer dans un processus de fuite en avant ponctué de décisions unilatérales. Paris estime que les dernières propositions des médiateurs marquent un infléchissement en sa faveur, mais qu'il ne doit pas trop tirer sur la corde. Paris a donc suggéré à Rajoelina deux décisions : qu'il accepte l'installation de deux coprésidents pour le conseiller et qu'il mette en place un gouvernement d'union nationale. C'est le prix à payer, s'il veut éviter que la communauté internationale, y compris la France, ne lance une procédure de sanction à l'égard de Madagascar* ».

La Sadc accuse l'UA de complaisance envers la HAT. Le 14ème Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'UA s'annonce chaud. Le ministre des Affaires étrangères d'Afrique du Sud, pays leader dans la Sadc, a accusé l'UA, 48 heures avant l'ouverture, d'être complaisante envers Andry Rajoelina. Selon *Midi*, l'Afrique du Sud soupçonnerait l'existence d'une grande puissance (allusion à la France) derrière l'UA dans le processus du règlement de la crise. Jean Ping s'est défendu de cette accusation sur RFI. « *Etant sino-gabonais, on m'accuse d'être à la solde de la Françafrique et de faciliter l'invasion des chinois en Afrique. Or, tout cela n'est pas vrai.*», déplore l'ancien ministre des Affaires Etrangères du Gabon. Pour le quotidien, « *Visiblement, la SADC qui pilote la médiation dans la crise malgache à travers l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano, veut accélérer le règlement de la crise à Madagascar* ».

Affaire Radio Fahazavana : communiqué du bureau Afrique de RSF. « *Nous appelons à la tenue rapide d'un procès juste et équitable. Si celui-ci ne prouve pas la culpabilité des deux journalistes, ces derniers devraient logiquement être relâchés* », a déclaré RSF. Cette affaire suscite des réactions contrastées au sein de la presse malgache. Les défenseurs de Lolo Ratsimba affirment qu'il n'a fait que son travail, en étant le premier journaliste présent sur les lieux à interviewer le chef des mutins, l'adjutant Daniel Ratsimihafindramanana. Selon eux, la charge qui pèse par ailleurs contre le directeur de la radio est d'avoir autorisé la diffusion de l'information sur la rébellion. Pour d'autres sources interrogées par RSF, le journaliste Lolo Ratsimba aurait effectivement été complice de cette tentative de mutinerie en ayant fourni une somme d'argent aux mutins. Quelques jours après l'incident, le quotidien *Taratra* affirmait que des « *preuves* » de l'implication de Lolo Ratsimba avaient été trouvées. Selon la

ministre de la Communication, Nathalie Rabe, l'accusation ne relève pas de la diffusion d'information ou d'un délit de presse, mais de l'atteinte à la sûreté de l'Etat.

La Transition n'avancera pas de proposition à Jean Ping au terme du délai imparti. En dépit du fait qu'Andry Rajoelina ait pris une décision sur le report des législatives, le général Ramakavelo annonce que le régime n'avancera aucune proposition de sortie de crise au GIC car il n'est plus question de revenir en arrière. Andry Rajoelina considère que sa démarche est suffisamment inclusive. Sa tactique électorale commence effectivement à se faire jour : il s'agit de multiplier au maximum les associations, plateformes et partis politiques émanant de sa mouvance pour laisser penser que le pluralisme est respecté. Il n'y aura pas non plus d'ouverture dans la composition du gouvernement. Le Premier ministre Camille Vital a déclaré : « *Il n'y aura pas de remaniement, la priorité ce sont les élections* ». La consultation élargie organisée par la HAT aura lieu le 2 février au Centre de conférences internationales à Ivato en vue de fixer les dates des élections, élaborer le Code électoral et mettre en place la CENI.

DROITS HUMAINS

Décompte des détenus politiques : selon une dépêche du site *Orange.mg* (04/01/10), 78 prisonniers politiques attendent encore leur procès. Sur ce total, 30 ont bénéficié d'une liberté provisoire mais n'ont pas encore été définitivement jugés.

Midi rapporte le 27 janvier que d'après un des membres de la mouvance Ravalomanana, 58 « *détenus politiques* » sont en détention préventive à la maison de force de Tsiarafahy (20) et à la maison centrale d'Antanimora (38). Dans la plupart des cas, ils sont soupçonnés d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat, de pose de bombe artisanale, de troubles de l'ordre public et de violence et voies de faits. En outre, un meneur de la mouvance « *Madagasikara* », Jean-Louis Rakotoambo, président national du Teza, ancien sénateur désigné par Marc Ravalomanana, a été convoqué récemment à la section de recherche criminelle pour l'affaire des bombes artisanales.

Aide humanitaire : les Nations Unies n'ont reçu aucune réponse à la demande lancée en novembre 2009 pour collecter 6 millions de dollars d'aide d'urgence en vue des catastrophes naturelles, a déclaré le représentant du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires à Madagascar.

Expatriées au Liban : deux employées sont rentrées au pays, victimes de graves troubles mentaux. D'après *Les Nouvelles*, ces cas ne sont pas isolés. Des employées de maison victimes de leur employeur ont dû être placées en hôpital psychiatrique. Battues, humiliées, voire privées de nourriture, des domestiques étrangères au Liban osent peu à peu faire entendre leur voix en recourant à la justice locale, décrochant même de rares victoires. 200.000 domestiques étrangères seraient employées au Liban, selon des sources humanitaires internationales. Une plainte commune sera ainsi déposée contre les agences de placement et de recrutement par les centaines de familles qui se sont regroupées au sein d'une ONG. A ce jour, plus de 300 familles ont rejoint cette association pour mieux se faire entendre. Certaines d'entre elles sont même prêtes à payer pour rapatrier leur fille.

Le ministère s'investit dans le règlement de ces questions. Toutefois, s'agissant de contrats privés, l'Etat doit traiter au cas par cas chaque dossier. L'intervention consiste soit à mettre fin à ces contrats, soit à trouver les moyens de rapatrier ces personnels. Sur le terrain, le Consulat et l'agence de recrutement se concertent sur les mesures à prendre. Une jeune femme, interviewée par *Radio Don Bosco*, a expliqué que certaines de ses collègues se retrouvent en prison sous surveillance du service d'immigration, en attendant leur

rapatriement. L'agence exige le paiement de 3 à 4.000 dollars de la part de celles qui veulent rentrer. Les démarches du Consulat, d'après cette femme, ont abouti à un peu de flexibilité de la part des employeurs. Ainsi, quelques femmes disposent d'une journée de liberté le dimanche et peuvent se rencontrer.

Le quotidien *Les Nouvelles* mentionne par ailleurs des malversations dans des opérations de recrutement fictif pour les Seychelles et Maurice. Des interpellations ont été opérées. A noter que la destination Koweït attire de plus en plus de travailleurs malgaches.

Reprise prudente de l'adoption internationale : l'ambassadeur français de l'adoption internationale, Jean Paul Monchau, s'est récemment rendu à Madagascar dans le but de s'enquérir des réalités du pays en matière de protection de l'enfance et du déroulement des processus d'adoption internationale. Il était accompagné d'un représentant de l'Association des Familles ayant adopté des enfants à Madagascar (AFAENAM), et d'un représentant de l'Agence Française de l'Adoption (AFA). Le ministère français des Affaires étrangères écrit dans un communiqué « *L'Autorité centrale française s'est félicitée de la reprise prudente et rigoureuse de l'adoption internationale à Madagascar et a appelé de ses vœux un renforcement de l'Autorité centrale malgache dans les mois à venir* ».

Le « Lundi Noir » [26/01/09] a un an. Un lecteur de *L'Express* s'étonne qu'un an après, il n'y ait pas l'ombre d'une enquête autour de ce crime, pendant lequel une centaine de personnes ont péri dans les pillages, pas plus d'ailleurs que sur le carnage du 7 février à Ambohitsorohitra. Cela devrait pourtant être parmi les priorités, à l'heure où les politiciens parlent de réconciliation. Tout le pays porte encore les stigmates de cette effroyable journée dont les responsabilités n'ont jamais été établies, tout ayant été mise au compte de la lutte populaire pour le changement. Peut-on concevoir une réconciliation dans une totale impunité ? Il est vrai qu'un an après, ce « *Lundi Noir* » n'est plus le souci de personne. Pour la commémoration, l'heure est, hélas, désormais au pillage des voix dans tous les camps...

Lutte contre la corruption : à l'occasion de la célébration de la Journée mondiale de la Douane et sur l'éthique un code de conduite destiné aux agents des Douanes a été élaboré à l'initiative de la direction générale des Douanes et du Bianco.

La direction des Impôts et la Douane vont accentuer leur collaboration. Elles vont suivre de près les importations taxables, au moyen d'outils informatiques. Il s'agit d'instaurer une meilleure traçabilité des marchandises importées pour mieux suivre le paiement des taxes intérieures.

« *Déclarations de patrimoine au Bianco - Seulement 5 ministres !* », titre *La Vérité*. Les hauts responsables du régime ne sont pas enthousiastes à lutter contre la corruption ou plutôt à étaler au grand public leurs biens. Sur les 31 membres du gouvernement, 5 seulement ont fait des déclarations de patrimoine, selon les statistiques de la division investigation du Bianco pour 2009, contre 10 en 2008, et 17 en 2007. Seuls 3 chefs de région sur 22 ont déclaré leurs biens. Par contre, le Bureau a reçu 1.116 doléances de corruption investigables, dont 37 concernant les marchés publics, et 182 personnes ont été arrêtées. Au niveau des secteurs, les collectivités décentralisées se hissent en première position pour les doléances reçues, suivies par la Gendarmerie, la Justice, l'Éducation et le Foncier. Les activités du Bianco sont actuellement au ralenti en raison du gel des aides extérieures.

ACTUALITE ECONOMIQUE

Impacts économiques de la crise politique

Boom du secteur informel. Pour Madagascar Matin, la paupérisation de la population va bon train. « La situation économique laisse plus d'un dans une situation plus critique que jamais. Le boom du secteur informel en est une preuve tangible. Les marchands informels ne cessent d'augmenter en nombre. Le centre-ville est actuellement devenu un gigantesque marché aux puces où tous les objets inimaginables sont proposés à la vente, allant des vêtements usagés aux appareils électroménagers d'occasion, en passant par les menus larcins. Pour tout dire, Analakely et Behoririka sont devenus des grandes surfaces à ciel ouvert. Tout a commencé à partir des échauffourées qui se sont produites au début de l'année 2009. Bon nombre d'entreprises ont dû fermer leurs portes ou, au mieux, ont été contraintes de diminuer leur production. Ce qui a entraîné le rejet à la rue de quelques milliers d'employés. Des centaines de milliers, disent les plus sceptiques. Une situation qui a engendré à son tour, non seulement le pullulement des marchands à la sauvette, mais également l'agrandissement, dans des proportions jamais égalées, du secteur informel. Les responsables communaux, voulant procéder à l'assainissement de la ville, sont devenus la bête noire de ces marchands. En tout cas, toute tentative d'expulsion a toujours été vouée à l'échec. Et c'est assez compréhensible dans la mesure où le commerce informel est le seul gagne-pain de ces derniers qui, de ce fait, ne se laissent pas facilement faire par les agents de la municipalité quand bien même ces derniers utilisent tout ce qui est en leur pouvoir pour éradiquer le « fléau ». Il est fort probable que le nombre de ces marchands à la sauvette suivra une courbe exponentielle après la suspension de Madagascar de l'Agoa ».

La réouverture des entreprises du groupe Tiko à l'étude. Le gouvernement considère qu'il est important de sauver les emplois perdus suite aux événements politiques de 2009. Il n'a toutefois pas précisé la manière dont il compte s'y prendre pour parvenir à cette réouverture. L'avocat du groupe, Me Hanitra Razafimanantsoa, dénonce des interventions visant à empêcher le redémarrage du groupe. 3.500 employés sont toujours en chômage technique. Les dirigeants du groupe posent plusieurs préalables pour la réouverture des différentes filiales. « Il faudra nous donner la pleine sérénité et la liberté dans la production et la commercialisation de nos produits », déclare notamment l'un d'entre eux. Pour les droits et taxes que le groupe devait à l'État, un dirigeant affirme que le montant des marchandises déjà mises en vente par l'État a largement dépassé celui des impayés. Ce responsable a aussi souligné qu'il serait difficile de récupérer ces milliers d'emplois dans la mesure où certains bâtiments du groupe dont ceux de Toliara, Fianarantsoa, et Toamasina ont été totalement ravagés par les pilliers. Selon des responsables du groupe, 78 containers contenant des marchandises qui lui sont destinées sont bloqués depuis janvier 2009. Ces produits risquent d'être abîmés et périmés.

Le groupe Tiko contacte l'État. Des responsables du groupe Tiko ont remis au ministère des Finances et du budget une lettre comportant les conditions qu'ils posent pour la réouverture de ses différentes filiales. Ils attendent actuellement la réponse des autorités. Le groupe a décidé de fermer ses portes en avril 2009 pour raison d'insécurité. Seulement 10% des usines du groupe fonctionneraient actuellement.

Le budget 2010 fait l'hypothèse que le régime sera finalement reconnu par la communauté internationale. Dans son ordonnance validée par la HCC, le gouvernement intègre donc 1.000 milliard Ar. d'aides internationales, pour 1.150 milliards de recettes fiscales et 950 milliards de recettes douanières. Une enveloppe de 30 milliards Ar. Est prévue pour les élections. Selon *Midi*, des blocages risquent de voir le jour sur le plan international dans la mesure où la Loi de Finances n'a pas reçu l'aval des bailleurs de fonds, comme les procédures l'exigent en temps normal.

Le ministre des Finances réservé sur l'idée de déprécier l'Ariary pour aider les entreprises touchées par l'arrêt de l'Agoa. L'idée lancée, entre autres, par le FMI, rencontre des réserves dans différents milieux. Les experts du Fonds étaient même allés jusqu'à proposer une dépréciation de 30%, qui aurait permis de rattraper 20% de droits de douane que les produits textiles malgaches doivent désormais payer pour entrer sur le marché américain. Un Ariary faible avantagerait tous les secteurs tournés vers l'exportation, qui vendent leurs produits en devises. L'exportation de litchi, de vanille ou de produits artisanaux, par exemple, y gagnerait. Mais en contrepartie, une dépréciation signifierait une hausse des prix des produits importés comme les PPN et les carburants. La question se pose de savoir si le régime de Transition mis en place par Andry Rajoelina parviendra à réaliser ses objectifs : atteindre un taux de croissance de 2,6% et contenir l'inflation à 10%. Surtout si une dévaluation de la monnaie malgache est envisagée.

Suspension de l'Agoa. Des appuis spécifiques à l'étude pour les 32 entreprises concernées. Suite à une réunion tenue avec leurs dirigeants, le ministre Hery Rajaonarimampianina envisage d'accorder des prêts à taux préférentiel. L'État s'engage à contribuer à la recherche de débouchés, en contrepartie de la préservation des emplois. Mais les spécialistes sont sceptiques, l'image du pays reste négative auprès des maisons de vente à l'étranger.

Plus de 300 opérateurs ont déposé des dossiers de demande d'aides auprès du ministère de l'Economie et de l'Industrie. Le ministère étudie les dossiers mais n'a pas encore fait part des solutions alternatives proposées. Il semble miser avant tout sur une rapide reconnaissance internationale du pouvoir de la HAT.

L'entreprise franche Mklein a procédé au licenciement de 2.000 employés.

Entreprises franches. 2.000 employés licenciés chez Radha Fashion à Ilafy. Les dirigeants de la firme ont annoncé par voie d'affichage le 27 janvier sa fermeture pour le lendemain, sans préavis, après avoir mis une grande partie des employés en chômage technique quelques jours auparavant. Un mouvement de grève a été déclenché.

Culte œcuménique pour les employés des zones franches. Des employés des zones franches d'Antananarivo et d'Antsirabe, victimes de la suspension de l'Agoa, se sont retrouvés le 24 janvier pour un culte à Antsahamanitra. Les travailleurs ont ensuite convenu de remettre une déclaration aux 4 mouvances ainsi qu'à la communauté internationale et à l'ambassade des États-Unis.

Emission massive de Bons du Trésor par adjudication (BTA). Pour financer ses dépenses, l'État a, aujourd'hui, de plus en plus recours aux BTA. Au cours de la dernière séance, le 8 janvier, le montant des BTA émis (80 milliards Ar) a battu tous les records. L'État n'a plus une grande marge de manœuvre pour faire face à la pression des souscripteurs en matière de taux proposés. De ce fait, on assiste à une montée croissante des taux accordés aux souscripteurs. Le taux moyen pondéré au cours de cette dernière séance s'est établi à 8,11% (contre 6,55 % le 28/12/09).

Relations avec les bailleurs de fonds et les organisations internationales

Le projet Pôle Intégré de Croissance (PIC) licencie ses employés. Le manque de financement de la Banque mondiale a conduit à cette décision de résiliation de contrats. Seuls seront confirmés 25 contrats sur 70. La plupart des licenciés sont des consultants. Suite au coup d'État du 17 mars, seuls sont maintenus des réapprovisionnements pour certaines opérations présentant un caractère particulièrement urgent pour les populations-cibles,

notamment dans le domaine de la nutrition, de la lutte et la prévention du SIDA, ainsi que la sécurité alimentaire d'urgence.

FMI : « Madagascar ne recevra pas d'aide financière sans la reconnaissance internationale ».

Le représentant du FMI, Pierre Van Den Boogaerd, a prévenu que sans reconnaissance internationale, il n'y aurait pas de retour des aides financières, et qu'il ne sera pas facile de regagner la confiance perdue de bailleurs de fond, suite au changement de pouvoir qualifié de « non démocratique » par la communauté internationale. Le ministre des Finances et du Budget, Hery Rajaonarimampianina, avait cependant affirmé récemment que les aides financières reviendront cette année, après les élections du 20 mars. Selon *Midi*, le représentant du FMI a également critiqué le pouvoir pour avoir élaboré unilatéralement la Loi de Finances 2010 - et intégré les aides attendues des bailleurs de fonds - sans consultation de ces derniers.

Banque mondiale. Décaissement exceptionnel et partiel pour cinq projets humanitaires urgents. Il s'agit du projet Pôle intégré de croissance (PIC), du troisième programme environnemental (PE3), de la lutte contre le VIH/Sida, des projets de nutrition et de la sécurité alimentaire d'urgence. Cependant, « l'autorisation de décaissement ne porte pas sur la totalité du projet. Elle ne concerne que les sous-projets ou les composantes touchant le volet humanitaire », a expliqué une source proche de la Banque. Une situation qui explique le licenciement d'employés dans certains programmes. Les projets bénéficiaires ont en effet été classés dans une liste d'exception présentant un caractère particulièrement urgent pour les populations cibles. Montant total : 52 millions de dollars.

Le ministère de l'Enseignement Supérieur envisage de recruter 500 enseignants pour les 6 universités de la Grande Ile. Ce recrutement massif fera suite à celui, restreint, d'une trentaine d'enseignants-chercheurs qui ont déjà été embauchés au cours de l'actuelle année universitaire. Pour le ministre Athanase Tongavelo, il s'agit de relever un défi colossal. Depuis près de 20 ans, aucun recrutement massif d'enseignants n'a été effectué dans l'enseignement supérieur. Ce sont les bailleurs de fonds, notamment la Banque mondiale, qui seraient à l'origine de cet état de chose. En échange de leur contribution financière au budget de l'enseignement supérieur, ils ont exigé depuis 1990 le gel des effectifs. Ils n'autorisaient que le remplacement des enseignants partant à la retraite ou décédés. Mais, l'absence du soutien financier de la part de la communauté internationale depuis l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina permet aujourd'hui au gouvernement d'ignorer les directives de ses partenaires étrangers. Le gel de recrutement a entraîné un vieillissement important du corps enseignant. De nombreux vacataires attendent leur titularisation.

Rudolph Thomas, directeur général de l'Usaid Madagascar fait le point sur l'assistance américaine. « La suspension des aides américaines est un message ». Il déclare à *L'Express* qu'après le coup d'État, le gouvernement américain a beaucoup réfléchi et en juillet 2009 il a pris la décision de suspendre certaines activités, telles que l'assistance directe au gouvernement et l'assistance non-humanitaire, comme les programmes d'aide en matière d'environnement, d'éducation et de bonne gouvernance. Néanmoins, l'activité reste soutenue dans le secteur de la santé et de la sécurité alimentaire. Sur 58,2 millions de dollars d'aide pour 2010, 55 millions sont affectés à l'Usaid, dont 38 millions à la santé maternelle et infantile, la lutte contre les maladies infectieuses, le planning familial, l'eau et l'assainissement. 17 millions sont destinés à la lutte contre l'insécurité alimentaire, et cela inclut des activités de construction de routes, de protection de l'environnement, d'amélioration des techniques agricoles. Les volontaires du Corps de la Paix sont de retour, 56 sont déjà à pied d'œuvre. D'ici fin juillet, ils devraient être 120, soit l'effectif d'avant la

crise. Hors Usaid, des aides sont maintenues concernant la microfinance, les cantines scolaires et la lutte contre le travail des enfants. Madagascar est sélectionnée dans le programme « *initiative présidentielle de lutte contre le paludisme* ».

Où en est le projet de coopération avec les Saoudiens ?¹¹ Répondant à la question d'un journaliste du *Courrier* sur la coopération avec les Saoudiens, Monja Roindefo a été clair et net : c'est l'affaire de la HAT. C'est l'un de ses membres, Rabetafika, qui a présenté les opérateurs saoudiens à Andry Rajoelina. En ce qui concerne le financement de 1 million de dollars par le prince Al- Walheed pour la construction d'un hôpital anticancéreux, Monja Roindefo a déclaré ne pas savoir si cette enveloppe a été reçue ou non par Andry Rajoelina. « *Je ne suis ni caissier ni trésorier* » a-t-il indiqué.

Questions foncières, contrats miniers et pétroliers, ressources naturelles, environnement

Controverses sur une supposée privatisation en catimini de Kraomita Malagasy, société nationale de production de chrome. Selon la *LOI*, citée par *Tananews*, après avoir limogé l'ancien DG Razafimihary Mejamirado, proche de Marc Ravalomanana, suspecté d'avoir été compromis dans l'affaire des bombes artisanales, la présidente du conseil d'administration Jeanne Davidson Raolimalala, une proche de l'ex-ministre des Finances Benjamin Andriamparany Radavidson, aurait signé un accord avec la société italienne United Technologies aboutissant à la création d'une société commune sous le nom d'United Chrome S.A dans laquelle United Technologies serait majoritaire. Les quotidiens *Madagascar Matin* et *La Gazette* ont confirmé l'information en précisant « *que la Présidence de la HAT et l'Omnis n'étaient pas au courant du dossier* ». La société d'Etat génère un chiffre d'affaires officiel de 21 millions d'euros, chiffre largement sous-évalué. Le DG de la « *nouvelle Kraoma* » privatisée serait l'italien Michele Franchi, gendre de l'ex-ministre de l'Energie Elysée Razaka. Pour Mamy Ratovomalala, ministre des Mines et des hydrocarbures, il ne s'agit que d'un partenariat pour la transformation de ce minerai et la mise en place d'un laboratoire. « *La signature du contrat de partenariat de la Kraoma avec les Italiens a été faite bien avant l'avènement du régime de Transition. Mais nous allons maintenant lancer un audit sur la teneur de ce contrat, pour pouvoir tirer les choses au clair* », déclare le ministre en marge d'une réunion interministérielle sur la protection des ressources minières, qui veut se pencher notamment sur la passation des marchés et les appels d'offre. En effet, les observateurs ont remarqué que le contrat avec United Technologie s'est fait dans une grande discrétion. « *La Kraoma est une entreprise qui rapporte et notre souci est d'améliorer ses performances* », a ajouté le ministre. [La Société Kraoma extrait, traite et exporte du minerai de chrome. Son site d'exploitation se trouve à Bemanevika, au nord-ouest de l'île. Les réserves exploitables sont estimées à 2,5 millions de tonnes. La durée d'exploitation de ce site serait d'une douzaine d'années. Des recherches supplémentaires pourraient porter les réserves à 20 ans sur les permis de la Kraoma. La société d'Etat à gestion privée exporte chaque année de 100.000 à 140.000 tonnes de chrome rocheux et de chrome concentré. Ce minerai est utilisé pour la fabrication du ferrochrome, l'une des bases de la fabrication des aciers spéciaux et des aciers inoxydables]

Faillie dans les circuits d'exportation de l'or. Près de 5 kg d'or en lingot ont été découverts sur un vol d'Air Madagascar assurant la liaison avec Guangzhou, en Chine. Le système de sécurité de l'aéroport international d'Ivato est mis en cause. Les participants à une réunion interministérielle consacrée à la sécurisation des ressources minières ont confirmé l'existence d'un réseau de trafiquants. Une enquête est en cours. 6 policiers seulement sont actuellement chargés de la surveillance des richesses minières et cet effectif devrait être porté à 20 cette

¹¹ Cf. Revue de presse Juillet 2009

année. Les abus dans ce domaine sont encore très fréquents, en effet 90% des détenteurs de licence d'extraction font de la spéculation et revendent ensuite les droits de leur licence.

Trafic de cristal en pleine expansion. Un important trafic a été découvert à Sambava. Des malfaiteurs étaient sur le point d'exporter près de 10 tonnes de cristaux vers l'Europe. Selon les statistiques, 39 tonnes de cristaux ont été interceptées en 2009, pour un montant de 96 millions d'Ar. Le cristal sceptre de Madagascar fait la renommée du pays dans le monde de la gemmologie. 369 tonnes de cristal ont été saisies par les forces de l'ordre début 2010 dans les régions de Mananara et de Maevatanana. Leur valeur est estimée à 960 millions Ar.

1.200 permis d'exploitation minière seront accordés en 2010 et une nouvelle cartographie des ressources minières sera élaborée. La délivrance des nouveaux permis débutera en février. Les frais d'administration miniers seront révisés à la hausse pour abonder le budget de l'Etat.

Le nouveau code pétrolier sera déterminé cette année. Parmi les défis du ministère des mines pour cette année 2010 figurent le renforcement du contrôle des exploitations minières, la mise en place des bureaux d'achats de produits miniers, la promotion des projets en instances, et la finalisation des travaux d'élaboration du nouveau code pétrolier, a indiqué Mamy Ratovomalala, ministre des Mines et des Hydrocarbures. « *La priorité est d'avoir un code plus attractif pour attirer les investisseurs dans la domaine (du pétrole) parce que plusieurs pays africains concourent à la réforme actuellement* », explique un responsable.

Révision des contrats miniers : l'État préfère prendre le temps de la réflexion. « *D'après les expériences vécues par certains pays africains qui ont révisé des contrats miniers, des impacts plus ou moins négatifs risquent de décourager les investisseurs. Mais si une hausse considérable du prix des matières premières a lieu, des négociations seront menées* », a déclaré Mamy Ratovomalala, ministre des Mines, en réponse à une question sur la révision des contrats miniers posée au représentant du projet Sherritt à Ambatovy. Le ministre s'est engagé à ne prendre aucune décision qui ne s'inscrirait pas dans un partenariat gagnant-gagnant. Les cours du nickel et du cobalt connaissent actuellement une hausse considérable. Le flux de trésorerie vers l'État pendant la durée de l'exploitation devrait s'élever à 2,9 milliards de dollars, alors que la prévision initiale était de 1,4 milliard. Depuis le démarrage du projet, une somme de 95 millions de dollars a été déjà versée à l'État en matière de taxes, de redevances et de droits de douanes. Plus de 2.300 salariés seront mobilisés pendant la phase d'opération qui débutera en 2011, dont plus de 85% de Malgaches.

Le site Wildmadagascar.org révèle que le gouvernement a signé une note de service autorisant l'exportation du bois de rose. Enjeu, une cargaison estimée à 40 millions de dollars au port de Vohémar. Le texte est daté du 31 décembre 2009. Il s'applique aux opérateurs qui ont rempli avant le 30 novembre les conditions fixées par un arrêté du 21 septembre (inventaire, agrément, paiement de redevances, taxes et amendes). Le site *Réflexiums* écrit : « *Suite à l'annulation d'une cargaison le 22 décembre, tout le monde a crié victoire, mais les plus gros trafiquants ont reçu la permission d'exporter le bois. Delmas, une compagnie française d'export maritime semble être la plus impliquée, mais elle n'en serait pas l'investigatrice.* Selon des sources anonymes, Patrick Leloup, conseiller spécial d'Andry Rajoelina, serait intervenu auprès de l'armateur Delmas pour qu'il reprenne ses chargements on aurait mis la pression sur Delmas pour qu'elle exporte ce bois coûte que coûte, sous peine de voir des marchés lui échapper à l'avenir. Le site suspecte le régime de vouloir faire du bois de rose une « *alléchante alternative* » à la suppression de l'aide internationale. *L'Express* indique que près de 200 conteneurs sont concernés et que le ministre a tenu à préciser : « *Ce ne sont pas de*

nouveaux conteneurs de bois de rose. Ils faisaient déjà partie de ceux qui ont rempli les conditions avant la date limite mais n'ont pas pu partir, pour des raisons logistiques notamment à cause de l'absence de transport maritime ». Pour l'éditorialiste de Tribune, « cette décision risque de faciliter des « régularisations » a posteriori dans un contexte marqué par la corruption, et contribuera à renforcer le sentiment que les exportateurs ont toujours le dernier mot. [...] La logique environnementale aurait voulu que ces stocks soient purement et simplement détruits, ou du moins qu'ils soient saisis et que le produit de leur vente soit entièrement placé dans un fonds destiné à la protection des forêts ou au développement rural. [...] Les ONGs tentent donc d'exercer une pression sur le gouvernement français, qui soutient financièrement CMA CGM, la maison mère de Delmas. Il est par contre un autre gouvernement sur lequel, apparemment, personne ne fait réellement pression : le gouvernement chinois. La Chine est pourtant le premier pays de destination du bois de rose, utilisé pour la marqueterie traditionnelle ». Le bois de rose serait bradé à environ 7.000 dollars le m³ alors qu'il se vend à 25.000 sur les marchés asiatiques Selon *Le Courrier*, des ONGs ont également dénoncé des banques commerciales filiales des banques françaises, pour lesquelles le bois de rose est l'une des rares sources de devises pour le moment à Madagascar, où les banques - en particulier dans le nord - sont soupçonnées de rencontrer des difficultés pour s'approvisionner en devises lorsque les transactions en espèces sont importantes.

Task Force sur le trafic de bois de rose : « des maillons faibles », ont du être remplacés pour garantir l'intégrité de la structure, affirme le ministre de l'Environnement et des Forêts, Edelin Randriamiandrisoa. L'assainissement concernerait de hauts responsables.

12 camions de bois de rose été interceptés par la Task Force. Le convoi et son chargement illicite avait quitté Antalaha pour se rendre à Ambilobe. La Task force réalise sa plus grosse prise de l'année avec cette interception équivalant à 360 tonnes de bois précieux. Dénigrée un moment, la Task force est défendue fermement par le ministre de l'Environnement et des Forêts, qui explique que des intérêts de toutes sortes sont en jeu dans cette affaire, jusqu'à des intérêts politiques. Le ministre a déploré la propagation de rumeurs sur l'existence de nouveaux lieux de coupes illicites perpétrées par certaines personnes que la Task force dérange.

Les satellites en renfort. Les américains et européens en charge de l'affaire des bois de rose utilisent désormais les satellites pour détecter les caches de bois de rose. Plusieurs photos sont visibles sur Internet.

Un « processus de Kimberley » pour le bois de rose ? La France souhaite une plus grande implication internationale dans la protection du bois de rose malgache. « Avec l'aide de la communauté internationale, il faut qu'un partenariat soit trouvé pour que cette ressource ne soit pas dilapidée », a déclaré l'ambassadeur, Jean-Marc Châtaignier. Ce dernier propose notamment « une réflexion internationale » à laquelle participeraient, entre autres, « les pays qui achètent à différents stades les produits issus du bois de rose ». À entendre le diplomate, l'idée est de mettre en place « un accord international similaire au processus de Kimberley, régime applicable dans le commerce mondial du diamant brut ». Pour lui, la question du bois de rose est « un problème de gouvernance qui ternit l'image de Madagascar à l'étranger et auquel il faut s'attaquer ».

Le trafic de bois précieux considéré comme un crime par les Nations Unies. Au même titre que le trafic de stupéfiant. Cette déclaration émane de Delphine Shantz de l'Office des Nations Unies sur le crime et la drogue, responsable de l'Afrique orientale et australe en mission à Madagascar. Une déclaration que partagent aussi bien les environnementalistes que les économistes. Sur le plan économique, le caractère de crime se pose surtout dans

l'utilisation des fonds dans des activités légitimes. « *Le trafic de bois précieux constitue une criminalité dans la mesure où les coupes ne sont pas autorisées alors qu'après avoir été enregistrées elles deviennent légales* » explique Hugues Rajaonson, du cercle de réflexion des économistes (CREM). La lutte contre une telle criminalité s'avère encore difficile à Madagascar. Le projet de loi sur le terrorisme, élaboré en 2008, qui devrait définir, entre autres, les différents schémas de crime et de terrorisme, ainsi que les sanctions et les rôles de chaque entité, n'a pas encore été adopté. Le directeur général du Samifin a recommandé au pouvoir de légiférer par ordonnance afin de renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Le ministère des Mines et des Hydrocarbures entend relancer 2 grands projets miniers : l'exploitation du minerai de fer de Soalala et du charbon de la Sakoa. Pour le ministère, « *Il ne s'agit pas de trouver de nouveaux opérateurs mais de finaliser les contrats et de renforcer les partenariats avec ceux qui sont déjà sur les projets* ». En ce qui concerne le gisement de Soalala, une compagnie chinoise a répondu depuis plus d'un an à l'appel à manifestation d'intérêt. Par la suite, elle a eu des pourparlers avec le gouvernement, mais jusqu'ici aucun protocole d'accord n'a été signé. Pour ce qui est de la Sakoa, deux investisseurs sont sur le projet : Madagascar Consulted Mining et Pan African Mining. La première société a déjà entamé des études de faisabilité. La décision du gouvernement de réviser les contrats miniers début 2009 a entraîné les sociétés à suspendre leurs activités.

Ressources halieutiques : déblocage massif de licences de pêche. *L'Express* écrit : « *La boîte de pandore serait-elle ouverte? Le ministre de la Pêche Alain Andriamizeza a annoncé que le gel de l'octroi de licence de pêche est levé* ». Cette décision, dont se prévaut le ministre, risque d'encourager fortement l'effort de pêche des pêcheurs traditionnels, ainsi que les techniques de pêche sauvages, alors que la ressource connaît une dangereuse raréfaction. Des spécialistes s'interrogent sur les motivations de cette libéralisation, d'autant plus qu'il n'y a aucune mesure d'accompagnement qui permettrait de limiter les dégâts. Un système de quotas devrait au contraire pouvoir être mis en place, mais il nécessiterait une surveillance que l'Etat est bien incapable d'assurer. Le ministre envisage en outre de privatiser les activités du Centre de surveillance de pêche (CSP) mais ce projet risque de toucher un domaine de coopération entre États, au niveau de l'océan Indien.

Affaire Faux Cap : les sinistrés de la pollution abandonnés à leur sort. Le parti Vert Hasin'i Madagasikara appelle l'Etat malgache à venir en aide aux sinistrés de Faux Cap qui sont privés de leurs ressources, la pêche, depuis le début de l'année, la mer étant contaminée de phosphate et de fuel lourd provenant du naufrage du Gulser Ana. Le navire, désormais échoué, est à la merci des pilliers, et ce, à leurs risques et périls. Les impacts écologiques sur toutes les espèces marines sont qualifiés de tragiques.

Affaire Gulser Ana. « *Une braderie de notre espace maritime* ». Après avoir tergiversé pendant plusieurs mois en interdisant la pêche à Faux Cap, puis en la rouvrant et ensuite en la refermant après que le bateau Gulser Ana se soit cassé en deux, le ministre des Transports annonce qu'une négociation sur les indemnisations est en cours. Mais « *cette négociation n'est qu'une braderie supplémentaire de notre espace maritime pouvant servir de dépotoir aux navires interdits de ports ailleurs* », a dénoncé Saraha Georget Rabeharisoa, la présidente du Parti Vert Hasin'i Madagasikara. Le ministère de tutelle devrait plutôt entamer une action en justice devant les tribunaux pour une sanction juste et transparente envers l'armateur au lieu de négocier, a-t-elle rajouté. Le parti Vert revendique la saisine de la juridiction internationale compétente pour obtenir des dommages en vertu des conventions internationales ratifiées par Madagascar.

Antananarivo « élue » 5ème capitale la plus sale du monde, (3^{ème} en 2007 selon le cabinet international Mercer Human Ressources). C'est une étude menée par The NYC Partnership Consulting qui compare les 245 plus grandes capitales pour en définir les 30 plus sales. Un classement consulté par les grandes entreprises mondiales dans le cadre des expatriations. Les critères sont le niveau de pollution, l'accès à l'eau potable, le niveau de traitement des ordures, la qualité des services médicaux et la proximité des maladies infectieuses.

Lancement de la campagne de reboisement boycotté par les ONG environnementales. Les organismes internationaux œuvrant pour l'environnement et la conservation de la biodiversité - WWF, Wildlife conservation society (WCS), Conservation international (CI) ainsi que d'autres associations et Ong regroupés dans l'alliance Voahary gasy - ont brillé par leur absence lors du lancement de la campagne de reboisement organisée par la Transition. Ces organismes ont manifesté leur solidarité pour la protection des ressources lors de la recrudescence des pillages des bois précieux mais il semble qu'elle ait convenu de ne pas cautionner le nouveau régime, en ralliant la position de la communauté internationale. Le WCS et le CI bénéficient de l'appui financier des Etats-Unis.

Divers

40.000 tonnes de riz à importer. Madagascar se prépare à la période de soudure. 40.000 tonnes de riz devraient être importées dans les 3 mois qui viennent. Une quantité destinée essentiellement à l'approvisionnement des zones reculées durant la saison des pluies. Selon un responsable du ministère du Commerce, il n'y a aucun risque de pénurie malgré la crise politique.

Le marché du riz « libéralisé ». L'importation de riz attire à nouveau les opérateurs. Ce marché a tendance à prendre de l'essor suite au retrait forcé de la société Magro depuis le début de la crise politique. Depuis l'année dernière, les opérateurs se bousculent pour importer cette denrée, base de l'alimentation des Malgaches. Le retrait de la société de l'ancien chef de l'État a libéralisé la pratique de ce business très lucratif, car la Grande Ile a besoin d'importer 150.00 tonnes de riz chaque année pour affronter la période de soudure. Le pays dispose donc aujourd'hui d'un stock confortable pour faire face à la période de pluies des prochains mois. La grande pénurie des années 2004-2005 est toujours dans la mémoire des Malgaches. Une pénurie provoquée, entre autres, par l'hésitation des opérateurs à s'introduire sur ce marché dominé par les intérêts de l'ancien président et par le manque de visibilité de la politique du gouvernement en la matière.

10.000 entrepreneurs ruraux à installer. Un guichet est ouvert au ministère de l'Agriculture pour recevoir les dossiers des particuliers, notamment les jeunes chômeurs désirant émigrer en milieu rural pour effectuer des activités agricoles. Plus de 1500 dossiers ont été retournés au ministère de l'Agriculture depuis le lancement du programme. Seuls 4% des terres arables seraient cultivées à Madagascar et le ministère envisage d'exploiter une nouvelle superficie de 30.000 ha cette année, en favorisant le montage de microprojets. Regroupés en vagues d'une centaine de personnes, les nouveaux entrepreneurs ruraux seront installés dans la région Bongolava. Ils bénéficieront d'une formation préalable d'un mois.

Des terres pour les sans-abri. 430 familles sans-abri ont été transférées et dotées de terres pour des activités agricoles dans le Grand ouest (région de Tsiroanomandidy). Leurs titres fonciers leur ont été remis par le ministère de l'Aménagement du territoire et de la décentralisation.

Le paiement de la TVA par voie bancaire devient obligatoire. Eradiquer l'informel et sécuriser les recettes fiscales. Telle est la principale retombée attendue de l'application de la nouvelle mesure adoptée par la direction générale des Impôts. Ce principe permettra d'instaurer la traçabilité de toutes les transactions au niveau des acteurs concernés, grossistes, importateurs, producteurs et autres. La suppression de l'informel aura comme conséquence directe une hausse du nombre des contribuables et donc une amélioration des rentrées fiscales. Les associations culturelles, y compris les Églises, figurent parmi les groupements concernés par cette politique. Toutes les personnes qui sont rémunérées par les Églises seront assujetties à l'impôt sur les revenus salariaux et assimilés (IRSA), et les activités lucratives à l'impôt sur les revenus (IR).

Les arriérés que l'État doit à la Jirama totalisaient 43 milliards Ar fin 2009. La société rencontre un problème de liquidité. L'État reste mauvais payeur. Le ministère de l'Énergie a précisé que les arriérés remontent à plusieurs années. Cette situation met en péril la politique de redressement de la société nationale productrice d'eau et d'électricité.

Menace de saisie du terrain du Magro Ankorondrano (ancien lieu de rassemblement des « légalistes »). La Chambre de Commerce et de l'Industrie d'Antananarivo a engagé une procédure destinée à saisir le terrain où est implantée la centrale de distribution Magro et l'auditorium appartenant à l'ancien Président de la République. Propriétaire du terrain, la CCIA a conclu un bail de 40 ans avec ce dernier lorsqu'il était encore maire de la ville d'Antananarivo. En 2008, le groupe Tiko n'a pas respecté les échéances de paiement et en 2009 le loyer n'a pas été versé. Le groupe entend intenter une action en justice. Le nouveau président de la CCIM, Jean Martin Rakotozafy a fait de la conservation du patrimoine de la Chambre sa priorité. Mais les partisans de Marc Ravalomanana ont interprété son action en justice comme une opération dirigée contre les manifestants du Magro.

La lèpre n'a pas disparu. La lèpre a été officiellement éliminée à Madagascar en 2006 mais est encore loin d'être éradiquée. Ainsi, en 2009, 1.807 malades ont été détectés et mis sous traitement. Ce qui porte le taux de prévalence national à 0,92/10.000 habitants. Il faut cependant noter que 9 régions ainsi que 51 districts sanitaires ont encore un taux de prévalence supérieur au taux limite (1/10.000). Cette année, le programme national de lutte contre la lèpre envisage donc d'accentuer ses efforts, notamment pour améliorer la qualité du diagnostic.

Sources : L'Express de Madagascar, Midi Madagasikara, Madagascar Tribune, Les Nouvelles (Madagascar), La Vérité (Madagascar), Le Courrier de Madagascar, Madagascar Matin, Madera (agence de presse Madagascar), DTS (Madagascar), L'Express de Maurice, Sobika, TopMada, Madagate, Tananews, Times of Madagascar, Reflexiums, Actumada, Madonline, 24heures.mg, Madaplus, Lettre de l'Océan Indien (LOI), AFP, APS, AP, Reuters, PANA, APA, IPS, News Press, MISNA, APIC, Xinhua, Les Afriques, Adriscoop, Courrier international, RFI, TV5 Monde, Blog d'Alain Rajaonarivony, Blog de Sammy Rasolo, orange.mg, moov.mg, Mada.pro, IRIN News, Le Quotidien de la Réunion

Taux de change : au 31/01/2010, 1 euro = 2945 Ariary (cours pondéré)
Au 31/01/2009, le cours était encore inférieur à 2500 Ar pour 1 euro.

Les revues de presse des mois antérieurs sont consultables sur le Blog

<http://justmad.canalblog.com/>

DROITS DE L'HOMME à MADAGASCAR

Vous pouvez vous y abonner

Le Blog propose en outre une sélection d'analyses, des « *libres opinions* » des documents de référence parus dans la presse malgache et un recueil de dessins de presse